

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	61	19

N° de la séance : 01

Objet de la délibération: Service des
Assemblées - Procès-verbaux des séances
du 16 novembre et du 21 décembre 2020
- Approbation

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <p>▪ Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : CC.2021.001

Date de la convocation :
Le 16/02/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage - **3 MARS 2021**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du - **3 MARS 2021**

Pour le Président,
La Directrice des Affaires Générales, du
Juridique et du Contentieux



Laurence MALHERBE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 22 février 2021

L'an deux mil vingt et un et le 22 février à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Françoise THOMEL à Yves DAHAN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Céline LAMBIN à Elisabeth DEBORDE

ABSENTS :

Richard THIERY, Monique GAGEAN, Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur les procès-verbaux des séances des Conseil Communautaire des lundis 05 octobre et 16 novembre 2020.

Je vous propose d'approuver les procès-verbaux des séances des Conseil Communautaire des lundis 05 octobre et 16 novembre 2020.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE les procès-verbaux des séances des Conseil Communautaire des lundis 05 octobre et 16 novembre 2020.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 22 février 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 16 NOVEMBRE 2020

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 16 h 20.

Le conseil communautaire s'est réuni le seize novembre deux mille vingt, en séance publique, Espaces du Fort Carré, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire de la ville d'ANTIBES.

Monsieur le Président.- Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIJK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA.

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Christophe FONCK à Marion MUSSO, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Jean-Bernard MION, Hassan EL JAZOULI à Anne-Marie BOUSQUET.

ABSENTS :

Alexis ARGENTI, Marie-Rose BENASSAYAG, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL.

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du Jour

1. MOTION pour le maintien de la station de télévision régionale de proximité, France 3 Côte d'Azur, sur le territoire de la CASA
2. Procès-verbal de la séance du 14 septembre 2020 - Approbation
3. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire
4. Démission d'Alexandra BORCHIO FONTIMP - Remplacement au sein de la Commission Economie Attractivité Innovation
5. Commission Transports - Mobilité - Modification de la représentation de Vallauris et de Châteauneuf-Grasse
6. Débat et délibération sur l'élaboration d'un Pacte de gouvernance entre la CASA et ses communes membres
7. Débat et délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'intercommunalité
8. Fonctionnement des instances communautaires - Adoption du règlement intérieur
9. Convention cadre et opérationnelle avec l'EPF PACA - Avenant n°7
10. Convention d'Intervention Foncière en opération d'ensemble sur le site "les Hauts de Vallauris" en phase réalisation à intervenir avec l'Etablissement Public Foncier et la commune de Vallauris - Approbation
11. Appel à Manifestation d'Intérêt "QUARTIERS DURABLES" - Avenant de prorogation du délai d'exécution
12. Découverte par les jeunes de la CASA des différents métiers de l'agriculture - Convention de partenariat avec l'Etablissement Public Local d'Enseignement Professionnel Agricole et la Mission Locale Antipolis
13. Médiation de l'eau - Convention de partenariat et de prestation
14. Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon - Approbation des statuts modifiés
15. SPL Hydropolis - Cession des actions de la commune de Biot à la CASA
16. Biot - Contrat de délégation du Service Public d'Assainissement - Avenant n°3
17. SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Rapport des administrateurs au titre de l'exercice social clos le 31 août 2019
18. Budget Principal - Décision Modificative n°1
19. Budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports - Décision Modificative n°1
20. Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes" - Décision Modificative n°1
21. Budget Annexe des Pépinières - Admission en non-valeur
22. Modification des durées d'amortissement des biens acquis dans le cadre de l'Instruction Budgétaire et Comptable « M14 »
23. Nautipolis - Rapport Annuel du Concessionnaire retraçant les conditions d'exercice du service public en 2019
24. Organisation des transports entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la CASA - Convention cadre - Avenant n°3
25. Proposition de mise en place de la gratuité du réseau Envibus pour les fêtes de fin d'année
26. Régie autonome des transports - Protocole d'accord temps de travail - Avenant n°2
27. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets - Exercice 2019
28. ERILIA - Convention d'utilité sociale (CUS) 2020-2025

Monsieur le Président. - Le quorum est atteint. Je vous rappelle que dans les périodes que nous traversons, le quorum est abaissé. Je vous remercie cependant d'être présents de manière très majoritaire et de faire en sorte que l'on continue à faire vivre le débat démocratique dans une période pas facile de confinement, et en vous rassurant tous : les critères sanitaires adoptés dans cette réunion sont strictement conformes aux recommandations.

Les pouvoirs et le quorum étant vérifiés, on va procéder à l'ouverture de séance. C'est Alexia MISSANA qui est secrétaire de séance, car, temporairement, elle est la plus jeune de ce Conseil communautaire.

Avant l'examen de l'ordre du jour, je voudrais vous présenter une motion qui a pour but le maintien de la station de télévision régionale de France 3 Côte d'Azur, sur le territoire de la CASA.

1. MOTION pour le maintien de la station de télévision régionale de proximité, France 3 Côte d'Azur, sur le territoire de la CASA

Monsieur le Président. - Depuis très longtemps, France 3 Côte d'Azur est installée sur le territoire de la Brague et, dans ce contexte, a souvent créé une relation de proximité avec l'ensemble des événements qui se déroulent sur la Communauté d'Agglomération. Alors que les locaux sont « sécurisés », malgré le Plan inondation (le PPRI) et alors même que ces locaux sont considérés par les services de l'État comme un espace refuge, la station envisage un déménagement sur la Métropole. C'est la raison pour laquelle je vous demande à tous de faire une motion pour maintenir cet équilibre d'une station qui va de Fréjus et Saint-Tropez jusqu'à Menton et qui trouverait, dans sa situation actuelle au sein de la CASA, la proximité avec l'ensemble du territoire qu'il couvre.

C'est la raison pour laquelle l'ensemble de la Communauté d'Agglomération sollicite le maintien de la station de télévision régionale de proximité France 3 Côte d'Azur sur le territoire de la CASA. Bien entendu, la Communauté d'Agglomération est prête à faire des propositions sur le territoire de la CASA, quel qu'en soit l'endroit, pour permettre cette pérennité, si véritablement la station souhaite quitter le site de Biot qu'elle occupe à l'heure actuelle.

Il n'y a pas d'intervention ? Personne n'est contre ? Il n'y a pas d'abstention ? Je vous remercie de ce soutien pour nos journalistes de France 3 la Brague.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2. Procès-verbal de la séance du 14 septembre 2020 - Approbation

Monsieur le Président. - Je vous demande son approbation après que chacun en ait eu connaissance. Il n'y a pas de remarque particulière inscrite.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

Arrivée d'Aline ABRAVANEL.

3. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire

Monsieur le Président. - Concernant le compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire, je vous demande d'en prendre acte, mais je voudrais céder la parole à Jean-Pierre DERMIT. À l'occasion d'un compte-rendu des délibérations, il y a l'acquisition du Clos des Moulières et j'ai souhaité, avec lui, faire le point sur la situation de la Brague dans une stratégie de renaturation qui s'inscrit dans la volonté de la CASA de l'inscrire dans le plan de relance du gouvernement pour les travaux immédiatement disponibles sur le secteur. La parole est à Monsieur DERMIT.

Monsieur Jean-Pierre DERMIT. - Monsieur le Président, chers collègues, je profite effectivement de l'acquisition du Clos des Moulières pour faire le point sur pas mal de décisions qui ont été prises, aussi bien par le Président que par le Bureau Communautaire, de manière que l'on puisse les partager ensemble. Ces décisions que l'on prend ne sont pas forcément toujours détaillées et illustrées.

L'idée de cette présentation est donc de faire le point actuellement sur tout ce qui touche la GEMAPI, la gestion des milieux aquatiques.

Sur la CASA, vous avez deux grands cours d'eau, le Loup, avec une étude hydraulique qui est en cours, mais aussi la Brague qui a cruellement souffert de cette crue du 3 octobre 2015, laquelle sert aujourd'hui de crue de référence.

Plutôt que d'essayer toujours de parler d'études, dans mes propos aujourd'hui, l'idée est de parler d'acquisition foncière ainsi que de travaux à venir, et de la vision que l'on veut se donner ensemble, aussi bien la CASA, la ville d'Antibes et la ville de Biot, sur le devenir de la Brague.

C'est donc un plan de bataille en sept axes. Des démarches ont été réalisées sur le secteur de la plaine de la Brague par les services de l'État qui ont fermé administrativement des campings et qui nous ont obligés à nous poser la question du devenir de ces fameux terrains.

Aujourd'hui, on est engagé sur une révision du PPRI (le Plan de prévention des risques inondation) avec une enquête publique qui est en cours sur la commune de Biot. Très rapidement, suivra également une enquête publique sur la commune d'Antibes.

Il y a eu des mobilisations de fonds Barnier pour le rachat et la démolition d'habitations sur des zones très vulnérables et fragilisées par le risque inondation, ainsi que l'abandon du projet de l'échangeur de l'autoroute. On parle depuis une vingtaine d'années d'un échangeur complet, puis d'un demi-échangeur et d'un quart d'échangeur. L'État a donc demandé de restituer les terrains qui étaient gelés par Escota.

Puis, je détaillerai tout à l'heure un COPIL très important qui s'est mis en place en juillet, un COPIL piloté par le préfet GONZALEZ et qui concerne les buses de l'autoroute sur la commune d'Antibes.

Au sein de la CASA, les démarches sont également les suivantes :

- une étude de réaménagement hydraulique qui est mis à jour avec les fameux événements que l'on a connus le 3 octobre 2015 ;
- un avenant au PAPI de la CASA qui a doublé le budget initial, puisque le budget primitif de 11,6 M€ a été porté à près de 24 M€ ;
- un Plan Guide d'Aménagement et de Développement Durable, dont on parlera à la fin de ma présentation ;
- un engagement avec la Chambre d'Agriculture sur une étude de potentiel agricole ;
- la mise en œuvre d'une taxe GEMAPI (votée en Conseil communautaire il y a peu), laquelle nous sera très utile pour financer les travaux ;
- la révision du SCOT que l'on a présenté dans le process du lancement de cette révision, SCOT qui est également très important pour prendre en compte la gestion des milieux aquatiques ;
- le Conservatoire du littoral qui, aujourd'hui, lance ses premières acquisitions sur un périmètre d'intervention de 47 hectares entre la commune de Biot et celle d'Antibes, sur un endroit appelé « le Cœur de Nature ».

Les acquisitions foncières représentent à ce jour 26 M€. Je dis bien 26 M€ - pour vous dire la politique qui est engagée aujourd'hui par la CASA, mais aussi par les villes de Biot et d'Antibes -, 26 M€, dont plus de la moitié depuis quelques mois cette année. Sur les 26 M€, 97 propriétés ont été acquises.

Un zoom sur le secteur de Biot. Vous avez à l'écran des couleurs qui représentent tous les partenaires publics qui sont propriétaires du foncier. Vous les connaissez, il y a principalement la commune de Biot, le département, l'État. Ces acquisitions commencent à représenter des secteurs très importants sur la plaine de la Brague.

Sur le slide suivant, vous voyez le secteur antibois, où tout ce qui est en couleur fait aujourd'hui partie du domaine public.

Concernant l'intervention ambitieuse qui est en cours avec le Cœur de Nature (47 hectares), on est de part et d'autre de l'autoroute, entre la commune de Biot et la commune d'Antibes. Le périmètre autorisé d'intervention permet des démarches à l'amiable pour des acquisitions foncières. La petite pastille bleue que vous voyez sur la commune d'Antibes est le premier terrain qui sera acheté par le Conservatoire du littoral.

Des travaux d'entretien et de restauration sont assurés régulièrement par le SMIAGE ou directement par la CASA selon les cours d'eau. Cela représente 80 000 € par an et touche tout ce qui concerne les formations boisées, buissonnantes ou herbacées. On a une déclaration d'intérêt général qui nous permet d'intervenir sur ces cours d'eau.

Je voulais également rappeler qu'il existe plein de petits ruisseaux, aussi bien sur la commune de Biot que sur celle d'Antibes, qui font partie du domaine privé. On n'intervient donc pas directement pour assurer l'entretien, mais on veille à ce que les propriétaires puissent faire le nécessaire. De plus, on peut utiliser la police du maire pour faire pression sur les propriétaires, pour qu'ils assument leurs responsabilités.

Vous avez aussi des travaux de restauration de berges, avec un exemple qui a été pris sur les bords de la Noria sur la commune de Biot. On constate un affaissement de berges, une situation après travaux, puis, à N+1, vous avez la renaturation. Il y a eu pratiquement 1/2 M€ de berges érodées qui ont pu être restaurées. Et à chaque fois que vous avez une crue, vous avez souvent des affaissements de berges.

Vous avez également ce qui touche la restauration morphologique du lit. Le terme « morphologique » signifie les formes du cours d'eau, notamment la reprise de la continuité écologique avec le nivellement du cours de l'eau. Il a été dépensé près de 600 000 €, avec un exemple à proximité du Pont Muratore. Vous avez un état initial, avec une berge qui a souffert des inondations, qui a été reprise, restaurée et nivelée. Puis, la nature a repris ses droits.

Un ouvrage important qui vient d'être terminé est l'entonnement du Vallon des Clausonnes. On est également sur la commune de Biot. Un entonnement est une mise sous cadre. L'idée était de protéger un secteur d'habitation sur près de 2 hectares qui étaient régulièrement inondés, quelles que soient les précipitations, notamment celles que l'on a pu vivre dernièrement, en 2011, 2015 et 2019. L'idée était donc de réduire la vulnérabilité sur ce secteur.

Le PAPI, le Plan d'Actions de Prévention Inondations, nous amène à une stratégie avec des travaux et des opérations qui ont été réalisés ces dernières années, qui portent sur 10 M€ sur les deux communes. Cela comprend le réaménagement de la Brague à l'aval, la suppression des Baïonnettes des Horts, le Bassin de Rétention des Combes et le recalibrage de plusieurs vallons.

Dans le cadre du PAPI, vous avez également la prise en compte de l'événement du 3 octobre 2015. Là, vous voyez beaucoup de bleu et de rouge. Ce sont toutes les zones qui ont souffert des inondations du 3 octobre 2015. Il a donc fallu prendre en compte, au cas par cas, tout ce que l'on a pu constater, de manière à caler aussi bien nos programmes de travaux que nos études hydrauliques, pour essayer de protéger au maximum ces parcelles vulnérables.

Des actions sont également en cours, notamment la création de pièges à embâcles. Voici une photo de pièges à embâcles, où des embâcles empêchent le passage du cours d'eau. L'idée est de créer des pièges à embâcles sur des endroits très stratégiques, de manière à trier les embâcles et permettre le passage de l'eau. Il en est prévu cinq sur les territoires de Biot et d'Antibes, sur le bassin de la Brague. Pour l'instant, un seul a été réalisé sur le Vallon des Clausonnes.

Par ailleurs, le programme très important qui pèse pratiquement 12 M€ est la renaturation du hameau de la Brague sur la commune de Biot. Pour ceux qui connaissent, on n'est pas loin du Pont Muratore, au pied de la montée qui nous amène vers le village. Regardez bien la photo : nous avons une sinuosité qui pose un problème. Cette sinuosité n'est pas naturelle. En effet, pour pouvoir construire le lotissement du hameau de la Brague, il a fallu amasser des déblais, les poser sur le lit naturel, ce qui a contrarié le cours du fleuve. Surtout, on a cassé cet alignement que l'on avait, ce qui fait que ce quartier est régulièrement inondé.

Aujourd'hui, la CASA est propriétaire. Les personnes sont parties. Nous sommes dans une phase de diagnostics, les fameux diagnostics avant démolition plomb et amiante. La démolition aura lieu à partir du printemps pour pouvoir imaginer des travaux dès l'exercice 2022. Regardez les photos à l'écran. Sur ce lotissement, en 2015, on a eu plus de 2 mètres d'eau, pour vous dire la fragilité de cet endroit.

La projection que l'on imagine est sur le slide suivant. L'idée est de casser cette sinuosité et de faire passer le cours du fleuve au niveau de la largeur de 20 mètres à 70 mètres, le but étant que l'axe de la Brague soit traversant et non pas empêché dans son parcours par cette sinuosité qui pose un problème. Cela est en cours. On est dans une restauration hydromorphologique, c'est-à-dire tout ce qui touche les études des profils en long et en travers.

Ici, vous avez une situation après travaux qui va adoucir, apaiser la montée des eaux sur le quartier. Une modélisation a pu être faite. Dans ce quartier, avec un événement comparable, on arrive à faire baisser la hauteur de l'eau entre 20 cm et 80 cm, ce qui est énorme et ce qui va rassurer les gens qui habitent dans ce quartier.

On arrive à notre fameux Clos Des Moulières sur la commune d'Antibes. Ce sont trois habitations en cascades. Pour ceux qui ne connaissent pas, on a le golf de part et d'autre avec le Vallon de la Valmasque qui est adjacent. Cette acquisition stratégique et capitale concerne les Biotois et les Antibois. Elle apportera des solutions de renaturation sur le site pour casser cette brutalité d'arrivée du Vallon de la Valmasque qui récupère toutes les eaux des bassins versants de la partie sophipolitaine, mais également la Brague. En haut de la photo, à droite, vous voyez que même les enrochements se sont affaîssés et que les berges arrivent pratiquement à hauteur des façades. Cela étant extrêmement dangereux, cette acquisition est donc vraiment stratégique.

Sur le slide suivant, tout est zone rouge à cet endroit. Vous avez une photo de ces habitations (c'est du R+1), l'idée étant de renaturer. Là, vous avez une renaturation hydromorphologique de la Brague et de la Valmasque, avec un coût de 2,3 M€, mais cette acquisition est très importante. En effet, on peut imaginer que le cours de la Valmasque, qui n'est pas non plus naturel... c'est-à-dire qu'il a été détourné par rapport à son cours initial, comme le Vallon des Combes. En effet, on arrive directement dans la Brague, frontalement, alors qu'à l'origine, quand vous regardez le cadastre napoléonien, vous avez aussi bien le Vallon des Combes que le Vallon de la Valmasque qui, au contraire, arrivent de manière apaisée dans le sens de la longueur de la Brague pour gérer le mieux possible le passage de l'eau.

Concernant le fameux Pont Brejnev - à cet endroit, limitrophe entre la commune de Biot et la commune d'Antibes, on est sur le chemin de la Romaine -, vous remarquerez que, sur ce pont, dans le fleuve, un plot central pose des problèmes, car il retient les embâcles. Ce plot central freine donc à la fois le passage des embâcles et le passage de l'eau. Par ailleurs, ce pont est trop étroit, on a du mal à s'y croiser, il est impensable d'y créer des déplacements doux. Le département est donc en train d'y travailler afin de l'élargir et d'autoriser les passages doux, au plus tard d'ici 2022.

Des actions sont également à venir d'ici 2030. Je pense notamment à un complément sur le bassin des Combes. L'idée est de doubler la capacité des Bassins de Rétention existants en récupérant les acquisitions foncières sur la partie des terrains de Bagneux, des reprises des ouvrages limitants, le tamponnage de la Maïre à Vaugrenier, le réaménagement de la Brague en aval, la reprise des ouvrages de l'autoroute avec le passage des buses, le Vallon des Groules.

On va montrer les fameuses buses de l'autoroute. À la fin des années 50, il y a un peu plus de 60 ans, on a donc créé ces 11 buses, malheureusement, au lieu d'un ouvrage d'art. Le problème de ces buses est qu'elles retiennent trop souvent les embâcles. Ils ont mis un camion-grue sur l'autoroute qui autorisait le fait d'enlever les embâcles de manière régulière, car tout le monde pensait que c'étaient les embâcles qui empêchaient le passage de l'eau. On a pu constater que le dernier week-end de novembre 2019, même sans embâcles, l'eau s'est déversée par-dessus l'autoroute, laquelle a été coupée. Cela crée donc d'énormes problèmes de sécurité sur les liaisons des sapeurs-pompiers et des ambulances entre l'est et l'ouest du département.

Là où je suis confiant sur ce comité de pilotage qui s'est réuni pour la première fois au mois de juillet, c'est que les services de l'État ont bien compris qu'il y avait un problème avec ces buses de l'autoroute. Il y a donc un comité de pilotage auquel participe le maire d'Antibes, le maire de Biot, le représentant de l'État, la CASA et les services de la DDTM. Une étude de préféabilité va nous être soumise au cours du premier semestre de l'année prochaine pour voir les orientations techniques. Est-ce que cela sera un ouvrage d'art, c'est-à-dire un pont ? Est-ce que ce sera un système de tunnelier ? etc. L'idée est donc de s'en sortir avec ces buses pour que l'eau puisse passer décemment et sécuriser ces secteurs.

Ici, vous avez une synthèse de ce qui s'est fait, de ce qui est en cours et de ce qui est à venir. Vous avez vu que la plaine de la Brague est un véritable chantier où il se passe beaucoup de choses. Un code de couleurs a donc été inscrit entre ce qui a été fait, ce qui est en cours et ce qui est à venir.

Nous avons un document, et d'ailleurs on avait une réunion de travail et je salue Marika qui est dans la salle, on a travaillé ensemble avec la CASA et la ville d'Antibes ce matin. L'idée est de conforter, finaliser, solidifier ce Plan Guide d'Aménagement et de Développement Durable pour améliorer le fonctionnement hydraulique et écologie, identifier les activités et les usages possibles - notamment sur le secteur antibois avec la fermeture des campings - et renaturer la plaine de la Brague.

Il s'agit donc d'une vision très ambitieuse de demain. Mais, c'est le document nécessaire et indispensable pour orienter le prochain SCOT dans ses orientations et également des PLU - je pense à la révision du PLU de la ville de Biot qui est en cours, mais aussi à la ville d'Antibes - de manière à ce que l'on puisse figer sur ces documents administratifs les orientations de demain sur l'aménagement de la plaine de la Brague autour de la renaturation.

Le dernier slide concerne les actions 2021 (c'est ce qui est en cours.) On est en enquête publique sur les PPRI sur Biot et Antibes, avec obligatoirement une révision pour Biot le premier semestre de l'année prochaine. Les démolitions sont à venir à partir du printemps pour le Clos Des Moulières et pour le Hameau de la Brague, et des travaux de renaturation sont prévus pour ces deux secteurs à partir de 2022.

Il existe également une veille foncière active, ce qui est important. C'est-à-dire que concernant la CASA, la ville d'Antibes et la ville de Biot, aujourd'hui, on regarde à la parcelle toutes les opportunités d'acquisitions. En effet, quelques-unes sont stratégiques et il n'est pas question de passer à côté.

On a aussi, j'en ai parlé, une révision du SCOT et des PLU, une étude d'optimisation des zones d'expansion de crues et la préparation de la troisième version du PAPI, le Plan d'Actions de Prévention Inondations.

Il s'agit donc d'un volet GEMAPI très ambitieux. Je voulais remercier tous les élus et les fonctionnaires de la CASA et de la ville d'Antibes, lesquels se sont associés à cet immense travail pour un chantier de sécurisation de protection de la plaine de la Brague qui répond à tellement d'attentes. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président. - Merci, Jean-Pierre DERMIT. Effectivement, c'est un grand projet qui mettra longtemps à aboutir totalement. Mais, avec l'aide du Conservatoire du littoral et une stratégie de mise en place de renaturation, je pense que l'on a déjà franchi une étape décisive, en tout cas de crédibilité vis-à-vis de nos concitoyens qui, malheureusement - on s'en souvient -, on subit en 2015 ce que les Trois Vallées ont subi récemment, ces pluies cévenoles qui dévastent tout sur leur passage. Donc, merci de prendre acte de la proposition.

4. Démission d'Alexandra BORCHIO FONTIMP - Remplacement au sein de la Commission Économie Attractivité Innovation

Monsieur le Président. - Maintenant, je voudrais vous demander de remplacer Alexandra BORCHIO FONTIMP - dont on réitère les félicitations et qui est désormais sénatrice des Alpes-Maritimes - par Alexia MISSANA qui la remplace au sein de la Commission Économie Attractivité Innovation et qui est désormais adjointe à la ville d'Antibes en ce qui concerne l'économie, le commerce et l'artisanat.

Je vous propose donc ce remplacement. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ?

Je vous remercie.

5. Commission Transports - Mobilité - Modification de la représentation de Vallauris et de Châteauneuf-Grasse

Monsieur le Président. - J'ai reçu de la part de la commune de Vallauris la proposition de remplacement de Georges VAZIA par Monsieur Philippe SEPTIER, et la demande de Châteauneuf, le remplacement de Laurence MARGAILLAN par Olivia LEVINGSTON. Je vous demande donc d'adopter ces remplacements à la demande des communes concernées. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

6. Débat et délibération sur l'élaboration d'un Pacte de gouvernance entre la CASA et ses communes membres

Monsieur le Président. - Je rappelle que la délibération d'aujourd'hui n'a qu'un but : dire si l'on aura, ou pas, un Pacte de gouvernance. Certaines Communautés d'Agglomération peuvent très bien dire « Le fonctionnement que nous avons étant satisfaisant, il n'est donc pas besoin d'écrire un Pacte de gouvernance ». De notre côté, nous pensons que le fonctionnement est toujours perfectible. Nous voulons reprendre, au contraire, les engagements que l'on a pris depuis le début de la Communauté d'Agglomération et les traduire dans un Pacte de gouvernance qui nous permettra une stratégie pour l'ensemble de la Communauté de ce territoire pour les 5 ans à venir.

Dans ce contexte, quel est l'acte majeur et fondateur ? C'était une charte de développement. Lorsque l'on a fait la Communauté d'Agglomération, on a réuni l'ensemble des maires et on a essayé de trouver des points communs qui faisaient que l'on irait tous dans la même direction sur le développement sophilopolitain, sur l'innovation, sur la préservation du développement durable.

Par exemple, il y a 50 ans, quand Sophia Antipolis s'est mise en place, il était initialement prévu 2 tiers d'espaces verts et 1 tiers de bâti : on est aujourd'hui à moins de 10 % de bâti et l'on a pris l'engagement que 90 % resteraient en espaces verts.

Dans cette stratégie, on a dit que l'on voulait développer les transports en commun, gérer nos déchets au mieux, diminuer et ne pas augmenter l'imposition sur les personnes, sur les ménages, sur les entreprises, et faire en sorte que l'on ait un dialogue apaisé et constructif.

Jusqu'à présent, j'ose dire que cela a plutôt marché. Ici, dans la Communauté d'Agglomération, il y a des villes d'importance différente, des couleurs politiques différentes, dans le Conseil communautaire également. Mais, nous avons l'ambition de développer un projet, lequel commence par un engagement. En effet, la Communauté d'Agglomération n'est pas une supracommunalité, mais une intercommunalité. Cette intercommunalité laisse à chaque commune, quels que soient son importance et ses choix, la totale liberté de son orientation. Cet élément s'est d'ailleurs traduit par le fait que rien n'a jamais été implanté par la Communauté d'Agglomération sur le territoire des villes et des villages sans l'accord, et même la volonté, des maires concernés.

Le deuxième élément est que dans cette stratégie globale, nous n'avons pas voulu faire un PLUI, c'est-à-dire un PLU qui soit intercommunal. Nous pensons que le droit du sol est un droit du maire et que c'est comme cela qu'il marque le territoire sur lequel il a été légitimement élu. Le Président que je suis, je vous remercie, a été élu par vous-mêmes. Je n'ai pas été élu par l'ensemble de la population de la Communauté d'Agglomération. Il me paraît donc légitime que l'on rende la souveraineté des communes à celui et à ceux qui ont été directement élus par eux, le maire et le Conseil municipal.

Ensuite, si l'on s'est appelé « Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis », c'est parce que l'on savait que ce développement-là, ce développement autour de l'innovation, de l'intelligence artificielle, pouvait être le moteur et bénéficier à l'ensemble des communes. Que ce soit la plus petite commune à la plus grande commune d'Antibes, il y avait là une vision d'avenir qui nous convenait, à condition que cette vision transversale du numérique soit aussi au service d'une autre vision transversale, celle du développement durable. Et dans le développement durable, il y avait deux éléments, l'habitat et le déplacement, qui sont deux compétences de la Communauté d'Agglomération.

Sur l'habitat, nous avons tenté de rénover le maximum de logements. Il ne reste plus qu'une trentaine ou une quarantaine de logements à rénover sur le plan énergétique sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération.

Et sur les transports, notre engagement était qu'ils soient ouverts à tous et qu'ils aient une organisation qui fasse que Sophia Antipolis soit une boucle qui permette de rayonner autour de l'ensemble des entreprises, des villes et des villages, qui soit reliée au littoral et en particulier à la voie de chemin de fer.

Ces objectifs ont été à l'origine de la première charte. Et aujourd'hui, il paraît logique, dans le cadre législatif de la loi NOTRe, de rénover cette charte d'engagement et d'en faire un Pacte de gouvernance.

Vous l'avez entendu, Jean-Pierre DERMIT a réinsisté sur les risques naturels. Aujourd'hui, nous avons la capacité financière. Près de 40 M€ sont déjà engagés pour lutter contre les risques naturels et Dieu sait s'ils sont nombreux sur le territoire que nous avons, de l'incendie à l'inondation, en passant même par des risques industriels. C'est donc la raison pour laquelle cet élément est prioritaire.

Vous le savez, nous avons largement aidé les communes à s'équiper en équipements sportifs et culturels, car nous pensons que le développement de l'individu passe par ces deux éléments, le sport pour tous et la culture accessible. C'est donc la raison pour laquelle un réseau de médiathèques s'est mis en place avec une centralité autour du théâtre qui a connu le succès que l'on a pu constater.

Tout cela pour dire que c'est mieux de l'écrire et de l'écrire ensemble. Car, si nous écrivons les choses ensemble, nous aurons un projet commun et nous saurons fédérer autour de ce projet commun, tout en gardant chacun notre originalité et notre souveraineté.

Enfin, nous sommes en cours d'élaboration du SCOT (Schéma de Cohérence Organisationnelle Territoriale). Autour de ce SCOT vont se brancher deux éléments majeurs : le PCAET, le Plan Environnemental d'un côté et de l'autre côté, le Plan de Déplacement. Ce sont les deux éléments de développement durable majeurs sur les territoires. Nous pensons qu'à l'occasion du SCOT, il faudra que nous ayons une concertation encore plus forte, non seulement entre les maires et entre les équipes municipales, mais aussi envers nos concitoyens.

C'est la raison pour laquelle nous proposons d'aller plus loin dans le débat démocratique et de faire en sorte - en respectant les règles qui sont que les consultations doivent se faire en dehors des périodes électorales, au moment où les périodes électorales seront terminées - de consulter l'ensemble de la population sur les grandes orientations que nous aurons choisies.

Vous m'avez compris et vous nous avez compris : nous sommes pour l'élaboration d'un Pacte de gouvernance. Et je le dis très clairement. Ici, il n'y a pas d'adversaire ou d'ennemi. Je souhaite que l'ensemble des conseillers communautaires et des conseils municipaux participent à l'élaboration de ce projet, car si nous avons un projet commun, nous aurons une ambition commune, et si nous avons une ambition commune, nous la réussirons ensemble.

Je vous fais donc la proposition d'avoir un Pacte de gouvernance et de l'élaborer ensemble, pour le mettre en œuvre à partir du début de l'année prochaine.

Avez-vous des interventions ? Monsieur LUCIANO.

Monsieur Kevin LUCIANO. - Monsieur le Président, mes chers collègues, le Président LEONETTI a très bien récapitulé les grands axes du projet sur lequel la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a été bâtie. Je pense avec lui qu'il est utile, si ce n'est indispensable, d'adopter ce Pacte de gouvernance dans la mesure où la politique, bien entendu, ce sont des actes, mais c'est également donner du sens, tracer des perspectives, ouvrir une voie d'avenir et renforcer les collaborations qui sont nécessaires. Je suis nouveau en tant qu'élu, je suis nouveau dans cette Communauté d'Agglomération, dans ce Conseil, mais je tiens à dire que j'ai énormément apprécié la façon dont le Président et les membres présents m'ont accueilli, et surtout, l'importance qui est faite à chaque village, à chaque ville, à chaque entité. Cela a été dit, mais je tiens à le répéter : chacun est sur un pied d'égalité dans les discussions. Je crois qu'il y a là un beau modèle qui pourrait sans doute servir d'autres collectivités, quelles qu'elles soient.

Je pense qu'il serait intéressant, utile et opportun d'inscrire cette façon de procéder dans un Pacte de gouvernance, de rappeler les objectifs qui sont ceux de la CASA - en l'occurrence la prospérité économique, mais aussi la protection de l'environnement - et de montrer comment, ensemble, en nous rapprochant pour ce qui est utile, en gardant notre indépendance pour ce qui peut l'être également, nous pouvons tracer les grandes perspectives pour le XXI^e siècle dans notre bassin de vie.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Maire. Y a-t-il d'autres interventions ? Jean-Bernard MION, chargé de l'élaboration du SCOT à la Communauté d'Agglomération.

Monsieur Jean-Bernard MION. - Monsieur le Président, chers collègues, juste quelques mots pour illustrer ce que vous avez très bien dit tout à l'heure et ce qui a été complété par le vice-président LUCIANO. Je me permettrai juste deux mots par rapport au SCOT, ce schéma de cohérence que l'on va écrire pour les prochaines décennies sur le territoire de la CASA.

Ce SCOT va être, il l'est déjà par celui qui a existé, et il va l'être encore plus dans les années qui viennent, notamment dans les mois qui viennent, puisque nous allons l'écrire ensemble. C'est donc l'illustration de ce pacte et la manière dont la CASA fonctionne et dont vous avez voulu son fonctionnement. L'exemple type de ce SCOT qui ne va pas être un super PLU, puisqu'effectivement, vous l'avez très bien dit, chaque maire et chaque Conseil municipal gardent sa compétence territoriale. Ce sera simplement un document pivot qui intégrera plein de choses. Les vice-présidents qui sont autour de cette table sont tous concernés. On a à la fois le Plan Climat Air Énergie Territorial et le Plan Mobilité.

Ce SCOT sera aussi la mise en avant et la mise en valeur de la continuité de la belle aventure de la CASA, de la belle histoire de la CASA, puisqu'en plus, en ce début de XXI^e siècle, nous passerons par la transversalité, par la consultation numérique - c'est pour cela que nous sommes aussi Sophia Antipolis -, par le développement durable, par le transport en commun (cher à la fois à Éric MELE pour les déchets et à Thierry OCCELLI), la gestion des risques naturels qui viennent de nous être présentés par Jean-Pierre DERMIT.

Donc, vous voyez qu'à travers cela, ce Pacte, c'est effectivement juste écrire, graver dans le marbre le fonctionnement de la CASA depuis un certain temps et l'inscrire dans la durée. C'est pour cela, Monsieur le Président, qu'il nous paraît indispensable de rentrer dans cette réflexion du Pacte et le SCOT en sera, si vous le permettez, un des exemples et une image par rapport au fonctionnement de la CASA. Je vous remercie.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Maire. Je passe la parole à Monsieur Lionnel LUCA, vice-président chargé de l'environnement.

Monsieur Lionnel LUCA. - Oui, Président. On va penser que tout cela fait « organisé », mais à écouter ce que vous déclariez tout à l'heure, ainsi que nos collègues, je dirais que, comme disait TALLEYRAND, ce qui va sans dire va toujours mieux en le disant. Donc, si on l'écrit, cela ira encore mieux. Mais, il est vrai qu'il n'était pas si évident de fixer des règles de bon aloi dans une structure administrative nouvelle, électorale aussi, sans trop se marcher sur les pieds. Tout tient toujours... C'est comme dans une équipe de sport, de foot, de rugby, de hand, de basket : c'est quand même l'entraîneur qui fait l'équipe. Cela est tellement vrai que lorsque cela va mal, c'est lui qui saute et quand l'équipe gagne, ce doit être l'entraîneur qui n'est pas mauvais.

Je pense donc que si notre Communauté d'Agglomération se porte bien, c'est qu'il y a une façon intelligente de créer des conditions de travail acceptables par tous. Je le dirais également pour nos collègues de l'opposition, dans les commissions que nous faisons et sur lesquelles l'échange est totalement libre. Quelles que soient les contraintes, les frustrations qui peuvent toujours naître du débat et des contradictions, il n'en demeure pas moins que le bateau CASA vogue plutôt tranquillement sur nos eaux méditerranéennes. Il est donc bien de l'écrire. Parfois, il faut se méfier : c'est comme des couples qui ont vécu longtemps ensemble, dès qu'ils se marient, ils divorcent trois mois après. Mais on va éviter ce mauvais présage en se disant qu'en l'ayant écrit, cela ne fera que consolider ce qui est déjà un vécu. Il est donc bien de le dire, sachant que, bien sûr, cela ne sera absolument pas repris, puisque cela va bien.

Monsieur le Président. - Merci, Lionnel. Les transports en commun sont également une ossature forte de la Communauté d'Agglomération et ils doivent jouer leur rôle de cohésion de ce territoire dans le cadre du Pacte.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Effectivement, Monsieur le Président, je l'ai dit et je le redis. Aujourd'hui, quand on prévoit un projet d'urbanisation, un projet notamment de SCOT sur l'organisation territoriale, il est indispensable, et même primordial, de penser à se déplacer à l'intérieur de ce périmètre.

J'en suis convaincu. Je porte cette notion de mobilité auprès des 24 communes et également sur la concertation. Vous avez parlé de la concertation. Cette concertation, on l'avait déjà faite dans le cadre du PDU. Ce PDU s'est maintenant transformé en PDM, lequel vient inclure et compléter le SCOT avec le Plan Air Énergie. En fait, on sait déjà faire la concertation, notamment, le comité des partenaires que l'on a lancé cette année, Monsieur le Président, qui est réglementairement obligatoire, mais que l'on a fait avec optimisme, car il porte ses fruits. La concertation passe donc aussi par ce comité des partenaires.

Monsieur le Président. - Ce que Thierry OCCELLI dit avec discrétion et modestie, c'est que l'on a déjà une large concertation avec l'ensemble des usagers du bus, ce qui nous permettra d'élaborer un projet de bus-tram et de réseaux de bus pour l'année 2021. Ce projet tiendra compte de l'avis de l'ensemble des élus, mais également de l'avis de plus 4 000 personnes qui prennent le bus tous les jours et qui nous font des remarques pour améliorer le service public.

On passe au vote sur le Pacte de gouvernance. On vous propose un « oui », je ne dirai pas « franc et massif », car cela serait présomptueux.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Donc, commençons ce beau débat et continuons-le plus avec la délibération suivante.

Départ de René TRASTOUR.

7. Débat et délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'intercommunalité

Monsieur le Président. - Je voudrais faire deux remarques avant de passer la parole à Richard THIERY qui est chargé de ce dossier.

Effectivement, le conseil de développement existe. Il peut s'améliorer et il doit s'améliorer, en se saisissant lui-même d'un certain nombre de projets et en nous aidant avec une perspective et un élargissement de vue sur les sujets concernés. Le préfet TOMASINI a déjà rempli cette mission avec beaucoup de bonheur et d'efficacité la dernière fois et je pense que nous pouvons continuer dans cette voie.

Le deuxième élément est qu'à mi-mandat, nous avons envoyé des questionnaires à l'ensemble des citoyens et nous avons recueilli près de 15 000 réponses sur l'ensemble des politiques publiques. Nous devons continuer et aller même plus loin dans la consultation de la population. Il n'est pas question de remettre en question les résultats des urnes. La démocratie représentative est celle qui est légitimée par les élections. En revanche, il serait illusoire de penser que nous avons un mandat pour 6 ans et que nous n'avons pas besoin de dialoguer avec la population, surtout dans les périodes troublées que nous traversons à l'heure actuelle.

C'est la raison pour laquelle nous vous proposons, avec Richard THIERY, non seulement la création du CDD, tel qu'il était envisagé dans sa poursuite de son efficacité, de son partenariat avec la Communauté d'Agglomération, mais aussi, des consultations plus régulières sur la qualité du service public et la possibilité d'améliorations. Et la démarche qu'a faite Thierry OCCELLI - nous avons maintenant un comptage précis de ceux qui montent dans le bus, à quelle heure ils montent, à quel endroit les réseaux sont saturés, à quel endroit ils sont allégés, pour faire un service public au contact, associé à l'avis demandé à l'ensemble de nos concitoyens qui utilisent ce mode de transport - est, à mon avis, une façon moderne et apaisée de faire vivre la démocratie. Je laisse la parole à Richard THIERY pour vous exposer cette délibération.

Monsieur Richard THIERY. - Merci, beaucoup, Monsieur le Président, mes chers collègues. Monsieur le Président, je vous remercie vraiment de me laisser la parole sur ce dossier, sur cette délibération. Elle est très liée à la délibération précédente, car dans le Pacte de gouvernance, j'ai pu constater que le conseil de développement allait également y prendre toute sa part. Et comme vous l'avez très bien rappelé, le conseil de développement n'est pas une instance nouvelle puisqu'elle a été créée en 2003. Je voulais d'ailleurs saluer son président actuel, qui est dans la salle du côté du public, qui a démontré tout son intérêt. Depuis 2003, il a fortement travaillé pour nous apporter une aide à la décision en élaborant un certain nombre de documents, suite à des saisines ou à des autosaisines, qui sont tous de très grande valeur, argumentés et très pertinents. En écoutant le vice-président DERMIT, je me faisais la réflexion de l'intérêt d'un avis que le conseil de développement a rendu sur les inondations et dont je peux constater qu'un certain nombre de points sont repris dans le très beau projet que vous nous avez présenté tout à l'heure.

Cette délibération présente deux volets. En réalité, c'est une première, car il s'agit de débattre sur les modalités de consultation du conseil de développement, ce grâce à la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 qui oblige les intercommunalités de débattre sur les consultations de ce conseil de développement, et d'une manière plus générale, d'associer la population à la mise en œuvre des politiques publiques.

Le cadre de coopération qui nous est proposé pour appliquer le conseil de développement est décrit dans le document que vous avez dans votre dossier, qui s'appelle « Cadre de coopération entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le conseil de développement ». Ce document se décompose en 4 titres principaux et 15 articles qui traitent de la gouvernance du conseil de développement, des modalités de saisine et d'autosaisine, de sa communication qui est tout à fait autonome, et également du soutien de la CASA en termes financiers et en termes techniques.

Vous l'avez précisé, Monsieur le Président, il y a une forte volonté de la population d'être de plus en plus associée à la décision publique. En parallèle, nous avons également une montée en puissance d'un certain nombre d'outils numériques sur lesquels la Communauté d'Agglomération souhaite se reposer dans les années à venir, comme vous l'avez bien expliqué tout à l'heure.

Il s'agira donc de mettre en œuvre à la fois des actions de terrain, comme l'a déjà fait le conseil de développement, mais également de les renforcer au travers d'événements communautaires - sur la base de différents thèmes qui intéressent les compétences de l'agglomération -, de forums et bien sûr, d'utiliser ces plateformes numériques de concertation sur des projets plus précis dans les années à venir.

Il est donc proposé au Conseil communautaire de prendre acte de ce débat sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre et à l'élaboration des politiques de l'établissement public, et également d'approuver le cadre de coopération entre la Communauté d'Agglomération et le conseil de développement. Merci, de votre attention.

Monsieur le Président. - Merci. Je passe la parole à Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Merci, Monsieur le Président. Le titre de la délibération ne correspond pas vraiment au document qui est proposé en annexe. Ce document appelé « Cadre de coopération entre la CASA et le conseil de développement » cadre les modalités de fonctionnement du conseil de développement, les relations entre le conseil de développement, les élus, la société civile et le grand public, qui en fait, se résume au site Internet du CDD.

L'objectif annoncé dans le rapport serait intéressant. Je cite, « Association de la population à la mise en œuvre des politiques publiques ». Nous ne pouvons qu'être d'accord, mais, « la coopération », il semblerait que c'est un directeur désigné.

La loi spécifie que le conseil de développement s'organise librement. Là, il ne lui reste plus grand-chose à décider. Le président qui pourrait être élu parmi les membres va être désigné par le Président de la CASA. On ne parle plus du bureau. Je suppose que cette charte a été élaborée en concertation avec les membres du CDD et qu'ils en ont approuvé les termes. Je n'interviendrai donc pas sur ce point, mais je suis quand même étonnée de cette présentation.

J'interviendrai sur des points qui, pour moi, devraient être plus cadrés. La relation avec les conseillers communautaires. Tout est au conditionnel et laissé à la libre appréciation du CDD. Le comité de coordination peut être élargi à tous les élus. Il peut. Dans cet article, il y a l'information des conseillers communautaires thématiques (pas tous) et cela nous renvoie au site Internet. On recevra peut-être une alerte pour aller voir le site Internet. Pour nous, ce n'est pas satisfaisant. On n'instaure pas comme cela une relation avec les conseillers communautaires, « éventuellement, vous serez informés ».

Le carnet de suivi n'est pas mal, mais il est complètement hors sol. Aucune indication. Qui pourra le consulter ? Dans quelle condition ? On suppose qu'il sera sur le site Internet du CDD. On ne sait pas.

Sur les avis, ce n'est pas très sympathique pour les travaux du CDD, parce que « le directeur devra veiller à ce que les avis soient pertinents pour les services », pas pour améliorer le quotidien des habitants, mais pour les services. Il est donc envisagé que des services puissent ne pas être pertinents. Étonnant.

Les relations avec la société civile et le grand public, pourtant annoncées comme un objectif, sont pratiquement inexistantes. Heureusement, les événements organisés par le conseil de développement doivent être ouverts à l'ensemble de la société civile et aux acteurs locaux. Par contre, les élus pourront être conviés.

Toute l'information passe par le site Internet. Il va donc falloir prendre l'habitude, tous les matins, de regarder le site Internet du CDD si l'on veut de l'information sur les travaux, les avis.

Au dernier mandat, je vous avais interpellés sur le manque d'information, de lien, entre le CDD et les élus. Vous aviez approuvé ma demande et je cite le PV : « Votre remarque est tout à fait justifiée. Je pense que dans l'avenir, la démocratie participative doit s'enrichir, doit aller plus loin que ce que l'on a fait jusqu'à aujourd'hui ». Je pense que régulièrement, au moins une fois par trimestre, au minimum une fois par an, le conseil de développement doit venir plancher sur un sujet, l'exposer, dire les conclusions qu'il en a tirées. Il n'y a pas à être critiqué, c'est un apport supplémentaire à la disposition de tous les élus. Ce qui est bon pour la ville d'Antibes devrait l'être aussi pour la CASA. Or, ce texte ne va pas vraiment dans le sens de l'amélioration de ces relations et de l'association des citoyens. Pour nous, ce texte devrait être retravaillé. Nous n'avons pas l'avis du conseil de développement sur ce texte. Il manque le bureau, il manque des précisions sur les modalités d'autosaisine.

Aussi, aujourd'hui, je vais voter contre ce texte, le texte proposé, dans l'attente d'un nouveau texte qui prendra mieux en compte le titre du document, améliorera les relations entre le conseil de développement, la CASA et les usagers. Merci.

Monsieur le Président. - Merci, Michèle MURATORE. Je suis un peu déçu, mais pas surpris. En réalité, dans un premier temps, vous reprochez d'avoir trop cadré le conseil de développement et immédiatement, sur le chapitre suivant - si j'essaie de regarder la structuration de votre démarche -, vous trouvez qu'il faudrait faire l'inverse. Ce sont les rapports assez habituels entre une démocratie représentative et une démocratie participative. Oui, effectivement, le CDD n'a pas à être cadré comme vous le souhaitez. Il doit gérer librement et doit même s'auto saisir de sujets qu'il souhaite.

En revanche, bien entendu, ce qui est cadré, ce sont les relations entre le conseil de développement et la Communauté d'Agglomération. Il serait assez curieux que le conseil de développement émette un avis, par exemple, sur une délibération du conseil de la Communauté.

De plus, vous dites que le mot « pertinence » vous choque. Au tout début - souvenez-vous, nous y étions ensemble - le conseil de développement avait pris des délibérations qui n'étaient pas dans le cadre des fonctions ou des thématiques dont s'occupe la Communauté d'Agglomération. Le conseil de développement doit donc effectivement donner des avis pertinents. Le mot « pertinent » ne veut pas dire que l'on critique ce qu'ils vont dire. Ils sont libres de dire ce qu'ils veulent, mais dans le cadre de ce que sont les fonctions de la CASA - les transports, le développement durable, l'habitat - et non pas sur l'organisation du Port Vauban ou sur le déplacement de la transhumance.

Je rappelle que ces sujets avaient été évoqués initialement par le conseil de développement. C'est la raison pour laquelle les rapports doivent être clairs. Oui, le conseil de développement intervient, mais il intervient de manière pertinente sur les compétences de la CASA et non sur les compétences de la région ou sur celles des villes. Le mot « pertinent » veut dire cela. Ce n'est pas du tout que l'on a à porter un jugement sur ce que vous voudriez cadrer et que moi, je souhaite libre.

Après, vous dites « qu'il va falloir prendre l'habitude d'aller sur Internet ». Vous devriez commencer, car il me semble quand même que le monde d'aujourd'hui est un monde qui doit le consulter plus facilement. Et si l'on ne veut pas se faire imposer les avis quelquefois peu éclairés des réseaux sociaux, il faut que l'on ait un avis de la population. Et l'avis de la population ne passera pas par des réunions sous les préaux, surtout dans la période actuelle. Il passera par un avis numérisé. Il passera par un avis Internet. Donc, si vous dites « qu'il va falloir prendre l'habitude d'aller sur Internet », je vous y invite. En effet, il s'agit du mode de fonctionnement du XXI^e siècle. C'est probablement la façon la plus pertinente et la plus apaisée d'aller demander à nos concitoyens leur avis en touchant le maximum de personnes et en recueillant ainsi l'avis du plus grand nombre.

Je regrette donc que vous votiez contre, mais permettez-moi de trouver toujours une lumière d'espoir, même dans les propos de l'opposition. Vous avez dit « quand il y aura un texte meilleur, je le voterai ». On va donc encore essayer de s'améliorer et vous, très certainement, de votre côté... nous nous rejoindrons sur une démocratie vivante, apaisée, qui est un peu la marque de fabrique de la Communauté d'Agglomération. Pour reprendre des phrases que Lionnel LUCA affectionne, « Quand je me regarde, je me désole, mais quand je me compare, je me console ». Je pense que, sur le plan de la démocratie participative, la Communauté d'Agglomération peut avoir beaucoup de marques de consolation.

On passe au vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée.

8. Fonctionnement des instances communautaires - Adoption du règlement intérieur

Monsieur le Président. - On n'a rien d'original. On ne fait qu'appliquer des modifications induites par la loi NOTRe et l'engagement de proximité (la convocation est désormais envoyée de manière dématérialisée, il va falloir regarder l'Extranet ou l'Internet), à savoir :

- la possibilité de réunir le bureau, le Conseil communautaire par téléconférence (on l'a fait quelquefois et on le fera encore) ;
- les demandes d'interventions transmises 48 heures ouvrables au service avant le Conseil ;

- l'information de tous les conseillers municipaux (je trouve que c'est plutôt une bonne chose, car certains conseillers municipaux venaient à la Communauté d'Agglomération tandis que d'autres n'avaient pas accès à l'information ; maintenant, tous les conseillers municipaux et tous les élus de la Communauté d'Agglomération recevront les informations) ;
- la présence des conseillers municipaux dans les commissions thématiques ;
- l'instauration d'une conférence des maires (celle-ci est inutile pour nous, puisque tous les maires siègent dans le bureau).

Tout le reste demeure inchangé sur le fond. Je demande donc d'approuver ces modifications qui vont dans le sens de plus d'information et de transparence.

Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

ACTION FONCIÈRE

9. Convention cadre et opérationnelle avec l'EPF PACA - Avenant n° 7

Monsieur le Président. - À la suite d'une coquille qui s'est glissée dans l'avenant n° 7 de l'EPF CASA, je vous propose de retirer cette délibération, en accord avec Monsieur le Maire de Vallauris Golfe-Juan, et de la reporter à une date ultérieure.

Pour le report, je vous demande votre avis, en m'excusant de l'avoir inscrite à l'ordre du jour.

Qui est contre le report ?

Qui s'abstient ?

La délibération n° 9 est reportée.

10. Convention d'Intervention Foncière en opération d'ensemble sur le site « les Hauts de Vallauris » en phase réalisation à intervenir avec l'Établissement Public Foncier et la commune de Vallauris - Approbation

Monsieur le Président. - En accord avec la commune de Vallauris, il s'agit d'un programme qui est déjà en cours, en partenariat avec l'Établissement Public Foncier. Le périmètre d'intervention couvre une superficie totale d'environ 10 000 m² situés Chemin de Saint-Bernard à Vallauris. L'assiette foncière de l'opération intègre les deux terrains communaux et le montant attribué à cette convention est estimé à 1 500 M€. Voilà l'objet de la nouvelle convention. Je me tourne vers Monsieur le Maire qui approuve. Je vous demande donc votre approbation. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

Départ d'Éric PAUGET.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

11. Appel à Manifestation d'Intérêt « QUARTIERS DURABLES » - Convention de partenariat - Avenant

Monsieur le Président. - Il s'agit d'un avenant de prolongation, mais je souhaitais que l'on rappelle ce qu'est un « QUARTIER DURABLE ». Marine nous le présente.

Madame Marine CAGNAT. - Merci, Président. Effectivement, cette délibération a pour objet de proroger la convention de partenariat que la CASA a avec la région et l'État sur l'AMI « QUARTIERS DURABLES ». Cela permettra de faire un focus sur la technopole de Sophia et de boucler avec ce qui a été dit sur le SCOT.

Quelques éléments de contexte. Depuis décembre 2019, les ZAC ont été clôturées sur la technopole de Sophia. Ce sont les PLU des cinq communes concernées qui sont garants du développement harmonieux sur Sophia, à savoir les communes d'Antibes, Valbonne, Biot, Vallauris et Mougins.

La charte de Sophia Antipolis conclue en 1977 a défini le cadre d'aménagement sur Sophia, avec des principes définis au sein de la charte comme :

- les deux tiers d'espaces protégés pour un tiers d'espaces aménagés ;
- la protection des parties sommitales du paysage, ainsi que des vallons et des cours d'eau ;
- la limitation à 40 %, voire 50 %, des emprises minéralisées à l'intérieur des parcelles privées ;
- la limitation des hauteurs en fonction de la topographie des espaces boisés environnement.

Aujourd'hui, la question qui se pose est la suivante : comment développer la technopole de Sophia Antipolis ? L'AMI « QUARTIERS DURABLES » est un projet qui permet de répondre à cette question.

Concernant l'AMI « QUARTIERS DURABLES », la CASA a été lauréate en 2017 de ce projet. Elle a signé une convention avec l'État, la Région et l'EPF PACA qui participent financièrement au financement de ces études d'investissements, qui ont pour objet véritable de proposer un nouveau Schéma Directeur d'Aménagement à l'échelle de la technopole, en tenant compte des interactions avec les territoires voisins. L'AMI « QUARTIERS DURABLES » a vocation à constituer un mini SCOT au sein du SCOT qui sera élaboré d'ici 2021, avec la particularité suivante : le territoire de la technopole sur le SCOT sera différent de l'AMI puisqu'il intègre le territoire de Mougins. Il a vocation à proposer des orientations réglementaires que pourront intégrer les documents d'urbanisme des communes concernées.

Comme on l'a dit, la démarche constitue un élément intégrant du SCOT pour le secteur de la technopole de Sophia. Les périmètres concernés par l'AMI sont donc les communes d'Antibes, Valbonne, Biot, Vallauris et Mougins. Les objectifs poursuivis par la démarche sont de proposer une vision globale de développement de la technopole et un véritable Schéma d'Aménagement, en répondant aux questions cruciales de développement d'aménagement sur la technopole et sur les territoires voisins :

- Comment anticiper le développement de Sophia et conforter son attractivité ?
- Comment intégrer les enjeux environnementaux agricoles de biodiversité énergétique et les risques naturels ?
- Quelle mobilité pour Sophia ?
- Comment articuler une mixité fonctionnelle et l'implantation d'activités innovantes ?
- Comment créer une synergie afin de conforter le développement de la technopole avec une vision cohérente ?

L'AMI aura donc vocation à répondre à l'ensemble de ces questions.

Ici, il s'agit d'un schéma pour rappeler justement la place de l'AMI par rapport au SCOT et aux autres démarches, qu'elles soient réglementaires ou volontaires.

En effet, la démarche AMI est une démarche volontariste cofinancée avec la région et l'État. Elle sera menée en parallèle à la démarche « Sophia Vision », qui est l'actualisation de la charte de 1977, dont la démarche sera lancée à la fin du mois et qui promet une large concertation avec une approbation d'ici la fin de l'année 2021. Ce sont toutes deux des démarches volontaires qui ont vocation à être construites ensemble, qui s'inscrivent parallèlement aux démarches réglementaires CASA, qu'il s'agisse du PLH qui été approuvé, le 3^e PLH, ou le Plan de Mobilité qui est en cours de réfection ainsi que les obligations réglementaires, qu'il s'agisse des lois, des Schémas Interrégionaux, du SRADDET et de l'ensemble des Schémas Départementaux dont on dispose, tels que la DTA 06 ou la charte PNR.

L'ensemble de ces documents ont donc vocation à être intégrés au sein du SCOT, qui lui-même a vocation à s'harmoniser avec les règles de PLU.

S'agissant du planning, l'AMI « QUARTIERS DURABLES » est sur un planning qui est plus resserré que celui du SCOT, ce qui est pertinent puisqu'il a vocation à être un document préfiguratif pour le SCOT sur la technopole de Sophia.

Comme pour le SCOT, on est sur un lancement de la démarche en fin d'année 2020, avec une démarche AMI qui a une phase de diagnostic et de concertation jusqu'en avril 2021, pour aboutir à un schéma préfiguratif à l'été 2021 et à des études de faisabilité qui démarreront sur certaines zones à enjeux de la technopole dès l'automne 2021.

On sera donc sur un planning resserré par rapport à celui du SCOT, le SCOT ayant vocation à être arrêté fin 2023. En tout cas, le SCOT de la CASA se fondera sur le document qui aura été élaboré dans le cadre de l'AMI « QUARTIERS DURABLES » pour ce qui concerne la technopole.

Monsieur le Président. - Merci, beaucoup. Il s'agit donc d'une mission parallèle et complémentaire du SCOT sur le développement durable et qui prend en compte les projets de la ligne nouvelle. Sur ce sujet, je n'ai pas d'intervention ? Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? Je passe la parole à Kevin LUCIANO.

COHESION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA VILLE

12. Découverte par les jeunes de la CASA des différents métiers de l'agriculture - Convention de partenariat avec l'Établissement Public Local d'Enseignement Professionnel Agricole et la Mission Locale Antipolis

Monsieur Kevin LUCIANO. - Monsieur le Président, mes chers collègues, la délibération n° 12 porte sur le renouvellement d'une convention tripartite entre la CASA, l'Établissement Public Local d'Enseignement Professionnel Agricole et la Mission Locale d'Antipolis. L'idée est de permettre à un groupe de jeunes de s'initier aux métiers de l'agriculture et de préparer une orientation professionnelle future avec un projet innovant - non pas en ce qui concerne la CASA, puisque c'est un renouvellement -, mais avec un projet innovant de préparation de ces jeunes à ces futurs métiers qui sont parfois, contre toute attente, des métiers d'avenir.

S'agissant de la première convention, celle qui a vocation à être renouvelée, le succès a, semble-t-il, été au rendez-vous : 15 jeunes des communes d'Antibes, Vallauris, Bar-Sur-Loup, Villeneuve-Loubet et Valbonne ont été mobilisés sur une durée de 11 semaines. Ces jeunes ont réalisé 873 heures de travail et ont pu constituer des cagnottes qui, en moyenne, ont été de 405 €.

L'idée est simplement de renouveler cette convention avec, pour la CASA, des obligations qui sont relativement peu contraignantes, relativement faibles. Certes, il y a un pilotage et une coordination du partenariat, il y a une orientation du public, un encadrement technique des jeunes, mais il n'y a pas de dépenses à la clé. On a donc un vrai projet d'insertion professionnelle et de formation de la jeunesse.

Monsieur le Président. - Pas d'intervention ? Cela va bien avec la politique que l'on mène avec Emmanuel DELMOTTE sur la politique agricole sur la Communauté d'Agglomération. Et on voit avec plaisir beaucoup de jeunes agriculteurs qui, effectivement, s'implantent sur le territoire. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

Arrivée de Marie BENASSAYAG.

EAU POTABLE

13. Médiation de l'eau - Convention de partenariat et de prestation

Monsieur Joseph CESARO. - Merci, Monsieur le Président. Il s'agit ici d'établir une convention de partenariat et de prestation entre la Médiation de l'eau, un dispositif créé en octobre 2019, et la CASA. Cette convention permet d'établir et de définir les modalités de fonctionnement de ce partenariat. Cela permet de garantir à tous les consommateurs relevant du service le recours à un dispositif de règlement amiable des litiges prévus par le Code de la consommation.

Le médiateur de l'eau satisfait aux exigences d'égalité et remplit les conditions prévues à l'article 153-1 du Code de la consommation et figure sur la liste des médiateurs notifiés à la Consommation européenne par la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation. Ainsi, le médiateur de l'eau garantit aux consommateurs le respect de certains critères : diligence, compétence, indépendance, impartialité, transparence, efficacité et équité.

En ce qui concerne les Instances tarifaires, le montant de l'abonnement annuel est d'environ 1 300 € qui se découpent entre 500 € de montant fixe et une part de 1,2 centime d'euro par abonné.

Le barème des prestations est le suivant :

- la saisine : 40 € HT ;
- l'instruction simple : 130 € ;
- l'instruction complète : 320 €.

Ces montants sont naturellement pris en charge par la CASA lorsqu'il y a un conflit.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'approuver la convention de partenariat et de prestation avec la Médiation de l'eau - dont le projet est joint en annexe -, d'approuver les Instances tarifaires découlant de cette convention et d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à l'eau et à l'assainissement de la CASA à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Maire. Je passe la parole à Madame Michèle MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Je suis tout à fait d'accord pour voter cette convention. Toutefois, l'article 153-2 qui n'est pas cité dans le rapport de présentation prévoit que le médiateur puisse être employé ou rémunéré par le professionnel. Pour nous, ce n'est pas acceptable. Le médiateur doit être complètement indépendant du professionnel. Il serait nécessaire de le préciser, puisque dans la liste, on va choisir un médiateur.

De plus, dans la convention, la place du professionnel pose quand même question. On a l'impression que c'est la convention type qui a été reprise par la CASA.

Au-delà de la signature de cette convention, quelle est l'information pour les usagers du service public de l'eau potable et de l'assainissement, ce que nous ne trouvons pas dans le rapport ? Merci.

Monsieur le Président. - Monsieur le rapporteur.

Monsieur Joseph CESARO. - Effectivement, vous trouverez dans le rapport la prestation de conseil. C'est à cela que vous faites référence. Ces prestations sont effectuées sur devis accepté selon un taux horaire de 60 € HT. Les opérateurs sont la Régie (lorsque cela la concerne), la SPL (puisque l'on a une SPL dans le périmètre de la CASA) ou les délégations de service public. Ces trois opérateurs ayant parfois besoin d'avoir des conseils en ce qui concerne les conflits, le médiateur se fait fort de leur en apporter.

Concernant le fait de communiquer autour de cette convention, nous le ferons, car il est vraiment utile que les consommateurs sachent qu'ils peuvent saisir la médiation.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Maire. Je propose le passage au vote.
Qui est contre ?
Qui s'abstient ?
La délibération est adoptée.

14. Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon - Approbation des statuts modifiés

Monsieur Joseph CESARO. - Il s'agit ici de transformer le Syndicat Intercommunal en Syndicat Mixte, puisque les communes se font substituer par la Communauté d'Agglomération. Le SIEF sera donc uniquement composé de la CASA et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

La répartition des représentations ne change pas par rapport à l'ancienne représentation, ce qui permet à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, avec ses 8 délégués, de pouvoir représenter l'ensemble des communes qui sont alimentées par le Foulon.

Il est à noter que nous ne sommes pas arrivés à 100 dans la répartition du nombre de voix, car il aurait fallu avoir des nombres de voix par délégué, ce qui était compliqué à mettre en œuvre. Nous avons donc des voix qui pèsent un peu plus lourd pour les délégués du Pays de Grasse, car ils ne sont que 6. En effet, dans la mesure où la Communauté du Pays de Grasse consomme plus d'eau que la CASA, ils devaient être majoritaires dans la répartition, ce qui est le cas ici. On vous demande donc d'approuver les statuts du SIEF joints en annexe de la présente délibération.

Monsieur le Président. - C'est le bon équilibre avec nos amis grassois. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

Départ de Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN qui donne procuration à Simone TORRES FORET DODELIN.

15. SPL Hydropolis - Cession des actions de la commune de Biot à la CASA

Monsieur Joseph CESARO. - La commune de Biot a délibéré le 24 septembre 2020 pour abandonner la SPL Hydropolis en ce qui concerne l'eau et l'assainissement. Elle a un certain nombre de parts et elle a donc délibéré pour que ses parts soient cédées à la CASA. Cette délibération permet donc ce transfert. De ce fait, la CASA qui représentait 66,9 % des parts passera à 67,3 % des parts.

Il est à noter que la CASA avait 9 administrateurs et que la ville de Biot en avait 1. La CASA va donc passer à 10 administrateurs, ce qui fait que nous devons, en même temps que nous prenons cette délibération, désigner un administrateur supplémentaire. On vous propose la candidature de Monsieur Xavier WIIK.

Il est donc proposé au Conseil communautaire que la CASA se porte acquéreur auprès de la commune de Biot de 3 actions qu'elle détient de la SPL Sophia Hydropolis pour un montant de 780 €, d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention des cessions de parts avec la commune de Biot, de désigner Monsieur Xavier WIIK comme administrateur qui sera amené à siéger au sein de la SPL Hydropolis et d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes afférents à l'exécution à la présente délibération.

Monsieur le Président. - Merci. J'ai l'intervention de Jean-Pierre DERMIT.

Monsieur Jean-Pierre DERMIT. - Merci, Monsieur le Président. Effectivement, la ville de Biot a décidé de céder ses actions. Je voulais souligner qu'il n'y a aucune hostilité, aucune rivalité entre la ville et notamment la ville de Valbonne, puisqu'elle est à l'origine de la création de cette SPL. Après, sont venus se rajouter Bar-Sur-Loup et Roquefort-Les-Pins.

L'idée est d'avoir une vision plus globale, d'essayer d'optimiser les prix un peu plus facilement à 24 qu'à 4 et d'avoir une politique de cohérence des prix au sein de la CASA, où l'on pourrait se poser des questions, à savoir : comment on paierait peut-être plus cher l'eau ou l'assainissement à Biot qu'à Villeneuve-Loubet, à Roquefort ou je ne sais où ?

Aujourd'hui, dans l'esprit de la loi NOTRe - mes propos auraient été les mêmes si l'on avait créé une SPL au niveau des transports ou des déchets -, la ville de Biot réaffirme qu'elle n'a rien contre la ville de Valbonne, qu'elle n'a rien contre la SPL Hydropolis, d'autant plus que la ville de Valbonne... ce n'est pas l'équipe de Joseph CESARO qui a créé cette SPL. Mais aujourd'hui, la ville de Biot joue plutôt la carte de la CASA.

Monsieur le Président. - Par rapport à cette cession d'actions, la CASA se porte acquéreur pour trouver l'équilibre à Hydropolis. On vous demande donc de désigner Xavier WIIK pour remplacer Jean-Pierre DERMIT qui sort, avec sa ville, de la structure de la SPL. Sur cette délibération, je n'ai pas d'intervention ? Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

16. Biot - Contrat de délégation du Service Public d'Assainissement - Avenant n° 3

Monsieur Joseph CESARO. - Il s'agit ici de réduire les délais de rétractation ou de résiliation de la délégation de la société Hydropolis pour la question de l'assainissement. Lorsque nous lisons les articles qui comportent le contrat de délégation, il y a résiliation pour motif d'intérêt général. Il convient de respecter un préavis d'une durée de 6 mois pour résilier le contrat. Il y a eu une discussion entre la CASA et la SPL Hydropolis afin de réduire le délai, pour passer à une clôture fin décembre 2020.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'approuver l'avenant n° 3 au contrat de délégation de Service Public de l'Assainissement avec la SPL Hydropolis pour la commune de Biot, dont le projet est joint en annexe, d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

Monsieur le Président. - Merci. Pas d'intervention ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée. Je remercie Monsieur CESARO et je passe la parole à Michel ROSSI, puisque l'on parle d'action culturelle et le bilan, malheureusement passé, de la SPL Théâtre Communautaire d'Antibes, puisque c'est le rapport des administrateurs au titre de l'exercice social clos le 31 août 2019, la dernière année avant que les cinémas et les théâtres ne ferment. Je rappelle, avant la délibération portée par Michel ROSSI, que Marion MUSSO, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO et Jean LEONETTI, administrateurs, ne prennent pas part au vote, puisqu'il y a une différenciation entre l'administrateur et le comptable.

ACTION CULTURELLE

17. SPL Théâtre Communautaire d'Antibes - Rapport des administrateurs au titre de l'exercice social clos le 31 août 2019

Monsieur Michel ROSSI. - Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues. Concernant le rapport des administrateurs au titre de l'exercice clos au 31 août 2019, il s'agit d'étudier les documents qui vous ont été remis. Nous ne rentrerons pas dans le détail, sachant que l'exercice débute au 1^{er} septembre 2018 et se clôt au 31 août 2019. Vous trouverez un certain nombre d'éléments : le rapport du commissaire aux comptes, le rapport spécial du commissaire aux comptes et le rapport d'activité du théâtre d'Antibes. Je vous laisserai les découvrir dans le détail. Cependant, quelques points doivent être mis en exergue : le travail remarquable fait par le théâtre et surtout sa réussite éclatante.

Quelques chiffres simples peuvent donc être notés : 13 000 abonnés et 129 000 spectateurs durant cet exercice. Ce qui est encore plus remarquable est le fait qu'en 6 ans, le nombre d'abonnés et le nombre de spectateurs ont été multipliés par 2. On peut aussi noter que le public n'est pas uniquement local, puisque plus de la moitié des spectateurs viennent de l'extérieur de la CASA. Ce n'est donc pas un théâtre local, mais un théâtre départemental et même régional, puisque c'est l'un des premiers théâtres de la région PACA.

Ces chiffres montrent donc la grande réussite de cette entreprise qui a démarré en 2013 et qui, malheureusement, est maintenant interrompue pour les raisons que vous connaissez. Voilà quelques mots. Vous pourrez approfondir le sujet. Tous les détails sont dans les rapports.

Il vous est donc demandé d'approuver le rapport des administrateurs de la SPL et de leur donner quitus, sachant que les administrateurs, dont le Président a rappelé les noms, ne prennent pas part au vote. Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - C'est d'autant plus cruel avec un chiffre qui est compréhensible par tous, 2,6 M€ de recette, et un théâtre fermé depuis le mois de mars. C'est un peu triste de se trouver avec un succès interrompu si violemment par la crise sanitaire. Nous espérons que nous allons pouvoir considérer que des gens qui sont assis côte à côte, qui ne se parlent pas, qui écoutent un spectacle ne sont pas plus dangereux que ceux qui se mettent côte à côte dans un avion ou dans un train et que la vie culturelle pourra reprendre ses droits sur la Communauté d'Agglomération, comme sur l'ensemble de notre pays. C'est un pays de culture, c'est un pays de livres, c'est un pays de propagation de la culture et il est très grave de l'interrompre brutalement et presque de manière disproportionnée par rapport aux risques encourus. Je le dis parce que je le pense et comme cela m'énerve un peu, je vous le dis avec beaucoup de calme.

Avec Marion MUSSO, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO et moi-même qui ne prenons pas part au vote, je vous demande donc d'approuver ce rapport.

Qui est contre ?

Monsieur Emmanuel DELMOTTE. - Monsieur le Président, pourrais-je faire une petite intervention ?

Monsieur le Président. - Je vous en prie, Monsieur le Maire.

Monsieur Emmanuel DELMOTTE. - Juste une réflexion que je voudrais porter à votre connaissance et à celle de Michel ROSSI. La crise sanitaire a montré que l'on avait des difficultés à remplir les salles de spectacles. Il faudrait réfléchir à la possibilité de transporter ces spectacles dans nos salles. On en avait discuté. Le numérique permet la future ouverture de tous les théâtres des communes, pour pouvoir avoir en visioconférence, en différé, les spectacles d'Anthéa. Cela nous permettrait peut-être d'avoir une plus grande capacité d'offre de places et cela permettrait également à nos populations qui ont une mobilité un peu réduite de venir voir certains spectacles. C'était une idée afin de profiter de la crise pour réfléchir à d'autres moyens de visionner les spectacles d'Anthéa. Merci.

Monsieur le Président. - Le spectacle vivant, par définition, est vivant. Mais effectivement, je sais que Michel ROSSI travaille à ce que sur l'ensemble de la CASA, les productions d'Anthéa - lorsque ce ne sont pas les productions dans la grande salle de 1 250 places - puissent bénéficier à l'ensemble du territoire. C'est l'une de ses missions qui n'est pas simple, car il faut également que les artistes acceptent cette situation. Malheureusement, la question que vous posez, Monsieur le Maire, n'est pas d'actualité, puisqu'aujourd'hui, il n'y a pas de spectacle. La première des choses est de souhaiter que cela recommence. Pour ma part, lorsque je vois la salle de 1 250 places pleine, je me réjouis que l'ensemble du département, et même au-delà, comme l'a dit Michel tout à l'heure, puisse venir voir un spectacle à Anthéa.

Et je me réjouis de voir que la production, par exemple, de « L'Avare » avec Michel BOUJENAH - qui a également été interrompue à Paris - est une production Anthéa qui a d'abord été jouée à Antibes, puis à Paris.

Je repasse donc au vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée.

On passe aux finances. Gérald LOMBARDO, grand argentier de la Communauté d'Agglomération, va nous présenter des délibérations qui, il ne le prendra pas mal, ne sont pas majeures, puisque ce sont des modifications techniques pour la plupart.

FINANCES

18. Budget Principal - Décision Modificative n° 1

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président. Vous l'avez dit, Budget Principal, une Décision Modificative. Il convient donc de réaliser déjà des crédits au sein de la section d'investissement afin de permettre la réalisation de différentes opérations, comme :

- mettre en œuvre les études préalables relatives au pôle Innovation qui sera installé au cœur de Sophia Antipolis et à proximité des lieux d'enseignement supérieur associé à hauteur de 100 000 € ;
- régulariser l'abondement effectué par la CASA au fonds d'urgence COVID-19 qui a été ouvert auprès de la CCI à hauteur de 400 000 € ;
- faire correspondre un échéancier de réalisation de la cession d'un local à la commune de Tourrettes-Sur-Loup, il s'agit d'une créance de la commune envers la CASA à hauteur de 30 000 € (c'est une créance résiduelle) ;
- préciser le volume des crédits relatifs au portage financier réalisé par la CASA vis-à-vis de des communes et plus particulièrement l'appel à projets FEDER pour 50 000 €.

Cette Décision Modificative se fait bien sûr sans modification du résultat de la section d'investissement et, bien entendu, un équilibre. Il convient donc, Monsieur le Président, d'approuver cette Décision Modificative n° 1 du Budget Principal.

Monsieur le Président. - Merci, et qui permet le maintien de l'équilibre. Personne n'est contre ni s'abstient ? La délibération est adoptée.

19. Budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports - Décision Modificative n° 1

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Là aussi, Décision Modificative qui concerne l'autonomie et les transports. Il convient donc d'apporter une modification technique à ce dernier budget afin de permettre une cession d'immobilisation correspondant à 4 mini bus, ainsi que leur sortie de l'actif de la Régie. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la gestion dynamique de la flotte des véhicules qui prévoit notamment la possibilité de céder des bus anciens au moment de leur remplacement, le tout pour 363 000 €. Il convient donc d'approuver cette Décision Modificative du Budget de la Régie Autonomie Financière des Transports des bus, tel qu'il ressort du document que vous avez sous les yeux.

Monsieur le Président. - Très bien. Même vote ? Même vote.

20. Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » - Décision Modificative n° 1

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Concernant une Décision Modificative qui entraîne un plus pour le théâtre Anthéa - qui vient d'être décrit très positivement par vous-même et par Michel ROSSI -, il convient de procéder à une Décision Modificative pour abonder un montant de 25 000 €, le chapitre 20, de sorte que la CASA puisse acquérir une licence de débit de boisson de 4^e catégorie pour les besoins de la brasserie Anthéa. Pour la CASA, il s'agit de l'opportunité de diversifier la gamme proposée en matière de restauration et d'essayer de répondre aux attentes des usagers dans le cadre de l'avant et de l'après spectacle, le tout pour 25 000 €. Monsieur le Président, cette nouvelle dépense d'investissement est compensée par la réduction corrélative de crédits de dépenses de fonctionnement.

Monsieur le Président. - Merci. C'est la ville d'Antibes qui avait une licence de boissons alcoolisées. Les cardiologues savent bien qu'un verre de vin par jour diminue le risque cardiovasculaire. C'est la raison pour laquelle, en dehors des nourritures intellectuelles du théâtre, nous avons pensé que le post-théâtre, qui reviendra un jour et qui est fait de convivialité, pourra se faire autour d'un verre, non pas de boissons sodées bulleuses et sucrées, mais d'un vin bien de chez nous. C'est l'objet de cette délibération. Je vous la propose donc. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

21. Budget Annexe des Pépinières - Admission en non-valeur

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Il s'agit ici d'une petite délibération. Nous avons été alertés par l'administrateur des finances publiques, le chef du centre municipal des finances publiques d'Antibes. Ce comptable nous alerte et nous dit qu'il y a matière à approuver une admission en non-valeur à hauteur de 89,99 €. Il s'agit de loyers impayés. C'est une petite somme, mais pour justement garder les équilibres financiers, il convient d'admettre que cette admission en non-valeur ne pourra pas être purgée, puisque la somme est modique et que les poursuites ne peuvent être engagées pour une telle petite somme. Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Très bien. On va s'asseoir sur ces 89 €, en espérant que la pépinière continue à bien fonctionner avec les entreprises qui l'accueillent. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

22. Modification des durées d'amortissement des biens acquis dans le cadre de l'Instruction Budgétaire et Comptable « M14 »

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Encore une fois, il s'agit d'une démarche obligatoire quasiment annuelle de mise à jour au titre des Instructions Budgétaires et Comptables qui s'appliquent aux publics administratifs et aux publics industriels et commerciaux, par obligation d'amortir certains biens. La CASA qui exerce en régie directe la compétence « Création, aménagement, gestion et entretien des zones d'activités économiques », de ce fait, a mis en œuvre des travaux de création et de renouvellement de voirie. Il convient donc d'étendre les catégories de biens amortissables dans le cadre de l'Instruction Budgétaire et Comptable « M14 » pour les immobilisations corporelles. Vous avez donc :

- agencement et aménagement des bâtiments en installation : 20 ans ;
- installation de voirie : 30 ans ;
- installation de voirie : 30 ans (encore une fois) ;
- installation de voirie : 30 ans (encore une fois).

Tout cela figure dans des articles différenciés par nature. C'est la même démarche tout à fait administrative et comptable des biens communautaires.

Monsieur le Président. - Très bien. Même vote ? Même vote.

Nautipolis. Malheureusement, là aussi, c'est un Rapport Annuel. Depuis, la situation s'est bien dégradée, un incendie, une interruption, le COVID. Ici aussi, on espère que l'on pourra reprendre une activité en rapport avec le service que rendait Nautipolis à la technopole de Sophia Antipolis.

23. Nautipolis - Rapport Annuel du Concessionnaire retraçant les conditions d'exercice du service public en 2019

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Il s'agit du Rapport Annuel Nautipolis qui a fait l'objet d'un passage en commission consultative des services publics locaux et qui a reçu un avis favorable. Vous l'avez rappelé : des destructions qui ont eu lieu suite à un incendie, un apport financier de la CASA qui a dû assurer la dépollution et la mise en sécurité du site, etc. Cela a permis de réaliser la reconstruction des espaces et de permettre aux concessionnaires de bénéficier dès que possible de l'ensemble des espaces mis à sa disposition. La perte comptable est donc de 281 000 € qui sont de fait, avec des recettes. Pour reprendre le Rapport Nautipolis :

- recettes : 2,415 M€ ;
- dépenses : 2,860 M€ ;
- frais de siège : 107 000 € ;
- masse salariale : 1,3 M€.

Voilà, tout ceci, Monsieur le Président, pour prendre acte d'une transmission d'un Rapport Annuel obligatoire qui retrace les conditions d'exercice du service public pour l'année 2019.

Monsieur le Président. - Merci. On passe au vote. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? Je vous remercie, Monsieur le vice-président des Finances, Gérald LOMBARDO. Je vais passer la parole à Thierry OCCELLI pour les délibérations concernant les réseaux Envibus.

RÉSEAU ENVIBUS

24. Organisation des transports entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la CASA - Convention cadre - Avenant n° 3

Monsieur Thierry OCCELLI. - Merci, Monsieur le Président. La première délibération concerne la ligne 200 qui fait plusieurs fois par jour, avec un cadencement important, la liaison entre Cannes et Nice. Dans le cadre d'une convention CASA-département, nous avons une participation financière au fonctionnement de cette ligne 200. Suite au transfert de la compétence mobilité à la région, on vous propose ce soir de dénoncer l'accord entre la CASA et la région sud pour l'accueil des usagers dotés d'un titre Envibus sur la ligne 200, pour plusieurs raisons.

La première raison est que cela nous fait une économie de fonctionnement d'environ 500 000 € (480 et quelques centimes).

La deuxième raison est que la région a créé un tarif Pass Sud Azur avec différents zonages, et sur le zonage de la CASA, le titre Pass Sud Azur est à 27 €. Je fais un petit rappel, car au niveau des zonages, ce n'est pas toujours bien perçu (il existe la possibilité de s'abonner, ces tarifs sont mensuels et la tarification annuelle n'est pas encore opérationnelle) :

- deux zonages contigus (c'est-à-dire CASA-CAPL) : 63 € par mois ;
- trois zonages contigus : 73 € par mois ;
- Pass intégral y compris Monaco : 80 € par mois, à la différence que cela inclus le train (la SNCF et les réseaux, chaque réseau de chaque secteur des réseaux de bus).

Cela a pu poser quelques interrogations et créer quelques problèmes au niveau du scolaire et des tarifs réduits.

Au niveau du scolaire, la problématique est la suivante : les abonnements CASA donnant la possibilité d'emprunter la ligne 200 sur l'année scolaire 2020-2021 perdront toute valeur à partir du 31 décembre 2020 et il faudra reprendre un abonnement Pass Azur, qui sera également multimodal, pour l'année 2021. Dans la mesure où il y a eu quelques inquiétudes -, des questions ont notamment été posées lors de la Commission Mobilité et Conseil d'Exploitation d'Envibus -, je viens de signer un courrier à l'attention de Philippe TABAROT, vice-président de la région à la Mobilité, lui demandant un remboursement éventuel de la différence de ces quelques mois qui n'ont pas été utilisés sur le Pass ligne 200.

Au niveau des usagers bénéficiaires d'un tarif social, je vous rappelle que le tarif social est de 5 € pour la création de la carte, le reste étant évidemment gratuit. À ce titre, s'ils souhaitent continuer à utiliser la ligne 200, leurs dépenses complémentaires seront de 27 € par mois, qui restent toujours sur le multimodal. S'agissant de l'une des notions les plus importantes de cette délibération, je rappelle qu'à chaque fois, nous avons vérifié qu'il y ait une possibilité parallèle, qui existe déjà, par rapport à la ligne 200, où les lignes Envibus desservent les mêmes secteurs, les mêmes communes et surtout les mêmes arrêts de bus.

Le point suivant est également important. En effet, on nous a quelquefois démontré qu'en termes de communication, mais surtout en termes d'information, nous n'étions pas très bons. À l'issue de cette délibération, je propose donc de relayer l'information par le biais du site Internet Envibus et par le biais des chargés de clientèle. De plus, pour la gratuité, un courrier sera envoyé à tous les CCAS des communes de la CASA et un accueil « mobilité » sera organisé Place Guynemer pour conseiller les usagers qui n'ont pas les moyens de le faire de manière informatique ou dématérialisée.

Monsieur le Président. - Ainsi, ceux qui ne veulent pas aller sur Internet pourront également avoir l'information en centre-ville d'Antibes.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Au cas où elle se poserait, nous ne savons pas répondre aujourd'hui à la question « combien d'usagers sont concernés par l'obligation de reprendre un abonnement à 90 € pour l'année 2021 ? » C'est pour cela que l'on a alerté la région sur ce dysfonctionnement. Ce n'était surtout pas ni une décision politique ni le fait de ne pas vouloir intégrer cette notion dans la nouvelle tarification. Je pense que c'était carrément un oubli des services de la région.

Monsieur le Président. - Maintenant que la région a repris la compétence du transport inter communauté - et à l'intérieur des départements - on a, avec la région, la même volonté de coordonner et de trouver à la fois une desserte suffisante et une tarification attractive. Je rappelle quand même que la Communauté d'Agglomération est la seule, dans ce département, à avoir des bus gratuits sur des lignes prolongées et à avoir des tarifs d'abonnement à l'année qui sont le tiers de la tarification habituelle sur le département. C'est donc une politique volontariste. La moitié de nos abonnés ont la gratuité, soit parce qu'ils rentrent dans des catégories particulières, soit parce qu'ils prennent des lignes structurantes du bus-tram.

Dans cette organisation, avec Philippe TABAROT, il y a donc une convention-cadre avec un avenant n° 3. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

25. Proposition de mise en place de la gratuité du réseau Envibus pour les fêtes de fin d'année

Monsieur Thierry OCCELLI. - Encore de la gratuité, ce qui est bien normal. Chaque année, nous mettons un samedi de gratuité sur l'ensemble du réseau Envibus, le samedi qui précède les fêtes de Noël. Cette année, Monsieur le Président a proposé à la Commission de mettre 2 dates.

La Commission a évidemment été enchantée de cette proposition, Monsieur le Président. On vous propose donc de mettre en gratuité les 2 samedis qui précèdent Noël, les 12 et 19 décembre, en espérant que tous les commerces de proximité puissent accueillir le public et les consommateurs.

Monsieur le Président. - La volonté de la CASA, comme celle de chaque commune, est de favoriser le commerce de proximité. Lors des 2 samedis qui précèdent la Noël, nous espérons donc que nous aurons un desserrement des règles de confinement, que les commerces de proximité pourront rouvrir à ce moment-là et que l'on pourra se déplacer de manière gratuite sur tout le territoire de la CASA. Je vous propose donc le samedi 12 et le samedi 19, lesquels, comme vous l'avez noté intelligemment, précèdent le 24. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

26. Régie autonome des transports - Protocole d'accord temps de travail - Avenant n° 2

Monsieur Thierry OCCELLI. - L'avenant n° 2 est un accord social. C'est une belle avancée. Il s'agit de la création d'un compte épargne temps au profit des salariés de la région Envibus, qui fonctionne dans les termes de droit privé, alors que cette disposition existait déjà dans le droit public.

Monsieur le Président. - Très bien. Le compte épargne temps. Nous passons au vote. Personne n'est contre ni d'abstient ? Après avoir remercié Thierry OCCELLI, on passe maintenant à Éric MELE, chargé de la gestion des déchets.

GESTION DES DÉCHETS

27. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets - Exercice 2019

Monsieur Éric MELE. - Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, d'habitude, nous vous présentons ce rapport au premier semestre de l'année. C'est un rapport obligatoire, mais vu les circonstances, nous l'avons fait quand nous avons pu et nous le faisons en ce moment, au mois de novembre.

Sur le deuxième slide, vous voyez que nous avons éliminé à peu près 180 000 tonnes de déchets, ce qui correspond à 1 007 kilos par habitant. C'est une augmentation de 3,82 %, sachant que l'on a une baisse de 2,46 % en ordures ménagères. Un effort considérable a donc été fait sur tous les autres produits. Les chiffres les plus importants sont donc les suivants :

- OMR : 83 000 tonnes ;
- déchets collectés : 16 000 tonnes ;
- déchets verts en porte à porte : 6 800 tonnes ;
- déchets en déchetterie : 73 000 tonnes ;
- vêtements : 647 tonnes.

Par ailleurs, entre les déchetteries et le porte à porte en déchets verts, 30 000 tonnes de déchets verts ont été collectées, ce qui correspond à 1/6^e. Il faut savoir que sur 1 000 tonnes par habitant, 170 tonnes sont dévolues aux déchets verts, ce qui est énorme. Je crois que, dans le département, nous sommes la collectivité qui en collectons le plus.

En gravats propres et gravats sales, 21 000 tonnes correspondent à 122 kilos par habitant. C'est pour cela que l'on dépasse tous les plafonds. Dans ce rapport, nous mettons absolument tous les déchets que nous collectons.

Il faut savoir aussi que nous le département où nous avons une myriade de petites entreprises - bâtiments ou jardiniers déchets verts - qui font qu'ils n'ont pas véritablement d'exutoires propres. Tout converge vers les déchetteries.

Sur le troisième slide, on retrouve :

- OMR : 46 % (83 000 tonnes) ;
- déchets verts : 17 % ;
- encombrants : 9 % ;
- tous les autres déchets D3E ou autres en déchetterie : 7 % ;
- gravats sales : 7 % ;
- gravats propres : 5 % ;
- biffex carton (bac jaune) : 6 % ; c'est un énorme effort que nous allons faire cette année.

Le 6 % est peu représentatif, car lorsque l'on parle de « 6 % », on parle en tonnage et souvent, le bac jaune, c'est du volume. Et quand on mixe tonnage et volume, on s'aperçoit qu'en faisant des efforts de quelques pourcents dans le bac jaune, on crée des vides de fours qui nous donnent quand même un peu de latitude en cas de souci. Il est donc extrêmement important de travailler, cette année, sur le bac jaune, car cela générera de l'espace au niveau de l'incinérateur d'Antibes-Vallauris.

Ici, en ordures ménagères, on a une baisse de 2,46 %. Par contre, tous les autres déchets sont en augmentation d'une façon assez importante, mis à part les gravats sales. Cela veut certainement dire que les entreprises ont appris, petit à petit, à trier les gravats, à les mixer sur du gravat plus propre pour faire du tri d'une plus belle qualité.

Sur le schéma du slide suivant, vous voyez que tout est en hausse, sauf les ordures ménagères qui sont en baisse constante depuis 2010. Cela veut dire qu'en 10 ans, nous avons eu une certaine augmentation de la population. On serait en constante, on aurait baissé quand même puisque la population augmente. Mais on est baisse constante. Le travail de fond est donc vraiment bien fait.

Ce slide présente les répartitions suivantes :

- 46 % d'énergie (valorisation énergétique) : avec l'incinérateur, on crée de l'électricité ; on a récupéré à peu près 4 M€ d'électricité, ce qui est important ;
- 4 % de co-énergie : la co-énergie correspond aux encombrants que nous broyons ; de plus, nous remplaçons le coke de pétrole dans les cimenteries ;
- 17 % de compostage ;
- 31 % de recyclage matière ;
- il ne part que 3 % en ISDND, ce qui est dû aux arrêts techniques ; sinon, nous serions aujourd'hui capables de quasiment tout recycler.

Ce slide présente les ratios d'ordures ménagères résiduelles :

- CASA : 464 ;
- SMED : 371 ;
- UNIVALOM : 475 ;
- Moyenne nationale : 253.

Peut-être qu'on explique le SMED, parce que c'est une zone beaucoup plus rurale. Et on s'aperçoit que sur le territoire d'UNIVALOM on collecte toujours sur des zones beaucoup plus urbaines, on s'aperçoit que le territoire d'UNIVALOM, dans son ensemble, génère plus de kilos par habitant. Cela veut dire que ce n'est pas le SMED qui va jusqu'à Valberg. Il faut donc savoir que l'on est vraiment dans la ruralité. D'ailleurs, je pense que 2020 sera une année qui ne sera pas représentative. Le prochain rapport va être un peu faussé, car nous avons la crise sanitaire.

Cependant, ce que j'aimerais que nous fassions dans le rapport de 2020, c'est de faire vraiment le comparatif des ordures de ménages dans les périodes où il y a eu l'arrêt total de l'activité. C'est-à-dire qu'au moment où les personnes sont restées chez elles, les enfants sont restés chez eux, l'activité économique est tombée à zéro, le tourisme est tombé à zéro, on va s'apercevoir quelle est la jauge minimale de la consommation des ménages. C'est peut-être le moment exceptionnel - s'il devait y avoir une exception positive - de savoir exactement quelle est notre jauge. Car quand on se compare à une valeur nationale de 253 par habitant, l'année prochaine, dans ces deux périodes de novembre/décembre et de mars/avril/mai, on saura exactement quelle est la jauge de la consommation des ménages.

À terme, si l'on devait demain mettre en place une redevance incitative ou une redevance spéciale, cela nous permettrait aussi de voir exactement le delta entre l'économie et la consommation des ménages. Je pense que l'on a une chance exceptionnelle de pouvoir ne pas être sur des ratios, mais sur des tonnages réels.

Le slide suivant parle de déchets verts. On s'aperçoit que l'on a une augmentation constante des déchets verts. Il y a du positif et du négatif, le négatif étant que les gens ne savent pas quoi faire de leurs déchets verts. Ils n'ont pas été éduqués pour pouvoir les garder chez eux, pour pouvoir faire du mulching, un travail de fond.

Par contre, si l'on collecte plus de déchets verts, c'est que les gens viennent plus aux déchetteries. La preuve en est que la collecte en porte à porte a légèrement baissé de 1 %. Nous pensons que c'est peut-être grâce à l'ouverture de la déchetterie de Roquefort-Les-Pins, où le porte à porte a été un peu moins prégnant. Les gens se sont plus portés sur la déchetterie. En 10 ans, je pense que les déchetteries sont rentrées complètement dans le paysage. Les gens évoluent. Ceux qui n'en avaient pas du tout l'habitude il y a 10 ou 15 ans y vont moins ou sont partis. Les jeunes arrivent donc avec de nouveaux usages, de nouvelles habitudes, et commencent vraiment à utiliser nos outils.

Le slide suivant porte sur la gestion des encombrants. Il s'agit peut-être d'une année exceptionnelle, mais on a quand même eu beaucoup moins de rendez-vous encombrants et un peu moins de dépôts sauvages. Cela est-il dû au réseau de déchetterie qui est beaucoup plus structuré ? On verra si l'on est à peu près dans les mêmes ratios l'année prochaine. Quoique, comme je vous l'ai dit, l'année prochaine ne sera pas représentative, mais il faudra voir si l'on a une baisse des encombrants. Ou alors, tout simplement, à force d'avoir des rendez-vous d'encombrants, les gens n'en ont plus, car il faut arrêter de vider les caves. Quand elles seront vides, à un moment donné, cela va certainement baisser.

Côté chiffres, on est sur 37,547 M€ de dépenses, les ratios principaux étant les suivants :

- masse salariale : 29 % ;
- coût du traitement avec UNIVALOM : 34 % ;
- marchés de collecte sur le moyen et haut pays : 21 %.

Nous avons des emprunts dont le capital est de 7,700 M€, ce qui est un ratio tout à fait normal.

Sur le slide suivant, vous avez les taux de TEOM des différentes collectivités, à savoir que pour 2021, il est prévu de baisser le taux à 8,8 %. Cela nous permettra peut-être d'être les champions du monde dans ce département. Cela est certainement lié à une très bonne gestion au niveau de la Communauté d'Agglomération. C'est un petit « cocorico » que nous nous faisons volontiers.

Concernant les perspectives, il y a une diminution de la collecte ménagère sur les communes du littoral au profit d'une fréquence plus importante de la collecte des emballages. Nous avons doublé les journées et substitué une partie des OMR. Nous allons également élaborer le plan de prévention des déchets pour la période 2020-2027.

Si je devais finir avant de vous remercier de votre attention, les effets marquants de l'année 2019 ont été :

- le passage en porte à porte sur la commune de Valbonne et la mise en place de 2 jours de collecte sélective ;
- l'implantation de colonnes enterrées pour les ordures ménagères sur le gros projet d'aménagement de Marena-Lacan à Antibes, sur le front de mer de Juan-Les-Pins et sur les communes de Gourdon, Caussols, Bouyon et Cipières ;
- l'amélioration du maillage des points d'apport volontaire sur l'ensemble des communes ;
- l'amélioration du fonctionnement du service des encombrants avec le développement d'une application mobile et d'un suivi informatisé ;
- l'analyse ciblée de circuits de collecte de cartons en porte à porte dans les zones industrielles et le parc de Sophia Antipolis, aux fins de rééquilibrage et de modification des tournées ;
- une collaboration avec UNIVALOM et CAP AZUR pour la prévention des déchets, le territoire zéro déchet, le compostage et la poursuite de l'ISO 9001 depuis 2015.

Voilà, Monsieur le Président, le rapport 2019.

Monsieur le Président. - Merci et bravo, Monsieur MELE. Effectivement, il y a une étape à franchir que l'on franchira à la fin du mois de janvier, car à ce moment-là, les services seront prêts, on aura plus le temps de faire une communication. Il y aura deux ramassages de bacs jaunes par semaine, ce qui veut dire que l'on va augmenter considérablement le tri sélectif et donc, se retrouver avec une situation encore améliorée par rapport aux bons résultats et aux bons taux de taxes d'enlèvement des ordures ménagères de la CASA. Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Merci. Même si l'on constate une légère diminution du tonnage d'ordures ménagères résiduelles collectées et, en parallèle, une augmentation du tri sélectif, nous sommes encore loin des objectifs 2020 du plan déchets 2015-2020. D'ailleurs, nous devrions travailler à l'élaboration du nouveau plan déchets et, à ma connaissance, la commission n'a pas encore été associée à ces travaux. Nous sommes également loin des objectifs nationaux, en tenant compte du fait que nous sommes des communes touristiques. On est donc à 464 kilos par habitant, au lieu de 303 pour les communes touristiques. La question que l'on doit donc se poser est la suivante : comment diminuer encore les ordures ménagères résiduelles et améliorer le tri ?

En France, on a la feuille de route économie circulaire, et en Europe, il y a le paquet économie circulaire européen qui donne des pistes. Je vais donc prendre juste quelques exemples faciles à mettre en œuvre :

- déployer des dispositifs de « consigne solidaire » qui créent une incitation au retour, où chaque bouteille et cannette collectée contribue au financement d'une grande cause environnementale, de santé ou de solidarité. Pour financer ces opérations, les collectivités bénéficient d'un soutien spécifique à la tonne collectée reversée par les éco-organismes agréés de la filière des emballages ;
- dans le même ordre d'idée, mettre en place le système Cliink qui fidélise les consommateurs vers les commerces de centre-ville, bien nécessaires en ce moment (et vous aviez dit, me semble-t-il, que la CASA allait l'expérimenter) ;
- on pourrait développer les déchetteries mobiles qui permettent de donner la possibilité aux personnes non véhiculées de jeter ou de donner les flux qui ne devraient pas se retrouver dans la collecte en porte à porte. Ces points de collecte mobiles favorisent aussi la communication et la sensibilisation des déposants. Cela est encore plus nécessaire à Antibes, puisqu'il n'y a plus de déchetterie pour les particuliers, par exemple, les jours de marché ;
- instaurer la tarification incitative (je le redemande tous les ans), la collecte et la valorisation des fermentescibles, ce qui sera très bientôt obligatoire et est donc à préparer (quelques communes pourraient servir d'expérimentation dès 2021) ;

- installer une recyclerie auprès de chaque déchetterie (ne devrait entrer en déchetterie que ce qui ne peut pas être réutilisé ou réparé).

D'autre part, l'article de *Marianne* sur les poubelles jaunes, « La poubelle jaune, c'est du bidon », n'incite pas à trier ses déchets. Le journal de la CASA et les revues municipales des communes pourraient publier un article d'information sur l'organisation, le devenir des déchets que les habitants mettent dans cette poubelle, pour les convaincre de l'utilité du tri sélectif et contrer cet article qui est très négatif. Merci.

Monsieur le Président. - J'ai un avantage sur vous, c'est que je ne suis pas *Marianne*. Donc, cela ne me perturbe pas. Mais, en dehors de ces éléments, tout ce que vous dites est effectivement une série de possibilités qui sont dans les tiroirs. Après, qu'est-ce qui va transformer des tonnes ? Car, c'est bien de cela dont il s'agit. Il ne s'agit pas de dire « On va avoir une ressourcerie, on est en train de travailler là-dessus, on va faire un Cliink sur les déchets en vert ». Bien sûr, ces éléments-là sont de petits éléments, presque plus psychologiques qu'efficaces en termes de tonnage. En termes de tonnage, il faut arriver à faire en sorte d'accentuer très fort le tri sélectif. Et aujourd'hui, on voit bien que pour des raisons de volumes, comme l'a très bien dit Éric MELE, on a des emballages qui ne pèsent pas lourd, mais qui encombrant beaucoup et qui bloquent pratiquement nos tonnages par le volume.

Donc, l'intérêt est de passer fin janvier/début février, après une campagne de communication très forte sur le tri sélectif, en rappelant que nous sommes dans une situation de sécurité... Pardon de le rappeler, mais avoir une usine qui produit de l'énergie électrique depuis plusieurs années, avoir une situation dans laquelle le tri sélectif, en tout cas sur le département, est l'un des meilleurs, avoir une taxe d'enlèvement des ordures ménagères la plus basse du département et la plus basse de la région, ce sont aussi des éléments positifs.

Chaque fois que nous avons une augmentation de la qualité civique du traitement des ordures ménagères, nous le répercutons sur le prix. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, pardon d'y revenir, est quelque chose de très important. Car, on peut expliquer à nos concitoyens « S'il y a moins de déchets, si vous trie mieux, si on optimise les tournées de ramassage d'ordures ménagères, si on dépense moins, on le répercute sur le taux ». Il y a presque un contrat moral et une expérimentation citoyenne qui font que, oui, les habitants de la CASA sont peut-être un peu plus disciplinés que les autres. En tout cas, ils savent que chaque fois que l'effort est fait de leur part, cela se répercute sur une diminution des impôts et des taxes. C'est, à mon avis, un élément majeur, car l'écologie doit rimer avec l'économie. Si je dis que « On doit faire cela pour la planète », on aura des difficultés à convaincre l'ensemble de la population. Si l'on dit « Si vous faites cela, vous paierez moins cher », on aura alors une efficacité directe, parce que palpable et visible, de la part de nos concitoyens.

Je retiens donc toutes les propositions que vous avez faites, dont une grande partie est d'ailleurs dans les réflexions qui sont menées sur le futur plan déchets. Mais, surtout, mettons en place, dès le début de l'année prochaine, les deux ramassages d'ordures ménagères de tri sélectif et faisons en sorte d'avoir cette capacité à mieux gérer les déchets verts, comme l'a dit Éric MELE. Voilà deux lourdes sources de respect de l'environnement et d'économie financière.

Je vous demande donc l'approbation.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

HABITAT/LOGEMENT

28. ERILIA - Convention d'utilité sociale (CUS) 2020-2025

Madame Sophie NASICA. - Cette délibération n° 28 présente la Convention d'utilité sociale du bailleur social ERILIA. En quelques mots, une Convention d'utilité sociale est le cadre de contractualisation des organismes HLM avec l'État et les collectivités locales, concernant leur mission d'intérêt général. La CUS traduit les choix stratégiques du bailleur social et vise à articuler ses objectifs de politique patrimoniale et sociale avec les logiques de territoires.

La signature des collectivités est une possibilité et non une obligation. Néanmoins, afin de s'assurer que l'appareil productif réponde aux enjeux du territoire, à la fois quantitativement et qualitativement, il apparaît opportun pour la CASA d'être acteur de cette politique d'entreprise. Ainsi, par délibération en date du 14 octobre 2019, la CASA avait approuvé le principe de signature des Conventions d'utilité sociale avec les six principaux bailleurs intervenant sur le territoire, dont ERILIA, ERILIA qui nous a fait part de son souhait d'élaborer sa CUS pour la période 2020-2025.

J'aimerais vous rappeler les principaux objectifs de la CUS d'ERILIA pour le territoire de la CASA, à savoir :

- une production de 720 logements locatifs sociaux entre 2020 et 2025 ;
- une rénovation de 79 logements ;
- une part des attributions pour les plus modestes, à savoir le premier quartil, 14 % en 2020, pour atteindre 25 % en 2025 ;
- une part des attributions pour les publics prioritaires de 25 %.

Au cours de l'année 2020, des échanges ont été menés entre la CASA et ERILIA, afin de mettre en exergue les enjeux du territoire, de prendre en compte les orientations souhaitées par les élus et de faire évoluer, si besoin, les objectifs annoncés dans le projet de cette Convention d'utilité sociale. Ces échanges ont notamment permis de faire évoluer le plan de vente sur deux communes de la CASA, Antibes et Valbonne.

Suite à ces modifications, nous nous positionnons favorablement sur ce projet de CUS d'ERILIA. En conséquence, Monsieur le Président, je propose au Conseil communautaire d'approuver ce projet de Convention d'utilité sociale du bailleur social ERILIA et de vous autoriser, Monsieur le Président, à signer le projet de Convention d'utilité sociale. Je vous remercie.

Monsieur le Président. - Merci, Madame NASICA. J'ai l'intervention de Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Merci. Quelques points relevés à la lecture de la Convention proposée. ERILIA prévoit la vente de logements. Vous dites que vous y êtes opposé et nous avons votre courrier, celui du maire de Valbonne. Mais ces ventes sont toujours indiquées dans la Convention (le gros document qui était en annexe) que vous allez signer. Nous rappelons que nous sommes, nous aussi, opposés à la vente de logements sociaux. Par contre, nous sommes tout à fait d'accord pour l'accession sociale à la propriété et je préfère le préciser.

Pour la rénovation, sur la CASA, il est prévu seulement 79 rénovations sur la période 2020-2025. Pour nous, le compte n'y est pas. Le bureau d'Antibes d'ERILA gère 4 937 logements et on n'a pas le parc précis de la CASA. Mais, si on prend le bilan technique, on imagine que l'on est dans le même sens.

Donc, on relève 28 % de logements construits avant 1980. Certes, on ne sait pas combien ont été rénovés les années précédentes, mais on peut le retrouver par différence. Il est annoncé 25 % du parc qui aurait besoin d'une rénovation thermique, à rapprocher des 79 proposés. On peut donc penser qu'ils en auraient rénové, sur l'ensemble du bureau d'Antibes, 150 sur la période précédente.

On voit aussi 25 % du parc avec une forte probabilité d'amiante et 56 logements dont l'état technique n'est pas bon. Sur ce point, le bailleur pourrait s'engager un peu plus et bénéficier peut-être, sans doute, des aides du plan de relance, qui est le chapitre « Rénovation, réhabilitation énergétique ».

On constate aussi qu'il est prévu une forte augmentation des loyers, de +1,25 en 2020, jusqu'à +1,80 en 2029. Ces dernières années, l'indice de révision des loyers a toujours été très inférieur. Je vais voter, car il est très bien d'avoir une CUS, cela cadre un peu, mais il serait nécessaire de revoir ces points avant la signature de cette Convention. Merci.

Monsieur le Président. - Madame MURATORE, je pense que vous êtes satisfaite de voir que les dizaines de logements sociaux qui étaient envisagés d'être vendus à Valbonne et à Antibes ont été refusés par les deux maires, qui ne se sont d'ailleurs pas concertés sur ce sujet, mais qui pensent que, dans le climat actuel, la vente n'est pas impossible. La SAH, par exemple, a prévu de 8 à 9 ventes annuelles possibles, mais en tout cas, pas de la façon massive dont cela a été proposé.

En ce qui concerne le plan de relance, vous avez raison. Dans le plan de relance, nous avons inclus la rénovation énergétique des logements et des bâtiments. En effet, il s'agit d'abord d'une aide de l'État qui est très ciblée. Ensuite, c'est un investissement que la CASA a déjà mis en place avec une aide pour les bailleurs sociaux qui font de la rénovation énergétique. On peut donc penser que les chiffres proposés dans ce cadre - que je n'ai pas étudiés à fond et qui sont étudiés par vous de manière très indirecte - peuvent s'améliorer sous l'impulsion du plan de relance, de la volonté gouvernementale et de la volonté de la CASA.

Madame Michèle MURATORE. - On a bien compris que vous étiez contre. On a les courriers des deux maires, il n'y a donc aucun souci. Le souci est que, quand on lit la Convention (il est vrai qu'il y a 400 pages à lire), ils sont toujours dedans.

Monsieur le Président. - Qu'il y ait une vente partielle des logements sociaux, et en particulier une vente des logements sociaux à ceux qui les habitent, je trouve que c'est plutôt un parcours résidentiel réussi. Je ne suis donc pas contre le fait que l'on vende des logements sociaux. Là, il y avait des volumes qui faisaient... De manière très pragmatique, on est déjà en train d'être soumis à des pénalités de la loi SRU. Si l'on diminue de 80 ou 100 logements en une seule fois, on va se trouver dans une difficulté vis-à-vis des objectifs que met le préfet. C'est donc une vertu que nous avons pratiquée, mais en ce qui concerne la ville d'Antibes, c'est aussi une vertu comptable. Je n'ai pas envie de me trouver avec des pénalités encore augmentées, parce que j'ai permis la vente de plus de 80 logements sociaux.

On passe donc au vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée.

Je vous remercie de votre présence. La prochaine réunion aura lieu le 14 décembre et j'espère que nous serons dans une situation sanitaire meilleure. Les chiffres publiés aujourd'hui, pour la France, mais surtout pour la région PACA et pour la région desservie pour l'hôpital d'Antibes, montrent, après la stagnation, un début de décroissance. Si l'on continue nos efforts, on peut espérer la réouverture d'un certain nombre de commerces pour le mois de décembre et des fêtes de Noël familiales. Je vous souhaite, en attendant, une bonne soirée.

La séance est levée à 18h30.

La secrétaire de séance,
Alexia MISSANA



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 21 DECEMBRE 2020

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 16 h 20.

Le conseil communautaire s'est réuni le vingt et un décembre deux mille vingt, en séance publique, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire de la ville d'ANTIBES.

Monsieur le Président.- Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA.

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA.

ABSENTS :

Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD.

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du Jour

1. Procès-verbal de la séance du 5 octobre 2020 - Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire
3. Agence Régionale de Santé - Modification d'un représentant au sein du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins
4. Convention cadre et opérationnelle avec l'EPF PACA - Avenant n°7
5. ZAC des Clausonnes - Participation de la CASA au financement des infrastructures
6. Association Institut EuroplA - Adhésion et désignation du représentant
7. Aides économiques - Remise gracieuse des loyers - Budget Principal
8. Aides économiques - Remise gracieuse des loyers - Budget Aménagement des Parcs d'Activité
9. Espace Rencontre Trait d'Union - Exercice du droit de visite entre la CASA et le Tribunal de Grande Instance de Grasse - Convention - Renouvellement
10. Service prévention jeunesse - Convention cadre portant coopération renforcée avec la Commune de Villeneuve Loubet
11. Utilisation par les bailleurs sociaux Erilia, Logirem et Sophia Antipolis Habitat de l'abattement sur la TFPB - Avenants aux conventions
12. Mise à disposition de livrets jardin - Convention de partenariat avec l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement (ARBE)
13. Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole - Campus Vert d'Azur - Convention de partenariat
14. Nuisances sonores - Plan de Prévention du Bruit de l'Environnement (PPBE) - Approbation
15. SCOT, PCAET, PDM et Qualité de l'air - Adhésion à AtmoSud
16. Compétence Eau potable - Procès-verbaux de transfert
17. Délégation de la compétence eau potable entre la commune de Châteauneuf Grasse et la CASA - Convention
18. Installation d'un dispositif de vidéoprotection sur le réservoir de la Commune de Roquefort les Pins - Avenant n°1 la convention
19. Contrat de délégation du Service Public d'eau potable de la commune du Bar sur Loup - Avenant n°4 avec la SPL Hydropolis
20. Compétence assainissement des eaux usées - Procès-verbaux de transfert
21. Délégation de la compétence assainissement des eaux usées entre la Commune de Châteauneuf Grasse et la CASA - Convention
22. Assainissement des eaux usées - Régie à simple autonomie financière - Modification des statuts
23. Assainissement des eaux usées - Modalités de versement de la prime d'épuration de la Commune de Vallauris
24. Contrat de délégation du Service Public d'Assainissement de la commune du Bar sur Loup - Avenant n°2 avec la SPL Hydropolis
25. Guichet unique eau et assainissement et gestion du SPANC - Convention avec la Commune de Roquefort Les Pins
26. ANTHERA - Convention de billetterie Office du Tourisme d'Antibes - MAQ 2021
27. ANTHERA - Nouvelle convention type de mécénat
28. Budget Annexe "Eau - Activités Déléguées" - Budget Supplémentaire de l'année 2020
29. Budget Annexe "Assainissement- Activités Déléguées" - Budget Supplémentaire de l'année 2020
30. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Eau" - Budget Supplémentaire de l'année 2020
31. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Assainissement" - Budget Supplémentaire de l'année 2020
32. Budget Principal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

33. Budget Annexe "Eau - Activités Délégées" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
34. Budget Annexe "Assainissement - Activités Délégées" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
35. Budget Annexe "GeMAPI" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
36. Budget Annexe "Aménagement des Parcs d'Activité" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
37. Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
38. Budget Annexe des Pépinières - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
39. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Eau" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
40. Budget de la Régie à Autonomie Financière "Assainissement" - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
41. Budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
42. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021
43. Recueil des tarifs communautaires - Actualisation
44. Accord cadre Télétravail
45. Ajustement du tableau des effectifs
46. Convention de mutualisation de l'emploi partagé de Directeur Général Adjoint Vie Sociale et Culturelle - Renouvellement
47. Information - Lignes directrices de gestion
48. Prestations d'Actions Sociales à destination des agents de la CASA
49. Protection sociale complémentaire - Actualisation
50. Transfert de la compétence « promotion du tourisme » - Procès-verbal contradictoire de mise à disposition des biens avec la commune d'Opio - Avenant
51. Convention de remboursement de frais avec la commune d'Opio - Avenant de résiliation
52. Tarification multimodale sur le périmètre des Alpes Maritimes et de Monaco - Avenant n°1 à la convention
53. Modalités de perception des recettes CASA UNIVALOM
54. Sophia Antipolis Habitat - Mise en œuvre de la loi ELAN - Cession des participations détenues par les collectivités locales et pacte engageant pour le logement social - Approbation du choix de l'offre et autorisation de signature
55. SAEM Sophia Antipolis Habitat - Rapport annuel 2019 des administrateurs à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
56. Délégation des aides à la pierre - Bilan 2015-2020 - Accord de principe sur le renouvellement de la délégation pour la période 2021-2026
57. Commission intercommunale pour l'accessibilité - Modification de la composition - Rapport annuel 2019
58. Gestion du complexe aquatique Nautipolis - Concession de service public - Avenant n°2
59. MOTION - Soutien à la candidature de la ville d'Antibes au label "Capitale française de la culture"



Monsieur le Président. - On procède à l'examen de l'ordre du jour et la séance est ouverte.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Procès-verbal de la séance du 5 octobre 2020 - Approbation

Monsieur le Président. - D'abord, c'est le procès-verbal du 5 octobre 2020 que vous avez pu examiner.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Je vous remercie.

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau Communautaire

Monsieur le Président. - Je précise qu'elles ont toutes été prises à l'unanimité.

Pas d'observation ?

Personne n'est contre, car on ne fait que prendre acte de ces décisions.

3. Agence Régionale de Santé - Modification d'un représentant au sein du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins

Monsieur le Président. - Comme vous le savez, Monsieur Éric DUPLAY est médecin. Il continue à avoir une activité à l'hôpital. C'est donc un critère d'incompatibilité. Il avait été antérieurement désigné et je vous propose - même si son activité médicale est aujourd'hui réduite au Centre Hospitalier -, de désigner Madame Sophie NASICA.

Est-ce qu'il y a d'autres candidats ?

Il n'y a pas d'autres candidats.

Acceptez-vous que l'on vote à main levée ?

Personne n'est contre ni s'abstient sur le vote à main levée ?

Je vous propose donc la candidature de Sophie NASICA.

Personne n'est contre ni s'abstient, la délibération est adoptée.

ACTION FONCIÈRE

4. Convention-cadre et opérationnelle avec l'EPF PACA - Avenant n° 7

Monsieur le Président. - Il s'agit de se prononcer sur un avenant qui prolonge d'une année la durée de la convention permettant ainsi à la nouvelle équipe municipale de Vallauris de prendre connaissance du projet « Nature en ville » et de porter ce projet sur l'année prochaine. La fin de la convention est donc prévue, au lieu du 31-12-2020, le 31-12-21.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

5. ZAC des Clausonnes - Participation de la CASA au financement des infrastructures

Monsieur le Président. - Pour faire simple, l'aménagement de la zone des Clausonnes a bénéficié d'un double engagement du Conseil départemental et de la Communauté d'Agglomération, à hauteur chacun de 5 M€. Et, au regard des délibérations qui ont été prises par la commune de Valbonne, le projet étant modifié, mais ayant un projet, la Communauté d'Agglomération tient ses engagements et propose donc sa participation à hauteur de 5 M€, comme le Conseil départemental, pour aménager les structures sur la zone des Clausonnes. J'ai l'intervention de Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - C'est juste une précision. Habituellement, dans ce genre de délibération, nous avons le coût total des travaux et la répartition entre les différents financeurs. Là, ce n'est pas indiqué. Donc, pouvons-nous avoir le coût total des travaux et la répartition, puisque l'on n'a que le Conseil départemental et la CASA ?

Monsieur le Président. - Vous avez raison, mais comme le projet de Valbonne a été modifié, les participations privées ont été probablement aussi modifiées. On est sur une enveloppe - pardon si ce n'est pas exact au chiffre près et sous le contrôle de Joseph CESARO - d'environ 30 M€, dont un tiers est porté par les collectivités territoriales et deux tiers par l'aménageur privé.

S'il n'y a pas d'autres questions, on passe au vote.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

6. Association Institut EuroplA - Adhésion et désignation du représentant

Monsieur le Président. - Association Institut EuroplA (Intelligence Artificielle), Adhésion et désignation du représentant. Je vous propose de désigner Jean-Pierre MASCARELLI. Là aussi, il y a une petite modification, une petite coquille : ce n'est pas pour les années 2020-2020, mais pour les années 2020-2021. C'est bien sûr pour l'année qui va venir. Cette rectification étant faite, je vous propose la candidature de Jean-Pierre MASCARELLI.

Y a-t-il un autre candidat ?

Il n'y en a pas.

Êtes-vous d'accord pour voter à main levée ?

Personne n'est contre ?

Je passe donc la proposition de Jean-Pierre MASCARELLI.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Jean-Pierre MASCARELLI nous représentera à l'Association Institut EuroplA.

7. Aides économiques - Remise gracieuse des loyers - Budget Principal

8. Aides économiques - Remise gracieuse des loyers - Budget Aménagement des Parcs d'Activité

Monsieur le Président. - La Communauté d'Agglomération, dans le cadre de l'aide aux entreprises, a décidé une remise gracieuse des loyers qui se définissent dans deux chapitres particuliers : le budget général et le budget de l'aménagement du Parc d'activités. L'ensemble de ces

décisions se font à la délibération 7 et à la délibération 8. L'ensemble des prises en compte est de 81 292 € pour l'ensemble des personnes qui paient un loyer à la Communauté d'Agglomération. Je vous les cite brièvement :

- Costamagna ;
- Fragrance culinaire ;
- La Bastide aux Violettes ;
- Annette Le Negratte) à Châteauneuf ;
- JM Sushis à Valbonne ;
- BALILE SAS à Valbonne ;
- Le Café de Sophia ;
- MIKE MARINE
- SAPONESSENCE à Biot ;
- EXHIBITION CONSULTANT INTERNATIONAL à Biot.

Le tout est de 50 000 € pour la première période et 30 000 € pour la deuxième période, ce qui aboutit à un total de 81 292,52 €.

Est-on d'accord sur ces exonérations ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée. Je passe la parole au Vice-Président LUCIANO.

COHESION SOCIALE ET POLITIQUE DE LA VILLE

9. Espace Rencontre Trait d'Union - Exercice du droit de visite entre la CASA et le Tribunal de Grande Instance de Grasse - Convention - Renouvellement

Monsieur Kevin LUCIANO. - Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues. La 9^e délibération, très classique, vous la connaissez, puisque c'est le renouvellement d'une convention qui existe depuis 2002 avec la CASA. Cette convention permet notamment de faire fonctionner l'Espace de Rencontre Trait d'Union et procède d'une convention entre le Tribunal Judiciaire de Grasse et la Communauté d'Agglomération. L'idée est que ces centres permettent de favoriser la remise des enfants lorsqu'il y a des procédures contentieuses entre les parents et, bien entendu, permettent de protéger les différentes parties prenantes, les femmes très souvent, mais les enfants également.

Il vous est donc proposé la reconduction de cette convention, un renouvellement à ce titre. Il vous est également demandé d'autoriser le Président à signer la convention et d'autoriser notre Président à solliciter toutes les subventions auprès des services concernés, à savoir l'État et la CAF notamment.

Monsieur le Président. - On passe au vote.

Personne n'est contre ni s'abstient ?

On passe à la délibération 10, sur le Service prévention jeunesse avec une convention-cadre. Vous le savez, on a des objectifs partagés entre les services jeunesse des villes et la mission de la Communauté d'Agglomération dans le domaine de la politique de la ville. C'est pour cela que l'on fait beaucoup de conventions avec les villes concernées.

10. Service prévention jeunesse - Convention-cadre portant coopération renforcée avec la Commune de Villeneuve-Loubet

Monsieur Kevin LUCIANO. - Là encore, il s'agit d'un renouvellement, cette fois pour une durée de 6 ans, puisque la première convention avait été conclue en date de 2018. Il y a donc un certain nombre de précisions, notamment sur la mutualisation des moyens qui sont réalisés pour la mise en

œuvre des actions et une liste d'actions, ou de dispositions organisées, en collaboration entre la commune de Villeneuve-Loubet et la CASA.

Là encore, il vous est demandé d'autoriser le principe du partenariat renforcé dans le domaine de la jeunesse entre la CASA et la commune de Villeneuve-Loubet, il vous est demandé d'approuver les termes de la convention que vous avez en pièce jointe et, bien entendu, d'autoriser le Vice-Président, moi-même, à signer cette convention et les documents qui y sont relatifs.

Monsieur le Président. - Même vote ?

Même vote.

On passe donc à la troisième délibération.

11. Utilisation par les bailleurs sociaux Erilia, Logirem et Sophia Antipolis Habitat de l'abattement sur la TFPB - Avenants aux conventions

Monsieur Kevin LUCIANO. - Donc, 11^e délibération. Vous le savez, la loi de Finances pour 2015 a imposé que les bailleurs sociaux bénéficient, lorsqu'ils interviennent dans un quartier prioritaire, d'un abattement de 30 % au titre de la taxe sur les propriétés foncières bâties. L'idée est qu'avec cet abattement de 30 %, ils puissent réaliser un certain nombre de missions qui leur incombent. Et, à travers les conventions, nous allons formaliser l'accord sur les différentes missions qui leur sont dévolues, plus précisément au titre de cette exonération partielle de taxe foncière sur les propriétés bâties.

Il vous est donc proposé d'approuver les termes de ces avenants, puisque sont concernés trois bailleurs sociaux, Erilia, Sophia Antipolis Habitat et Logirem. Il vous est aussi demandé d'autoriser notre Président à signer ces avenants.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est donc adoptée.

Je donne la parole à Monsieur le Président LUCA.

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

12. Mise à disposition de livrets jardin - Convention de partenariat avec l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement (ARBE)

Monsieur Lionnel LUCA. - Merci, Monsieur le Président. La CASA a toujours eu une politique d'engagement très fort dans tout ce qui est en rapport avec l'éducation à l'environnement. L'ARBE nous a proposé de nous assister et de participer à ce que nous organisons déjà dans nos différents chantiers sur ce que l'on appelle « la palette végétale » et les bonnes pratiques de culture des jardins. C'est donc à ce titre qu'elle va mettre à notre disposition deux livrets personnalisés intitulés « Jardiner sans pesticide » et « Mon jardin méditerranéen au naturel », tout cela avec de bonnes pratiques et des fiches en conséquence.

Il vous est donc demandé d'approuver les trois conventions de partenariat avec l'ARBE, l'utilisation et la reproduction du livret « Mon jardin méditerranéen au naturel », l'utilisation et la reproduction du livret « Jardiner sans pesticide » et l'utilisation et la reproduction des « Jardi-fiches », tout cela dans un jargon merveilleux. Voltaire nous disait qu'il fallait cultiver son jardin. Eh bien, nous sommes *Candide*, pour ceux qui connaissent.

Monsieur le Président. - Bravo à la référence littéraire. *C'est un jardin extraordinaire.*

Monsieur Lionnel LUCA. - Comme dirait Monsieur TRENET, sur la 7 où nous sommes.

Monsieur le Président. - Sur cette belle initiative, personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée.

13. Établissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole - Campus Vert d'Azur - Convention de partenariat

Monsieur Lionnel LUCA. - On l'appelle désormais « Campus Vert d'Azur », ce qui est plus simple que « l'Établissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole ». Nous avons déjà un partenariat depuis le 19 décembre 2016 qu'il s'agit simplement de renouveler. Pour rappeler à tout le monde de qui il s'agit, avec le lycée agricole, nous avons eu 26 ateliers qui ont entraîné la participation de 400 personnes. Nos services, qui sont très en pointe là-dessus, je tiens à le dire et le lycée agricole qui a toujours joué le jeu avec nous, ont permis vraiment des rencontres très positives, très pertinentes. Il s'agit donc de renouveler cette convention. J'ajoute que le Campus Vert d'Azur est intervenu sur le Dôme de Biot dans le cadre du site Natura 2000 et du plan de gestion de certains chantiers d'arrachage d'espèces invasives sur le secteur. Donc, il s'agit de renouveler cette convention qui est du bon sens, de l'éducation à la sensibilisation dans tous les domaines de l'environnement, de la promotion de la palette végétale sous forme de chantiers participatifs - là encore, les bonnes pratiques de jardin que j'évoquais tout à l'heure - et de la lutte contre les espèces envahissantes dans le cadre du territoire soumis à Natura 2000.

Il est également proposé de l'élargir avec des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), les Systèmes Alimentaires Locaux et Durables (SALD) et enfin, des projets transversaux avec la Direction de la Cohésion Sociale et la mission locale. Donc, on va élargir, si je puis dire, la palette.

Monsieur le Président. - Oui, c'est une convention avec un campus très dynamique, le Campus Vert d'Azur. On se félicite de ces collaborations qui augmentent chaque année.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe au point suivant.

14. Nuisances sonores - Plan de Prévention du Bruit de l'Environnement (PPBE) - Approbation

Monsieur Lionnel LUCA. - Je vais présenter ce point brièvement, car cela était un peu compliqué sur les diapositives. Je vais donc le résumer.

Déjà, la première mission est que ce Plan de Prévention sur le Bruit n'a pas fait de bruit. On a donc un premier objectif atteint. Plus sérieusement, je vous rappelle le cadre réglementaire que nous avons comme délégation et compétence, la lutte contre les nuisances sonores, ce qui est un vaste programme, comme aurait dit quelqu'un. Pour cela, un certain nombre de cadres stratégiques sont mis en place. Déjà, en 2015, avait été fait un groupement de commandes qui réunissait la CAPL, la CAPG et la CASA, c'est-à-dire les Communautés d'Agglomération voisines et amies. Et puis, fatalité, un nouvel arrêté au mois d'avril 2017 a dit que ce n'était plus forcément de notre ressort, compte tenu des critères de densité urbaine. La CASA a donc été déchargée de son obligation réglementaire, mais comme nous sommes un peu pervers, nous avons quand même voulu continuer. Notre démarche volontaire a donc voulu aller jusqu'au bout de cette logique avec nos autres Communautés d'Agglomération.

Les objectifs étaient de cartographier le bruit à grande échelle. Cela a été approuvé en Conseil communautaire le 14 octobre 2019. Il est bien évidemment que les nouveaux élus ne peuvent pas l'avoir fait puisqu'ils n'étaient pas élus à ce moment-là. S'ils sont intéressés, ils peuvent peut-être s'adresser à notre service pour qu'on leur communique les éléments. Il fallait le porter à la connaissance

du public, notamment par Internet, et élaborer des plans de prévention du bruit dans l'environnement. La finalité des cartes de bruit est de les évaluer, ce qui n'est pas une mince affaire, de les porter à la connaissance du public, ce qui n'est pas plus simple non plus, et mission impossible ou presque, de prévenir et réduire le bruit. Je vous dirai tout à l'heure la solution que nous avons trouvée, mais peu importe. Sérieusement toujours, l'objectif de réduire les bruits excessifs est un plan d'action.

Nous avons donc recensé quelques actions depuis 10 ans et pour les 5 prochaines années : des actions au niveau de la source du bruit, de la propagation, des récepteurs, des actions de prévention, des actions sur l'aménagement du territoire - les communes ont toutes participé, elles ont été sollicitées, ainsi que les gestionnaires d'infrastructures -, des validations de zonages, des propositions de nouvelles actions. Donc, les gestionnaires créateurs de bruit, si je puis dire, nous ont fait quelques rendus comme :

- VINCI Autoroutes dans le fait d'avoir mis des écrans acoustiques, isolé quelques façades le long de la 8, le renouvellement de revêtements routiers (je vous en passe et des meilleures) ;
- le Conseil départemental sur tous ces renouvellements d'enrobés que l'on appelle « absorbants », ainsi que sur des actions de prévention de sensibilisation ;
- l'aéroport qui est aussi une source majeure de bruit dans lequel siègent certains de nos élus communautaires, moi-même et Serge JOVER, lequel pourra, s'il veut prendre la parole, dire un mot tout à l'heure sur la dernière réunion concernant le bruit en particulier.

Bref, tout cela pour vous dire qu'une fois fait cela, le public a été consulté dans une date bien choisie, puisque c'était entre le 20 juillet et le 20 septembre. Autant vous dire que cela a été vraiment marqué, puisque l'avis de presse était le 4 juillet. C'est le hasard des circonstances. Je vous rappelle que la crise sanitaire ne nous a pas facilité les choses, car, bien sûr, on n'aurait pas dû le faire à cette date-là. Mais, avec la reprise des activités, on était quand même contraint de continuer le plan prévu.

Une consultation publique relative au projet de plan a été créée, notamment sur le site Internet de la CASA. C'était consultable dans nos locaux à Sophia Antipolis, à la mairie d'Antibes également, sur prise de rendez-vous, disponible sur le site Internet de la CASA. Des observations du public pouvaient être consignées sur un registre papier ouvert spécialement à cet effet. Bref, le résultat de la consultation du public est le suivant : 42 particuliers, associations ou collectifs sont intervenus pour apporter leurs observations. Cela prouve que, finalement, il n'y a pas tant de bruit que cela, car 42 particuliers sur 160 000 habitants, on ne peut pas dire que ce soit un sujet prioritaire. Tout le monde en parle, mais il faut bien reconnaître que les démarches pour y accéder sont un peu compliquées.

Six grands thèmes ont été abordés et il est intéressant de voir que, dans cette étude, ce qui est considéré comme le plus pernicieux, le plus perturbateur et le plus infernal est le bruit routier. C'est-à-dire que 53 % de nos concitoyens considèrent que le bruit routier est vraiment celui qui leur est le plus insupportable. Il faut dire que les grands axes routiers et l'autoroute sont des éléments, mais bizarrement, le bruit ferroviaire n'est pas retenu comme un bruit majeur puisqu'il ne représente que 5 %. Le bruit aérien représente 12 %, comme le bruit industriel. Quant aux bruits de voisinage, faut-il vraiment les qualifier comme tels et les mettre au même niveau ? On pourra s'interroger sur cette notion. Par ailleurs, « le bruit routier » est aussi le scooter ou la moto pétaradante qui a l'avantage de vous réveiller à 3 heures du matin. Donc, tout ceci pour faire le point d'une manière générale.

Qu'est-ce qu'il en ressort en définitive ? Dans ce Plan de Prévention, deux éléments.

Premièrement, il s'agit de modifier le chapitre 4, car nous allons l'inscrire tout naturellement dans le nouveau SCOT de la CASA que notre collègue Jean-Bernard MION a en responsabilité, au même titre que le Plan Climat Air Énergie, au même titre que le Plan de Mobilité. Il sera donc intégré dans le SCOT, dans la compréhension globale des enjeux d'urbanisme de notre secteur.

Et enfin, un chapitre 5 a été rajouté concernant l'aéroport Nice-Côte d'Azur dans des actions de prévention.

En conclusion de tout cela, j'allais dire que, la solution au bruit, on l'a. C'est le virus. Dès que tout le monde est confiné, il n'y a plus de bruit.

Monsieur le Président. - Et plus de vie.

Monsieur Lionnel LUCA. - Et plus de vie, effectivement, comme le dit très bien Monsieur le Président. Car, le bruit, c'est l'activité humaine. Et donc, c'est un peu le rocher de Sisyphe que de vouloir prétendre réduire le bruit. Changer le mode de ce qui produit le bruit, c'est notre volonté - passer de modes de déplacements qui sont au contraire perturbateurs à des modes de déplacement doux -, mais les camions sont toujours nécessaires et on en a de plus en plus. Et d'ailleurs, le progrès commercial fait que l'on n'a jamais eu autant de camionnettes de livraison depuis que l'on peut faire ses commandes en direct, ce qui aggrave la circulation routière, mais celle des professionnels par rapport à la circulation traditionnelle.

Il s'agit donc d'un sujet très particulier, très difficile et je pense que l'on pourrait faire pas mal de plans de prévention contre le bruit, jusqu'au cimetière, où c'est généralement assez tranquille, où l'on n'est pas trop dérangé. Comme d'habitude, je le fais de manière un peu provocatrice, mais c'est juste pour obliger à réfléchir par rapport aux intégrismes qui aiment bien se masturber le cerveau pour ne pas produire grand-chose. C'est-à-dire que c'est un objectif à atteindre. Donnons-nous les moyens d'y parvenir, mais soyons aussi lucides pour considérer que c'est un travail de longue durée qui n'est pas si simple que cela. Il faut donc rester humble et modeste devant l'ampleur de la tâche. Sachez simplement que pour notre Communauté d'Agglomération, il y a quand même une volonté d'intervenir, mais on ne le fera pas seuls : Chambre de commerce, Chambre des métiers, associations. C'est un gros travail d'approche et surtout de changement des mentalités. On veut tous sauver la planète, mais il y a toujours des mecs qui vous mettent le sac poubelle le samedi soir, quand les poubelles ne sont pas ramassées.

Cette présentation n'était pas très orthodoxe, Monsieur le Président. Mais, c'était pour l'égayer, car c'est quand même un peu rasoir.

Monsieur le Président. - Cela me convient très bien. Tout le monde l'a bien compris. Et tu as parlé dans un silence... sans bruit.

Monsieur Lionnel LUCA. - Qui m'a fait plaisir, malgré un bruit de fond de la route qui n'est pas loin.

Monsieur le Président. - Madame MURATORE, vous voulez intervenir sur ce sujet.

Madame Michèle MURATORE. - Merci. C'est bien de présenter ce rapport alors qu'il n'est plus obligatoire et le diagnostic est intéressant. Mais, on s'arrête là. Je ne vais pas reprendre tout ce que nous avons déposé à l'enquête publique. Ce qui est assez étonnant, ce sont les réponses simples « C'est aux normes, cela relève des pouvoirs de police du maire » ou ce sont des bruits de voisinage qui ne sont pas concernés par ce rapport. C'est tout. À aucun moment il n'est dit « On va étudier cette situation, que ce soit à nos dépôts ou bien aux autres », car j'ai bien lu toutes les remarques. Et même si c'est aux normes, l'Agence Européenne de l'Environnement prévoit de baisser les limites. Ce plan est pour 5 ans. Il aurait donc fallu anticiper cette baisse pour être toujours aux normes.

De plus, les indices retenus sont une moyenne sur 24 heures. De ce fait, on est aux normes sauf que, dans la journée, il y a des pics de bruit dépassant largement les normes. Ce sont ces pics qu'il faudrait analyser. La moyenne ne présente aucun intérêt. Bien entendu, on nous répond « C'est la règle de calculer comme cela ».

Je voudrais quand même rappeler que le Plan de Prévention du Bruit de l'Environnement est un document réglementaire instauré par une directive européenne relative à l'évaluation et à la

gestion du bruit dans l'environnement. Il vise à éviter, prévenir et réduire les effets nuisibles du bruit sur la santé et l'environnement et il intègre la protection des zones dites « calmes ».

Au-delà du diagnostic, nous devrions trouver dans ce rapport ce qu'il vise à éviter. Concrètement, que fait-on pour éviter le bruit ? On nous renvoie au document d'urbanisme, mais en nous disant qu'on va attendre le SCOT. Que fait-on pour prévenir ? On n'a pas de précision. Pourtant, sur le territoire, on devrait pouvoir mieux cibler les zones d'activités bruyantes de manière à mieux répartir. Là aussi, on le retrouvera sans doute dans le SCOT. Et, « réduire les effets nuisibles du bruit », on n'a pas beaucoup de précisions non plus.

On a un tableau qui nous indique ce qui relève de chaque niveau : l'aéroport, le département, VINCI et les communes. Mais, il n'est pas dit, concrètement, ce qui va être fait par chacun, zone par zone et quand. Il ne suffit pas d'identifier les zones et de dire « On fera ».

Il manque aussi la méthode permettant de maîtriser l'évolution dans les zones calmes. C'est pourtant demandé.

Ce plan couvre la période 2020-2025. Quelques villes ont présenté des projets qui, majoritairement, n'auront que très peu d'impact sur les situations critiques. Je prends l'exemple que je connais le mieux : à Antibes, la zone piétonne du centre-ville, certes, c'est bien, mais c'était déjà fait et cela ne répond pas aux demandes des zones critiques. Nous aurions pu trouver, sur la commune, un engagement à n'utiliser que du revêtement plus silencieux. Cela existe. Sur les ralentisseurs, tout le monde en réclame et après on se plaint du bruit. Or, les ralentisseurs sont cause de bruit.

Monsieur le Président. - Oui.

Madame Michèle MURATORE. - Donc, là aussi, il serait intéressant de faire un pointage du bruit sur les ralentisseurs et les coussins berlinois. Il s'agit d'un enjeu de santé publique. Une politique de prévention coûterait sans doute moins cher à la collectivité. Je rappelle qu'en Europe le bruit est responsable chaque année de 50 000 attaques cardiaques mortelles et 200 000 maladies cardiovasculaires. Merci.

Monsieur le Président. - Il faut quand même un petit peu de cholestérol, d'hypertension, d'obésité et de tabagisme ajoutés pour que le bruit soit le facteur déclenchant de l'infarctus du myocarde. Cela se fait dans un environnement un peu particulier. Monsieur le rapporteur.

Monsieur Lionnel LUCA. - Je peux souscrire à ce que vous dites, Madame MURATORE. Je pense que tous les gens dans cette salle et autour de ces tables sont bien conscients des nuisances occasionnées et des remèdes qu'il serait nécessaire d'apporter. Le problème, ce sont les moyens. Et c'est vrai que quand on vous renvoie aux pouvoirs de police du maire, qui lui-même vous renverra aux pouvoirs de réglementation du préfet, etc., on est quand même très impuissant par rapport à tout un environnement. Le seul moment où l'on a vu concrètement que l'on pouvait réduire le bruit, je le répète, c'est lorsqu'il y a eu le confinement. À ce moment-là, avez-vous vu comme ce silence était impressionnant ? D'ailleurs, il était tellement impressionnant qu'il faisait peur, qu'il créait une angoisse supplémentaire. Donc, il faudrait aussi que l'on mette des médecins, des psychologues, parce qu'il y a un environnement... Il y a des gens qui ne se passent pas de bruit, car ils ont toujours été élevés dans le bruit. Et quand ils vont à la montagne ou à la campagne, ils sont impressionnés et ils sont tellement agacés par le bruit qu'ils veulent égorger le coq qui chante ou la vache qui meugle.

Donc, nos efforts, c'est ce que nous sommes capables de faire au niveau communal, des revêtements, effectivement. Je pense que toutes les collectivités aujourd'hui s'essaient à faire cela. Les coûts ont un peu baissé. Avant, ils étaient exorbitants. On a cette préoccupation-là que l'on n'avait pas dans le passé, mais on a un tel retard et un tel décalage que l'on ne va pas faire des miracles du jour au lendemain.

J'ai parlé tout à l'heure des poids lourds. J'ai parlé tout à l'heure des camionnettes. Pourquoi des familles toléreraient-elles qu'un gamin empoisonne tout un quartier avec son scooter ? Le bruit commence là. « Et pourquoi ne puis-je pas faire la fête ? Parce que je suis confiné, à une heure du matin, j'ai un

anniversaire, mais j'ai prévenu mes voisins ». Tu as peut-être prévenu tes voisins, mais tu emmerdes le monde quand même. C'est tout. Chacun voit midi à sa porte.

Vous le savez, à la Commission environnement à laquelle vous participez, la volonté que nous avons est que l'on est prêt à avoir des corrections que vous pourriez nous proposer. L'Administration n'a pas la science infuse et il faut que les élus s'y impliquent également. Je vous donne donc tout à fait acte des propositions qui peuvent être faites. On peut même refaire une Commission environnement rien que sur ce sujet-là, pour aller dans la pratique des choses et l'élargir à ceux qui, dans cette assemblée, souhaiteraient y participer. C'est un sujet ouvert, qui n'est pas conflictuel et sur lequel nous devons tous avancer pour améliorer la condition de l'environnement général.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur LUCA. Effectivement, je reprends cette proposition. C'est un sujet sur lequel on peut tous se mettre autour de la table. Madame MURATORE, vous l'avez dit vous-même. Par exemple, regardez la poubelle qui ramasse le matin et qui fait du bruit, non pas parce qu'on a mis des bennes qui font du bruit, mais parce qu'il y a un tintement chaque fois qu'elle approche d'un mur. Et quand on dit « Enlevez-moi ce tintement », on répond que c'est obligatoire pour la sécurité. Donc, on a de temps en temps des éléments contradictoires, y compris les ralentisseurs. Vous vivez comme moi dans les quartiers. Chaque fois que j'arrive dans un quartier, on me demande un ralentisseur, sauf que le passage sur le ralentisseur entraîne obligatoirement un bruit, une nuisance.

Essayons donc de regarder comment, dans notre vie quotidienne, on peut améliorer cette situation. Et la proposition de Monsieur LUCA me paraît la bonne solution. On met toutes les techniques et les possibilités autour de la table et on travaille ce sujet de manière spécifique, pour que les plans et les diagnostics puissent avoir des répercussions pratiques.

Sur ce plan, il y a une proposition d'approbation. Je vous demande donc de l'approuver, y compris la stratégie que développe Lionnel LUCA sur le sujet, avec une concertation large.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Je voulais apporter une note positive et dire qu'il y a aujourd'hui des mises en perspectives par rapport aux véhicules à explosion. Cette année, 6 % des véhicules en France sont déjà à l'électrique. L'année prochaine, ils annoncent à peu près 15 % et à l'horizon de 5 ans, 50 % des véhicules en France seront, paraît-il, des véhicules à moteur électrique. Cela devrait donc alléger la capacité de bruit de tous les véhicules qui se déplacent aujourd'hui sur nos territoires. Je dis cela, car c'est peut-être la technologie qui va nous aider à nous sortir du bruit.

Monsieur le Président. - En même temps, moi qui roule en ZOE à la ville, je suis obligé d'utiliser le klaxonne, car les gens t'entendent si peu qu'ils restent au milieu de la route. On a évité un bruit et on le remplace par un autre bruit pour avertir la personne. On voit donc que, de temps en temps, la modernité pose un petit problème.

Monsieur Serge JOVER. - Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour, mes chers collègues. La Commission consultative de l'aéroport de Nice a eu lieu le 9 décembre. On a fait le point au niveau du bruit de l'ensemble des avions et des conséquences sur la CASA. Il s'est avéré qu'au niveau du survol d'Antibes, cette année, il n'y en a pas eu énormément en infractions, dans la mesure où, comme vous l'avez tous très bien dit, on a eu le COVID. Donc, là-dessus, c'est positif.

Concernant le plan du bruit aérien, la carte qui existe aujourd'hui date de 2005. L'État s'est engagé à faire des modifications sur la carte actuelle, mais on ne pourra pas travailler sur une nouvelle carte avant 2023-2024, puisque la situation aérienne est quand même très compliquée.

Par contre, un point où il faut être assez vigilant, c'est qu'en raison de l'extension de l'Arenas, aujourd'hui, le radar actuel de l'aéroport de Nice va modifier le décollage de certains avions, notamment pour le flux nord, c'est-à-dire les avions qui reviennent sur Antibes. Et, pour des raisons d'économie d'énergie, on se retrouve avec des avions qui risquent de survoler plus rapidement, d'une manière plus basse, aux alentours de 5 500 pieds/6 000 pieds. C'est le Parc de Vaugrenier qui est visé au

lieu de décaler directement vers la mer. Pour l'instant, c'est un point dont l'avis a été repoussé puisque l'ensemble des participants n'étaient pas d'accord. Mais, Monsieur le Président, je pense qu'il serait utile que la CASA donne son avis sur ce point, avant que cette délibération arrive en juin 2021.

Monsieur le Président. - Bien sûr. C'est encore un des éléments contradictoires. C'est pour des préservations d'économie d'énergie, et donc d'environnement, que l'on se retrouve avec, éventuellement, une nuisance sonore qui pourrait se trouver déplacée sur les zones urbanisées.

Monsieur Serge JOVER. - Tout à fait. C'est un choix à faire. Est-ce que c'est l'énergie qui doit primer sur le bruit ? Toute la question est là.

Monsieur le Président. - Merci. On passe au vote.

Personne n'est contre ?

Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

On passe maintenant à la délibération 15.

15. SCOT, PCAET, PDM et Qualité de l'air - Adhésion à AtmoSud

Monsieur Lionnel LUCA. - On avait évoqué l'adhésion à AtmoSud dans un précédent Conseil communautaire. Je ne vais donc pas recommencer ce que j'avais déjà dit là-dessus. Là aussi, la pollution de l'air est un fléau qui, parfois, ne se voit pas et ne se respire pas. C'est donc inodore et pourtant, cela crée de nombreuses maladies et de nombreuses conséquences respiratoires. Ce n'est pas au docteur qui est à mes côtés que je l'apprendrai. Donc, je n'insisterai pas. Je me réjouis que notre Communauté d'Agglomération soit adhérente à AtmoSud, qui est vraiment l'outil, l'élément en pointe sur ces problématiques. Donc, cela nous coûtera la somme de 41 200 € qui ne paraît pas exorbitante par rapport au savoir-faire que peut apporter AtmoSud et surtout, sa crédibilité, puisque c'est une émanation pour le compte de l'État parfaitement réglementaire qui doit nous permettre, entre autres - on l'avait évoqué l'autre fois - de mesurer ce niveau de pollution de l'air, d'informer, d'éduquer et de prévenir. Car, tant qu'on ne le voit pas, ce n'est pas important. Mais voir concrètement qu'il y a de la pollution et se dire « Que fait-on pour la réduire ? », cette prise de conscience nous paraît nécessaire. Voilà, Monsieur le Président. J'en ai terminé.

Monsieur le Président. - C'est sur l'adhésion AtmoSud que l'on vous demande votre avis.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

L'adhésion est acceptée.

On passe maintenant à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées. L'ensemble des délibérations est porté par Joseph CESARO, qui va nous parler de tous les transferts qui s'opèrent en ce moment entre les communes et la CASA qui deviennent compétentes dans ce domaine.

EAU POTABLE

16. Compétence Eau potable - Procès-verbaux de transfert

Monsieur Joseph CESARO. - Merci, Monsieur le Président. Bonjour à tous. Quelques délibérations un peu techniques. Le transfert de la compétence eau potable concerne l'approvisionnement en eau potable, à savoir la production, le traitement et la distribution. Ce transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition à titre gratuit des biens meubles, immeubles, nécessaires à l'exercice de cette compétence. Cette mise à disposition doit être constatée

par un procès-verbal établi contradictoirement entre la commune et la CASA, en précisant la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de leur remise en état. Ainsi, les procès-verbaux de mise à disposition des biens ont été établis entre les communes concernées au profit de la CASA pour l'exercice de compétence. Les procès-verbaux identifient les biens sur la base des connaissances actuelles et feront l'objet d'avenants lorsque les recensements auront été affinés.

Il vous est proposé d'approuver les procès-verbaux de mise à disposition de biens des communes concernées au profit de la CASA joints en annexe, d'autoriser le Président ou moi-même à signer lesdits procès-verbaux et tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Président. - On passe au vote.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Délibération suivante, dans la même veine.

17. Délégation de la compétence eau potable entre la commune de Châteauneuf Grasse et la CASA - Convention

Monsieur Joseph CESARO. - Ici, il s'agit d'une convention entre la CASA et la commune de Châteauneuf Grasse, dans le cadre de la loi 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la ville locale et la proximité de l'action publique. Cette loi a prévu en son article 14 la possibilité pour les communautés d'agglomération de déléguer tout ou partie de la compétence relative à l'eau à leurs communes membres qui en feraient la demande. Seule la commune de Châteauneuf l'a demandé en date du 29 juin 2020. Donc, la présente convention de délégation de compétence entend confier, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2026 à la commune, la gestion au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de la compétence distribution de l'eau potable et a pour objet la définition des moyens permettant d'assurer la continuité de ladite compétence.

Dans l'intérêt d'une bonne organisation des services et pour permettre d'assurer la bonne marche du service à compter du 1^{er} janvier 2021, il apparaît nécessaire de mettre en place, par convention, les moyens d'assurer la continuité de la gestion de la compétence concernées. Cette convention n'entraîne pas un transfert de compétences, mais une délégation de compétence « distribution de l'eau potable ».

Il vous est donc proposé d'approuver la demande de la commune de Châteauneuf-de-Grasse en date du 29 juin 2020, de se voir déléguer la distribution de l'eau potable, composante de la compétence générale d'approvisionnement en eau potable, d'approuver la convention de délégation de la compétence et d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents.

Monsieur le Président. - On passe au vote pour le village gaulois de Châteauneuf, qui reste le seul à garder son autonomie dans ce domaine.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe à la 18.

18. Installation d'un dispositif de vidéoprotection sur le réservoir de la Commune de Roquefort-Les-Pins - Avenant n° 1 la convention

Monsieur Joseph CESARO. - En date du 7 octobre 2023, la commune et le délégataire ont convenu par convention l'installation, l'exploitation et l'entretien du dispositif de vidéoprotection et de ses équipements périphériques sur l'emprise du réservoir, dans des conditions n'apportant aucune gêne à l'exploitation de l'ouvrage précité. Il est précisé que ce dispositif n'est pas en lien avec le service public de l'eau. Cette convention prévoyait dans son article 12 que la date d'échéance de cette dernière

correspondait à la date du contrat d'exploitation du réseau d'eau potable, soit le 31 décembre 2020. Par avenant n° 2 au contrat d'exploitation, l'échange du contrat de délégation du service public d'eau potable a été prorogé au 31 décembre 2025. Donc, il convenait d'ajuster les deux dates.

C'est la raison pour laquelle on vous propose d'approuver l'avenant n° 1 à la convention d'installation du dispositif de vidéoprotection sur le réservoir de la commune de Roquefort-Les-Pins et d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ni s'abstient ?

La délibération est adoptée.

On passe à l'avenant n° 4.

19. Contrat de délégation du Service Public d'eau potable de la commune du Bar-Sur-Loup - Avenant n° 4 avec la SPL Hydropolis

Monsieur Joseph CESARO. - La commune de Bar-Sur-Loup a délégué son service public de l'eau à la SPL Hydropolis entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019. Le délégant était la commune de Bar-Sur-Loup. Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 1^{er} avril 2019 portant sur la prise de compétence « approvisionnement en eau potable », au 1^{er} janvier 2020 la CASA est devenue compétente en matière d'approvisionnement d'eau potable sur son territoire en lieu et place de ses communes membres, dont fait partie la commune de Bar-Sur-Loup.

En application de l'article 1321-2 du CGCT, la CASA s'est substituée à la commune de Bar-Sur-Loup en qualité d'autorité délégante et co-contractante de la Société Publique Locale Hydropolis. Il est proposé d'insérer une clause de révision des tarifs non intégrés initialement dans le contrat au travers d'un avenant n° 4 au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune de Bar-Sur-Loup.

Il vous est demandé d'approuver l'avenant n° 4 et d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

Monsieur le Président. - Même vote ?

Même vote.

On passe à la même thématique, l'assainissement des eaux usées, en parallélisme avec celle de l'eau potable, donc, la 20.

ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

20. Compétence assainissement des eaux usées - Procès-verbaux de transfert

Monsieur Joseph CESARO. - La 20 concerne les procès-verbaux de transfert. On a quasiment les mêmes objets que tout à l'heure, puisqu'il s'agit de mettre à disposition à titre gratuit les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exécution de la compétence d'assainissement des eaux usées. Cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la commune et la CASA présidant la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de leur remise en état. Les procès-verbaux de mise à disposition des biens ont été établis pour les communes concernées au profit de la CASA pour l'exercice desdites compétences. Ces procès-verbaux identifient les biens sur la base des connaissances actuelles et feront l'objet d'avenants lorsque leurs recensements auront été affinés.

J'ai déjà un avenant à vous proposer, car les constats ont été faits pour toutes les communes. Mais, pour la commune de Villeneuve-Loubet, on constate simplement que dans le procès-verbal de mise à disposition de biens par la commune de Villeneuve-Loubet, il a été apporté des modifications sur les équipements, le groupe électrogène se trouvant sur le PR EU Pont-du-Loup et non

sur celui des Ferrayonnes. Il est nécessaire de corriger le rapport en ce sens. On a donc un premier avenant pour la commune de Villeneuve-Loubet.

Il vous est demandé d'approuver les procès-verbaux des biens des 24 communes au profit de la CASA joints en annexe et d'autoriser Monsieur le Président ou moi-même à signer lesdits procès-verbaux et tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération. Je tiens à préciser que ces procès-verbaux sont derrière moi et qu'il conviendrait de les signer avant de partir d'ici.

Monsieur le Président. - Personne ne sortira sinon, jusqu'au couvre-feu. Donc, sur la compétence assainissement et les procès-verbaux de transfert, personne n'est contre ? Pas d'abstention ? On passe à la délégation de la compétence assainissement des eaux usées. Je suis désolé, mais on est obligé de délibérer sur toutes ces choses-là, qui reprennent les conventions de transfert.

21. Délégation de la compétence assainissement des eaux usées entre la Commune de Châteauneuf Grasse et la CASA - Convention

Monsieur Joseph CESARO. - La commune de Châteauneuf Grasse a souhaité avoir une compétence assainissement sur les eaux usées. Elle a demandé, en date du 29 juin 2020, d'avoir une convention de délégation de compétence entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2026, une convention qui délègue à la commune la gestion au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération des compétences « collecte des eaux usées et assainissement non collectif des eaux usées ». Cette convention n'entraîne pas un transfert de compétences, mais une délégation des compétences « collecte des eaux usées et assainissement non collectif des eaux usées ». Elle s'appliquera donc à partir du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2026.

Il vous est demandé d'approuver la demande de la commune de Châteauneuf Grasse, d'approuver la convention de délégation de compétence et d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tous les actes afférents.

Monsieur le Président. - Merci.

Même vote ?

Pas d'abstention ?

Pas de vote contre ?

On passe à la 22.

22. Assainissement des eaux usées - Régie à simple autonomie financière - Modification des statuts

Monsieur Joseph CESARO. - La délibération 22 concerne la commune de Biot et son intégration dans la Régie à simple autonomie financière. Il s'agit de modifier les statuts de cette Régie pour tenir compte du fait que la commune de Biot a souhaité s'éloigner de la SPL Hydropolis pour rejoindre la Régie à simple autonomie financière. Dans ce but, il faut que les articles des statuts entérinent ce changement.

Cette modification engendre la modification des statuts, l'article 3 concernant l'objet, l'article 6 relatif à l'attribution du directeur et l'article 22 relatif à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021 des statuts modifiés. Il est proposé au Conseil d'approuver les nouveaux statuts de la Régie dotée de la seule autonomie financière dont le projet est joint en annexe.

Monsieur le Président. - On passe au vote. Vous l'avez compris, la commune de Biot, modification des statuts pour l'intégrer.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.
On passe à la 23.

23. Assainissement des eaux usées - Modalités de versement de la prime d'épuration de la Commune de Vallauris

Monsieur Joseph CESARO. - Il s'agit ici d'entériner quelque chose qui se passait déjà. Vu le contrat de délégation de service public de l'assainissement de la commune de Vallauris en date du 5 septembre 2005 conclu avec la société SUEZ relatif à l'exploitation du système d'assainissement collectif communal qui prévoit en son article 16 le versement direct au délégataire de l'aide à la performance épuratoire annuelle attribuée par l'agence de l'eau Rhône, Méditerranée et Corse, cette recette d'exploitation est ainsi intégrée au compte d'exploitation prévisionnel du délégataire et participe à l'équilibre économique du contrat de délégation de service public.

Cette disposition contractuelle était parallèlement complétée par une délibération au Conseil municipal de Vallauris, autorisant l'agence de l'eau à verser directement cette aide au délégataire de service public dans le respect des règles fixées par le Conseil d'administration de l'agence de l'eau.

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence assainissement des eaux usées au 1^{er} janvier 2020, il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser l'agence de l'eau Rhône, Méditerranée et Corse à verser l'aide à la performance épuratoire du système d'assainissement collectif de Vallauris à la société SUEZ EAU FRANCE, conformément aux dispositions contractuelles.

Monsieur le Président. - Merci.

Sur la 23 et ses modalités de versement de la prime d'épuration, personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

On passe au contrat de délégation du service public d'assainissement de la commune de Bar-Sur-Loup, avec un avenant avec la SPL Hydropolis. C'est simple. Il y a interrogation écrite entre Hydropolis, transfert, les SPL, les délibérations, les délégations de service public. C'est d'une simplicité biblique, tous ces transferts. Je remercie au passage Joseph CESARO de rentrer dans cette complexité.

24. Contrat de délégation du Service Public d'Assainissement de la commune du Bar-Sur-Loup - Avenant n° 2 avec la SPL Hydropolis

Monsieur Joseph CESARO. - Il s'agit simplement de constater qu'il manque un article dans le contrat de délégation de service public. Le contrat de délégation de service public relatif à l'assainissement a été conclu par la délibération 2019-065 en date du 26 septembre 2019. Depuis le début du contrat, un avenant n° 1 été conclu, qui a eu pour objet la modification des tarifs figurant dans l'annexe 3 du contrat et du fonds contractuel consacré aux travaux dits « lots concessifs ». Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019, le délégant était la commune de Bar-Sur-Loup.

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 1^{er} avril 2019 portant sur la prise de compétence assainissement des eaux usées à compter du 1^{er} janvier 2020, en application de l'article 1321-2, la CASA s'est substituée à la commune de Bar-Sur-Loup en qualité d'autorité délégante et co-contractante de la Société Publique Locale Hydropolis, dans l'exécution du contrat de délégation de service public précité à compter de cette date.

Il est proposé d'insérer une clause de révision des tarifs non intégrée initialement dans le contrat, au travers d'un avenant n° 2 au contrat de délégation de service public de l'assainissement de la commune de Bar-Sur-Loup. Il s'agit d'approuver l'avenant n° 2, d'approuver les incidences financières découlant de cet avenant et d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant.

Monsieur le Président. - Très bien.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On aborde maintenant la gestion du SPANC. Vous le savez, c'est l'assainissement non collectif à la demande de la ville de Roquefort-Les-Pins.

25. Guichet unique eau et assainissement et gestion du SPANC - Convention avec la Commune de Roquefort-Les-Pins

Monsieur Joseph CESARO. - La commune de Roquefort-Les-Pins souhaite passer une convention concernant le guichet unique, la CASA étant compétente pour l'eau potable et l'assainissement des eaux usées. Depuis le 1^{er} janvier 2020, la commune de Roquefort-Les-Pins a sollicité une répartition des missions dans la gestion des compétences transférées entre la commune et la CASA, basée sur une répartition entre la gestion opérationnelle pour la commune et la gestion administrative pour la CASA.

Considérant qu'en vertu de l'article L.5215-27 applicable aux communautés d'agglomération par renvoi de l'article L.5216-7-1 du même code, une Communauté d'Agglomération peut confier par convention la gestion de certains services relevant de ses attributions à une commune ou à toute autre collectivité ou établissement public, qu'une telle convention n'entraîne pas un transfert de compétences, mais une délégation de la gestion des services.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique, les Communautés d'Agglomération peuvent déléguer par convention tout ou partie des compétences relatives à l'eau, l'assainissement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales urbaines à leurs communes membres qui en feraient la demande.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la CASA exerce en lieu et place des communes membres les compétences eau potable et assainissement des eaux usées, laquelle recouvre, d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part l'assainissement non collectif des eaux usées.

Considérant qu'afin d'optimiser les conditions techniques et financières de la mise en œuvre, la CASA et la commune s'accordent sur le principe de confier la gestion opérationnelle d'une partie du service public de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de la commune de Roquefort-Les-Pins, dans le cadre d'une convention visée à l'article L.5216-5.

Il est proposé de définir au travers d'une convention les conditions et les modalités de gestion desdites compétences. Concernant la compétence « eau potable », la commune assurera le guichet opérationnel unique des usagers et elle saisit la CASA pour les interventions en lien avec le délégataire.

Concernant la compétence « assainissement des eaux usées » et plus particulièrement l'assainissement collectif, la commune assurera le guichet opérationnel unique des usagers et elle saisit la CASA pour les interventions en lien avec le délégataire.

Concernant l'assainissement non collectif, la commune assurera la gestion des missions suivantes :

- la préparation de la visite de contrôle ;
- la planification des interventions ;
- la supervision de l'organe de contrôle ;
- le suivi de l'intervention ;
- la centralisation des rapports.

Monsieur le Président. - Sur cette belle « redélégation » du SPANC à la commune de Roquefort-Les-Pins, qui est parfaitement dans le cadre légal, personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.
On passe à l'action culturelle avec Michel ROSSI.

ACTION CULTURELLE

26. ANTHEA - Convention de billetterie Office du Tourisme d'Antibes - MAQ 2021

Monsieur Michel ROSSI. - Merci, Monsieur le Président. Il s'agit de la billetterie des Nuits d'Antibes, un festival qui est co-organisé par l'Office du Tourisme d'Antibes et les casinos dans le cadre des manifestations artistiques de qualité. Les spectacles se déroulent à ANTHEA. Pour faciliter la billetterie, ANTHEA accepte de vendre des billets pour ces manifestations. Il s'agit donc d'approuver une convention qui permet de mettre en place ce dispositif de vente de billets par la CASA au travers de la SPL, pour le compte de la ville d'Antibes et de son festival des Nuits d'Antibes.

Monsieur le Président. - En réalité, vous l'avez bien compris, comme le dit Monsieur ROSSI, le festival des Nuits d'Antibes fait partie intégrante d'une programmation d'ANTHEA. Les collectivités subventionnent bien entendu ANTHEA, mais les manifestations artistiques de qualité qui sont payées par les casinos ne peuvent pas le faire à une SPL. Ils sont obligés de le faire à un EPIC. C'est la raison pour laquelle - pardon d'utiliser cette formule qui est désagréable pour l'Office du Tourisme - on est obligé de passer par l'Office du Tourisme boîte aux lettres qui organise la manifestation, pour pouvoir toucher la subvention du casino qui, lui-même, la répercute sur l'organisation d'ANTHEA. C'est donc une façon de permettre aux casinos qui ont, au travers des manifestations artistiques de qualité, la possibilité de subventionner la culture, d'accéder à ANTHEA qui ne pourrait pas le faire si l'on était uniquement dans le cadre d'une SPL. Cette convention est donc indispensable pour avoir 700 000 € de La Siesta, ce qui est loin d'être négligeable.

Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? « ANTHEA, nouvelle convention type de mécénat », en espérant et en remerciant tous les mécènes qui continuent à aider le théâtre, malgré la pause prolongée que nous sommes en train de subir.

27. ANTHEA - Nouvelle convention type de mécénat

Monsieur Michel ROSSI. - Justement, la CASA souhaite poursuivre la recherche de partenaires extérieurs, grâce au mécénat. Il s'agit de créer une tranche « ++ » de mécénat, un mécénat d'honneur pour 25 000 €. Ce mécénat d'honneur ouvre plusieurs possibilités, d'abord, la possibilité d'accéder aux répétitions, d'avoir un accueil personnalisé, et surtout d'avoir une réduction d'impôts d'un montant de 60 %, ce qui n'est pas négligeable, bien sûr dans une limite de 5 pour 1 000. Il vous est donc proposé d'approuver cette nouvelle convention s'adressant à une autre tranche de mécènes, une tranche plus au-dessus de celle qui existe aujourd'hui, qui est déjà importante et qui rapporte beaucoup à ANTHEA.

Monsieur le Président. - Sur ce mécénat que l'on espère pérenne et à nouveau en présentiel, on vous propose une délibération à approuver. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est approuvée. Après avoir remercié Monsieur ROSSI, on va passer à Gérald LOMBARDO qui va nous parler finances et qui va nous faire une belle série basée sur deux choses : les transferts des compétences que vous avez déjà subis lors des délibérations précédentes et les avances de subventions, compte tenu du fait que l'on votera le budget dans le premier trimestre de l'année 2021. Il faut donc commencer à avoir des activités. Je cède la parole au Vice-Président LOMBARDO, chargé des finances de la CASA.

FINANCES

28. Budget Annexe « Eau - Activités Délégées » - Budget Supplémentaire de l'année 2020

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président.

Je rappelle à mes chers collègues que la totalité des délibérations 28 à 42 concerne le vote des Budgets Supplémentaires pour l'année 2020 ou des ouvertures de crédits anticipés concernant les différents Budgets « Eau-Assainissement-Théâtre-Pépinère-Transports ». Je précise, car cela pourrait paraître confus, que dans cette logique, nous avons des Budgets « Eau et Assainissement » : certains sont gérés en Activités Délégées, c'est-à-dire en DSP, et d'autres en Régie Autonome.

Donc, à chaque fois, après une première lecture que je ne ferai qu'une fois, je vais renouveler des chiffres. Je suis maintenant habitué à ces chiffres et, avant Noël, je vais vous en offrir quelques-uns.

Je précise également que la délibération 32 concerne l'ouverture anticipée des crédits de l'année 2021 du Budget Principal et que la délibération 43 concerne le recueil des tarifs communautaires.

Comme vient de le dire Monsieur le Président, je rappelle :

- Que dans le cadre de la prise de compétence « eau potable », la Communauté d'Agglomération exerce maintenant ce service public d'approvisionnement en eau,
- Que dans le cadre de ce transfert, les communes membres apportent les biens meubles et immeubles, et résultats et autres financements figurant au bilan de leurs Budgets Annexes respectifs au 31 décembre 2019.

Il convient donc pour la CASA de formaliser la reprise des résultats et d'allouer ces moyens supplémentaires à l'exercice du service public « Approvisionnement en eau ».

Il est proposé au Conseil communautaire et il vous est donc proposé d'approuver le Budget Supplémentaire, tant en recettes qu'en dépenses, se présentant de manière synthétique de la façon suivante (je précise qu'il s'agit là du Budget « Eau-Activités Délégées ») :

En section d'exploitation (je vous épargne les centimes) :

- dépenses : 1 870 204 € ;
- recettes : 1 870 204 € (nous sommes en parfait équilibre).

En section d'investissements :

- dépenses : 4 389 670 € ;
- recettes : 4 389 670 € (en équilibre également).

Total :

- total dépenses : 6 259 875 € ;
- total recettes : 6 259 875 €.

Monsieur le Président, je vous propose de les passer toutes dans la foulée et de les voter d'un seul bloc, si vous en êtes d'accord.

Monsieur le Président. - Je préférerais que l'on vote la première, si vous le voulez bien, Monsieur le Vice-Président et qu'ensuite, en annonçant le numéro, je confirme auprès de l'ensemble de l'assemblée que le vote est conforme.

Sur la 28, y a-t-il des votes contre, des interventions ?

Il n'y a pas d'intervention ?

Pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

29. Budget Annexe « Assainissement - Activités Déléguées » - Budget Supplémentaire de l'année 2020

Monsieur Gérald LOMBARDO. - La 29 concerne, en DSP, l'« Assainissement-Activités Déléguées ». Il vous est proposé d'approuver le Budget Supplémentaire, tant en recettes qu'en dépenses, se présentant de manière synthétique de la façon suivante :

En section d'exploitation :

- dépenses : 2 723 049 € ;
- recettes : 2 723 049 € (équilibre parfait).

En section d'investissements :

- dépenses : 4 143 773 € ;
- recettes : 4 143 773 € (un équilibre également).

Total :

- total dépenses : 6 866 822 € ;
- total recettes (un équilibre également) : 6 866 822, 90 € (je donne les centimes cette fois-ci).

Monsieur le Président. - Ça tombe juste. Même vote ? Même vote.

30. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Eau » - Budget Supplémentaire de l'année 2020

Monsieur Gérald LOMBARDO. - On passe dans les Régies à Autonomie Financière pour l'eau, toujours dans le cadre de ce transfert. Je vous épargne toute la lecture. Il convient donc d'approuver le Budget Supplémentaire, également en recettes et en dépenses, se présentant de manière synthétique de la façon suivante :

En section d'exploitation :

- dépenses : 36 076 € ;
- recettes : 36 076 €.

En section d'investissements :

- dépenses : 251 238 € ;
- recettes : 251 238 € (en parfait équilibre).

Total :

- total dépenses : 287 314 € ;
- total recettes : 287 314 €.

Là aussi, en parfait équilibre, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Bravo. Même vote ? Même vote.

31. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Assainissement » - Budget Supplémentaire de l'année 2020

Monsieur Gérald LOMBARDO. - On passe une fois de plus en Régie à Autonomie Financière, mais pour l'assainissement. Je vais directement aux chiffres :

En section d'exploitation :

- dépenses : 1 712 360 € ;
- recettes : 1 712 360 € (en parfait équilibre).

En section d'investissements :

- dépenses : 1 742 053 € ;
- recettes : 1 742 053 €.

Total :

- total dépenses : 3 454 414 € ;

- total recettes : 3 454 414, 22 € (les 22 étant, pour les quatre chiffres, identiques).

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ni s'abstient ?

Même vote.

On passe à l'ouverture anticipée des crédits qui est la deuxième phase.

32. Budget Principal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - C'est une phase qui concerne notre Budget-Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021. Je rappelle que lorsque le Budget Principal n'est pas voté avant le 31 décembre, il convient de donner la possibilité à la Communauté d'Agglomération de continuer à fonctionner. Donc, en matière de dépenses de fonctionnement, il convient notamment de prévoir les versements d'avance sur subventions pour les organismes dépendants de la CASA. Et s'agissant des dépenses d'investissement, l'exécutif de la collectivité peut engager des montants à hauteur de ceux ouverts au Budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement.

Donc, le montant des crédits d'investissement hors dette, comme je viens de le dire, ouvert au Budget Primitif de l'année 2020, s'élève à 15 336 412 €. En conséquence, il vous est demandé une autorisation d'ouverture des crédits dans la limite de 25 %, à la hauteur de la somme de 3 834 103,09 €. Voilà, Monsieur le Président, concernant le Budget Principal de l'année 2021.

Monsieur le Président. - Très bien.

Sur l'ouverture anticipée des crédits, il n'y a pas d'interventions, pas de vote contre, pas d'abstention ?

On passe au point suivant.

33. Budget Annexe « Eau - Activités Délégées » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Je reviens sur l'eau, c'est une gymnastique assez spéciale.

Monsieur le Président. - C'est pareil que la 32.

Monsieur Gérald LOMBARDO. - C'est pareil. Tout cela est très juridico-administratif, mais, comme l'ont dit tout à l'heure Monsieur le Président et Joseph CESARO, cela découle de tout ce transfert de compétences. Concernant cette Activité Délégée, je vais directement aux montants des crédits d'investissement, qui pour le Budget 2020, s'élevait à 5 545 878 €. En conséquence, l'autorisation d'ouverture de crédits s'établit à la somme de 1 386 469 €. Voilà, Monsieur le Président, pour la 33.

Monsieur le Président. - Votez.

Même vote ?

Même vote.

La 34.

34. Budget Annexe « Assainissement - Activités Délégées » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Je vais directement aux chiffres, puisqu'il s'agit là de l'assainissement. Donc, le montant des crédits pour l'année 2020 de ce Budget Annexe est à 3 295 267 €. En conséquence, il convient d'autoriser l'ouverture des crédits qui s'établit à la somme de 823 816 €.

Monsieur le Président. - Même vote pour la 34 ? Même vote. On passe au Budget Annexe GeMAPI en 35.

35. Budget Annexe « GeMAPI » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - GeMAPI. Le montant des crédits d'investissement s'élève à 14 677 127 €. En conséquence, il convient d'autoriser l'ouverture des crédits dans la limite de 25 %, soit la somme de 3 669 281 €.

Monsieur le Président. - Même vote ?
Même vote.
On passe donc aux Parcs d'Activité en 36.

36. Budget Annexe « Aménagement des Parcs d'Activité » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Pour la 36, le montant des crédits d'investissement 2020 s'élève à 6 411 339 €. Et, la limite de 25 % de cette somme représente 1 602 834 €.

Monsieur le Président. - Même vote ?
Même vote.
On passe au Théâtre Communautaire d'Antibes.

37. Budget Annexe « Théâtre Communautaire d'Antibes » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Le Théâtre Communautaire. Le montant des crédits d'investissement dans l'année 2020 s'élève à 175 000 €. Il convient donc d'autoriser l'ouverture des crédits, toujours dans la limite des 25 %, à hauteur de 43 750 €.

Monsieur le Président. - Même vote ?
On passe aux Pépinières en 38.

38. Budget Annexe des Pépinières - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Pépinières. Le montant des crédits 2020 s'élevait, ou s'élève, à 128 426 €, 25 %, cela représente 32 106 €. Il convient donc de procéder à l'ouverture des crédits correspondants.

Monsieur le Président. - Merci.
On passe donc maintenant à la délibération suivante, après un vote identique ?
Vote identique.

39. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Eau » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Pour la 39, Budget de la Régie à Autonomie Financière - là aussi, montant des crédits, hors dettes toujours, je le précise à chaque fois -, la Régie s'élève à 397 833 €. En conséquence, il convient d'autoriser l'ouverture des crédits à la hauteur de 99 458 €.

Monsieur le Président. - Même vote ?

Même vote.

On passe à la 40.

40. Budget de la Régie à Autonomie Financière « Assainissement » - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - On passe à l'Assainissement. Je vous donne les quelques chiffres utiles. Le montant des crédits d'investissement s'élève, dans ce Budget Régie, à 5 036 800 €. En conséquence, il convient d'autoriser l'ouverture des crédits à hauteur de la somme de 1 259 200 €.

Monsieur le Président. - Même vote ?

Même vote.

On passe à la 41.

41. Budget de la Régie à Autonomie Financière des Transports - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - On change un peu de modèle. Il s'agit des Transports. Concernant le montant des crédits en matière de Transports, et là, on voit quand même que c'est un sujet important, le Budget de la Régie s'élève 26 452 368 €. Il convient donc de faire une ouverture de crédits à hauteur de la somme de 6 613 092 €.

Monsieur le Président. - Même vote ?

Pas d'abstention ?

Pas de vote contre ?

On passe à la 42.

42. Budget de la Régie à Autonomie Financière de l'Office de Tourisme Intercommunal - Ouverture anticipée des crédits de l'année 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Là, c'est beaucoup plus petit, tout d'un coup, on chute dans les chiffres. Le Budget de l'année 2020 et hors report s'élève à la hauteur de 9 300 €. En conséquence, vous avez la possibilité de donner l'autorisation d'ouverture de crédits qui s'établit à la somme de 2 325 €.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe maintenant à la 43 qui a un autre caractère, puisque c'est le recueil des tarifs communautaires avec leur actualisation.

43. Recueil des tarifs communautaires - Actualisation

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Actualisation de ces tarifs communautaires qui reprennent à la fois les services exploités en Régie et ceux exploités en délégation de service public, ainsi que ceux qui sont assujettis à la TVA ou non assujettis. Le premier concerne ANTHERA qui ajuste son tarif d'abonnement en « 100 % Passion », qui permet aux usagers d'assister à l'ensemble des spectacles programmés au titre d'une saison artistique. Et par la même occasion, le Conseil communautaire a également décidé de simplifier la gestion du parking d'ANTHERA en étendant la gratuité de son accès à l'ensemble de ces plages d'ouverture au public.

Ensuite, cela concerne le Complexe Aquatique Nautipolis exploité par la société ACTION DÉVELOPPEMENT LOISIR dans le cadre d'une concession de service public. La grille tarifaire a été rationalisée. Donc, il convient d'appliquer une indexation contractuelle à compter de septembre 2020. De plus, la pose d'une barrière permettant de contrôler l'accès au parc de stationnement du complexe induira une tarification spécifique qui a été prévue.

En outre, la CASA qui est compétente en matière d'assainissement des eaux usées - on l'a dit et répété tout au long de cette réunion - a repris la gestion en Régie Directe du transport et du traitement des effluents émis sur le territoire des communes de Châteauneuf et d'Opio. Il a donc été nécessaire d'approuver un tarif pour ces prestations, tarif qui est strictement demeuré celui précédemment facturé aux usagers par le titulaire du contrat de délégation de service public. Donc, mêmes conditions, même tarif à appliquer.

Enfin, je termine par la gamme tarifaire de la Régie des Transports Envibus qui a ajusté son zonage de tarification Pass Sud Azur afin d'y intégrer la Principauté de Monaco. Ainsi, les usagers y ayant recours bénéficient d'une offre multimodale couvrant l'intégralité du territoire des départements des Alpes-Maritimes et celui de la Principauté de Monaco.

De plus, il a été décidé, dans le cadre d'une décision de décembre 2020, d'autoriser l'accès à la ligne A du bus-tram aux usagers détenteurs d'un « Pass navette centre-ville », plus la ligne 100. De façon complémentaire, le Conseil communautaire a décidé de créer un tarif mensuel pour les accompagnateurs de personnes à mobilité réduite, aligné sur celui applicable à ces dernières.

Voilà, Monsieur le Président, concernant ces recueils des tarifs que vous avez en annexe.

Monsieur le Président. - Merci.

On a vu que ces tarifs sont tous attractifs et qu'ils ne bougent pas car le pouvoir d'achat est bien sûr les taxes, mais ce sont aussi les tarifs.

Sur le recueil des tarifs communautaires et l'actualisation, on demande l'avis du Conseil.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Je remercie le travail fastidieux du Président LOMBARDO et on passe aux décisions sur les Ressources Humaines, sur six délibérations qui ont bien sûr fait l'objet d'un accord unanime des partenaires sociaux. Le 44, Monsieur Frédéric POMA.

RESSOURCES HUMAINES

44. Accord-cadre Télétravail

Monsieur Frédéric POMA. - Merci, Monsieur le Président.

Pour la délibération 44, il s'agit d'une actualisation concernant le télétravail. C'est une délibération qui comporte 10 pages, dont je vais vous épargner la lecture. Il convient d'adopter les mises à jour de l'accord-cadre du dispositif du télétravail au 1^{er} janvier 2021 qui a été vu au CT du 30 novembre 2020. Les modifications sont les suivantes :

- possibilité de télétravailler depuis un lieu identifié, autre que son domicile ;
- possibilité d'avoir recours au télétravail dans des situations exceptionnelles, notamment des raisons médicales.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'approuver l'ajustement du télétravail au sein de la CASA à compter du 1^{er} janvier 2021, pour une durée indéterminée.

La validation des critères et modalités d'exercice du télétravail telles que définies dans le document est que les crédits correspondants soient inscrits au budget.

Monsieur le Président. - Très bien.

Sur cet accord télétravail qui a été, pardonnez-moi l'expression, un peu boosté pendant la période COVID, je vous demande votre accord qui correspond, comme l'a dit Monsieur le Vice-Président POMA, à un accord avec les partenaires sociaux au sein du CT.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe à l'ajustement du tableau des effectifs.

45. Ajustement du tableau des effectifs

Monsieur Frédéric POMA. - La délibération 45 concerne la réorganisation de deux directions, cent créations de postes. Tout d'abord est concernée la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique, avec la création d'une unité Création et gestion du contenu numérique et la transformation d'un poste de chargé de développement thématique, poste de catégorie A, en un poste de responsable d'unité catégorie A ou B, qui n'engendre pas de coût supplémentaire.

Deuxième direction, la Direction Exploitation Envinet, avec la transformation d'un poste d'agent en logistique de catégorie C au sein de l'équipe Entretien du CTC et des équipements de collecte en un poste d'agent de collecte catégorie C au sein de l'équipe Collecte des encombrants.

Transformation également d'un poste de responsable d'équipe de catégorie C et B au sein de l'équipe Collecte des encombrants en un poste d'agent de collecte catégorie C au sein de l'équipe Jour.

Fusion de l'équipe Jour avec l'équipe Haut et moyen pays.

Et enfin, transfert de la mission Entretien du CTC au sein de l'équipe Planification suivi administratif et gestion des stocks.

Transformation d'un poste d'agent de collecte catégorie C au sein de la Direction Exploitation Envinet, en un poste d'agent logistique de catégorie C au sein de la Direction Envinet Stratégie et Études.

Je rappelle que c'est une réorganisation et une transformation à coût constant.

Enfin, transformation des postes avec modification du tableau des effectifs, puisque la CASA constate une rotation des personnels liés à la nomination par voie d'avancement de grade, de promotion interne et de réussite de concours. Ces mouvements nécessitent l'ajustement du tableau des effectifs et les coûts induits sont déjà pris en compte dans le GVT, ce qu'on appelle « le Glissement Vieillesse Technicité ». Pour information, le 21 décembre 2020, 651 postes permanents sont inscrits au tableau des effectifs.

Il est donc demandé au Conseil communautaire d'approuver la réorganisation de la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique, d'approuver la réorganisation de la Direction Exploitation Envinet et de la Direction Études et Stratégie Envinet et d'adopter le tableau des effectifs reçu en documentation.

Monsieur le Président. - Merci. Vous l'avez vu, on a des modifications, mais qui restent à effectifs constants, ce qui permet un fonctionnement qui n'est pas inflationniste. Et je me réjouis, comme Monsieur Frédéric POMA, de la très bonne collaboration que l'on a avec les partenaires sociaux au niveau de la Communauté d'Agglomération.

Sur la 45, sur cet ajustement, personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe à la 46. Chacun sait que le Directeur Général Adjoint Vie Sociale et Culturelle est partagé entre la ville d'Antibes et la Communauté d'Agglomération.

46. Convention de mutualisation de l'emploi partagé de Directeur Général Adjoint Vie Sociale et Culturelle - Renouvellement

Monsieur Frédéric POMA. - Absolument. Cela concerne le renouvellement de la Convention de mutualisation de l'emploi partagé de Directeur Général Adjoint Vie Sociale et Culturelle. En effet, dans le cadre d'un processus de coopération renforcée, l'emploi de DGA Vie Sociale et Culturelle de la ville d'Antibes et de la CASA a été mutualisé par convention en date du 15 janvier 2018 pour une durée de 3 ans, selon le périmètre suivant :

- 80 % ville d'Antibes ;
- 20 % CASA.

La convention arrivant à échéance, il convient de la renouveler dans les mêmes conditions au 15 janvier 2021.

Il est donc demandé au Conseil communautaire d'approuver les termes de la convention de mutualisation du Directeur Général Adjoint des services Vie Sociale et Culturelle, dont le projet est joint dans la documentation, de m'autoriser en tant que Vice-Président Délégué aux Ressources Humaines à signer ladite convention et de m'autoriser à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Président. - Merci.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe aux lignes directrices de gestion, suite aux modifications législatives réglementaires.

47. Information - Lignes directrices de gestion

Monsieur Frédéric POMA. - Il s'agit d'une information concernant les lignes directrices de gestion RH. L'une des innovations de la loi du 6 août 2019 dite de « Transformation de la fonction publique » consiste en l'obligation pour toutes les collectivités territoriales de définir ce que l'on appelle « les lignes directrices de gestion » (LDG).

À compter du 1^{er} janvier 2021, les décisions individuelles relatives à la carrière des agents et à leur parcours professionnel pourront être prises légalement uniquement après l'adoption de ces lignes. Cela concerne essentiellement les critères, les règles, les orientations et les procédures.

Une ligne directrice peut se définir comme un système de gestion interne obligatoire pris par l'autorité territoriale après avis du Comité Technique qui rend explicite, transparent et applicable à tous les agents d'une même collectivité les critères objectifs afin de permettre leur promotion - notamment l'avancement de grade et la promotion interne - ou de valoriser leur parcours sous forme de mobilité interne ou formation.

Ces objectifs ont pour but de renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective, de développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace, de simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics, de favoriser la mobilité et d'accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé et enfin, de renforcer l'égalité professionnelle dans la fonction publique. En effet, les lignes directrices de gestion visent les objectifs suivants :

- déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de GPEC (Gestion Prévisionnelle des Effectifs Emploi et Compétences) ;
- fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels ;
- favoriser en matière de recrutement l'adaptation des compétences à l'évolution des métiers et des missions.

Elles constituent notamment un document de référence pour la gestion des RH de la collectivité ou de l'établissement.

Il est donc proposé au Conseil communautaire de prendre acte des lignes directrices de gestion, telles qu'elles sont présentées dans le document joint en annexe et dont je viens de vous faire une synthèse.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur POMA.

Vous l'avez compris, c'est une nouvelle organisation, ou plutôt une nouvelle perspective qui s'offre à nous dans le cadre de la loi. C'était donc une information et non une délibération. Bien entendu, il va falloir que nous nous familiarisions avec ces LDG. Ce ne sont pas des lignes de grande vitesse, ce sont des lignes directrices de gestion. On passe à la 48.

48. Prestations d'Actions Sociales à destination des agents de la CASA

Monsieur Frédéric POMA. - C'est un renouvellement du marché. Dans l'objectif d'offrir aux agents de la CASA des prestations adaptées à leurs besoins et afin de répondre aux obligations légales, la CASA a mis en place au 1^{er} janvier 2020 l'action sociale en la confiant à un prestataire national, le CNAS, le Comité National d'Action Sociale.

Il convient donc de délibérer sur les conditions d'octroi, la qualité des bénéficiaires, le renouvellement de la convention et sur l'ouverture des crédits nécessaires pour finaliser l'adhésion de la CASA au CNAS au 1^{er} janvier 2021. Évidemment, les conditions restent les mêmes qu'en 2020.

Pour information, les bénéficiaires sont : tous les agents titulaires, les stagiaires, les agents contractuels de plus de six mois de contrat. Cela représente 630 bénéficiaires, avec un coût individuel de 207 € par an et par agent, ce qui donne un coût total pour la CASA d'environ 130 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver la convention d'adhésion au CNAS, dont le projet est joint dans la documentation, d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, d'approuver le versement de la cotisation annuelle telle que définie précédemment, d'imputer la dépense au chapitre 12 de la section de fonctionnement du Budget Principal et de me désigner en tant que représentant de la CASA afin de participer, notamment, à l'Assemblée départementale annuelle du CNAS.

Monsieur le Président. - Très bien. C'est une politique de classe.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

On passe à la 49.

49. Protection sociale complémentaire - Actualisation

Monsieur Frédéric POMA. - Dernière délibération. La CASA participe depuis le 1^{er} juillet 2013 au financement des garanties de protection sociale complémentaire, auxquelles les agents qu'elle emploie souscrivent. Jusqu'alors, bénéficiaient de cette participation financière les fonctionnaires, stagiaires et titulaires et les agents contractuels de droit public. Il convient aujourd'hui d'étendre cette participation aux salariés de droit privé, tels que les salariés sous contrats aidés ou encore les apprentis.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'adopter l'ouverture de la participation à la protection sociale complémentaire pour de nouveaux bénéficiaires, donc, les fonctionnaires, stagiaires et titulaires et les agents contractuels de droit public et les agents de droit privé, étant entendu que les montants de participation mensuelle restent inchangés.

Monsieur le Président. - Très bien. On étend donc à des personnes qui ne pouvaient pas en bénéficier et on reste, à la CASA comme dans les villes, sur l'idée de l'aide nécessaire à la protection sociale complémentaire. Car, vous n'ignorez pas que le prix des mutuelles a considérablement augmenté récemment, suite à un certain nombre de mesures.

Je vous propose donc cette « actualisation extension ».

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Je vous remercie et je passe la parole au Vice-Président CAMILLA chargé du tourisme, sur des délibérations le concernant.

TOURISME

50. Transfert de la compétence « promotion du tourisme » - Procès-verbal contradictoire de mise à disposition des biens avec la commune d'Opio - Avenant

Monsieur Jean-Pierre CAMILLA. - Merci, Monsieur le Président. Les six offices du tourisme des communes de Bar-Sur-Loup, Gourdon, Gréolières, Opio, Tournettes-Sur-Loup et Valbonne sont devenus des bureaux d'information touristique (BIT) au sein de l'Office du tourisme intercommunal de la CASA (OTI). De ce fait, les locaux et les biens nécessaires à l'exercice de la compétence ont été transférés par les communes à la CASA par PV de transfert.

Pour ce qui concerne la commune d'Opio, la CASA s'est alors vue transférer un local, sis 1 carrefour de la Font Neuve. Mais, dans le cadre d'un projet de réaménagement urbain, la commune a déménagé sa médiathèque dans de nouveaux locaux et a proposé à la CASA d'y installer son BIT à ses côtés, dans un espace mutualisé, neuf et plus fonctionnel, à compter du 1^{er} janvier 2021.

De ce fait, l'ancien local n'est plus nécessaire à l'exercice de la compétence tourisme. Et, en application de l'article L.1321-3 du Code général de la collectivité territoriale, il convient d'en acter la désaffectation par avenant au PV de transfert initial.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'autoriser la désaffectation des locaux actuels du BIT d'Opio, d'approuver l'avenant au PV de transfert, dont le projet est joint en annexe, et d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant.

Monsieur le Président. - On passe au vote.

Personne n'est contre ?

Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

On passe à la 51.

51. Convention de remboursement de frais avec la commune d'Opio - Avenant de résiliation

Monsieur Jean-Pierre CAMILLA. - Toujours pour la commune d'Opio, la CASA a conventionné avec la commune d'Opio en date du 28 décembre 2017 afin de lui rembourser les frais exposés par elle au titre de l'occupation par la CASA du local transféré par PV de transfert.

Considérant la délibération du Conseil communautaire de ce jour, la CASA et la commune d'Opio ont décidé de convenir à la désaffectation dudit bien transféré et de son retour intégral dans le patrimoine de la commune. De ce fait, les frais inhérents à ce local n'ont plus lieu d'être remboursés par la CASA à la commune d'Opio.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'autoriser la résiliation de la convention de remboursement de frais entre la CASA et la commune d'Opio, d'approuver l'avenant de résiliation de la commune, dont le projet est joint en annexe, et d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant.

Monsieur le Président. - Il s'agit donc de la conséquence du premier. Personne n'est contre ni s'abstient ? On va passer à la délibération portée par le Vice-Président...

Monsieur Thierry OCCELLI. - S'il vous plaît, Monsieur le Président, pourrais-je juste faire un petit complément par rapport à la délibération de Jean-Pierre ?

Monsieur le Président. - Bien sûr, puisqu'il s'agit d'Opio. Thierry OCCELLI, en tant que maire d'Opio.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Vous vous rappelez toutes les réticences lorsque ce transfert a eu lieu.

Monsieur le Président. - Ces transferts sont toujours compliqués.

Monsieur Thierry OCCELLI. - C'était très compliqué et les deux délibérations qui viennent de se passer confirment le partenariat très proche, réfléchi et intelligent entre la Communauté d'Agglomération de Sophia et la commune d'Opio. Tout s'est bien passé. Le transfert finalise l'objectif que nous avions à Opio. Évidemment, on a transféré la médiathèque et l'Office du tourisme dans les nouveaux locaux du cœur de village que je vous invite à venir découvrir. C'est déjà ouvert. L'inauguration officielle aura lieu dès que l'on pourra la faire.

Je voudrais juste souligner le travail exceptionnel de Jean-Pierre CAMILLA, le Vice-Président, et toute l'équipe de Christophe JARTOUX qui s'occupe de cette Direction de l'Office du tourisme.

Donc, merci à ce travail qui a été assez délicat, finement mené et qui me fait énormément plaisir.

Monsieur le Président. - Merci, de ce témoignage. Les communes sont souveraines et indépendantes et on s'appuie sur elles pour répondre à leurs projets et non pas plaquer des projets sur ceux des communes.

Maintenant, Monsieur OCCELLI, Vice-Président des Transports, vous avez la parole. En dehors de la tarification multimodale dans le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco avec un avenant à la convention, si vous le voulez bien, on va regarder une enquête que l'on avait engagée sur les bus, pour savoir quelle était la volonté des citoyens.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Vous avez tout dit sur la délibération, mais on a un vote avant de passer à la présentation.

Monsieur le Président. - Tu veux passer d'abord à la 52 ? Je pensais que tu voulais présenter Envibus d'abord.

RÉSEAU ENVIBUS

52. Tarification multimodale sur le périmètre des Alpes-Maritimes et de Monaco - Avenant n° 1 à la convention

Monsieur Thierry OCCELLI. - En fait, c'est par rapport à l'intervention de Gérald LOMBARDO tout à l'heure. C'est un avenant n° 1 à la convention du partenariat de tarification sur la gamme Pass Sud Azur : la participation financière avec la Principauté de Monaco est repoussée pour quelques temps, car leur système de billetterie n'est pas encore adéquat à la tarification de la région et de la nôtre.

Il s'agit donc d'abroger la délibération précédente du 5 octobre 2020, d'approuver l'avenant n° 1 de cette convention pour la mise en place de la tarification multimodale Alpes-Maritimes et Monaco et de vous autoriser, Monsieur le Président, à signer.

Monsieur le Président. - D'accord. Sur la 52, personne n'est contre ni s'abstient ?

Je reviens donc sur cette enquête. C'était un engagement de Thierry OCCELLI et de moi-même sur le fait que l'on allait consulter les citoyens pour regarder comment le service public devait fonctionner et mettre en place un club de partenaires, lesquels vont de l'usager jusqu'aux entreprises qui paient les transports. L'objectif est d'avoir une vision prospective de l'utilisation des biens publics dans le domaine des transports. Vous avez trois types de chiffres :

- l'ensemble de la population ;
- les gens qui prennent le bus ;
- le comptage de ceux qui montent dans le bus et de ceux qui en descendent heure par heure, ligne par ligne.

C'est un travail considérable qui a été fait par les services et je les remercie. Effectivement, cela nous permet, avec des éléments chiffrés, d'aller face à notre club de partenaires pour essayer de dégager des perspectives pour l'année 2021 et l'année 2022.

Bien sûr, il y a le COVID. Ce sondage et ces comptages ont été effectués entre les deux périodes de confinement, entre la période complète de confinement, avec un délai de 15 jours, puis avec la deuxième période de semi-confinement. Donc, elles ont une réalité de terrain qui n'est pas tout à fait la même réalité que lorsque les bus fonctionnaient à plein avant l'intervention de la crise sanitaire, mais qui traduit quand même un reflet assez clair de l'utilisation des bus et des souhaits de nos habitants. Je laisse la parole à Thierry OCCELLI.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Tout à fait, Président, merci. Comme vous l'avez dit, on est en amont du transfert de ce document et des résultats de l'enquête à notre Comité des partenaires. On voulait le passer en Conseil communautaire avant de leur communiquer le document pour avis. Évidemment, la période nous a interdit de faire une réunion tous ensemble. On va donc le faire par envoi informatique et on attendra le retour.

En attendant, cette enquête des usagers a plusieurs volets.

Premier volet : « Quels sont vos usages ? Comment utilisez-vous le bus ? »

On a posé la question aux usagers et on s'aperçoit que 56 % l'utilisent, évidemment, aux heures de pointe, matin et soir, mais également, 33 % dans la journée. Nous avons donc imaginé alléger les fréquences des bus dans la journée et en fait, on s'aperçoit que ce n'est pas si simple. Il faut vraiment le faire en finesse, car une grande partie de la population, notamment des usagers d'Envibus, l'utilise à 33 % dans la journée.

Deuxième volet : « Pour quelle utilisation utilisez-vous vos lignes habituelles ? »

On s'aperçoit que 25 % l'utilisent pour le travail, ce que l'on savait déjà, et 26 % pour les achats, les loisirs et les déplacements dans la journée. Également 24 % l'utilisent sur les collèges et les lycées, donc sur le transport scolaire. Pareil, cela veut dire que l'usage en heures de pointe et dans la journée se rapproche et que c'est pratiquement équivalent.

Troisième volet : « Quelles sont vos attentes ? »

On s'aperçoit qu'en majorité, 44 % des gens demandent plus de bus et des fréquences plus souvent pour tous les usagers. Mais également, lorsque l'on a posé la question aux non-usagers en leur demandant « Que vous faudrait-il pour que vous preniez le bus dans le futur ? », la réponse est exactement la même, c'est-à-dire : des bus plus souvent.

Monsieur le Président. - Il est important de savoir que la tarification, la sécurité ou le confort à bord sont, dans d'autres villes ou dans d'autres territoires, des préoccupations primordiales. Je ne veux pas dire que c'est réglé puisqu'il y a quand même quelques personnes qui le réclament, mais on est sur plus de 3 000 personnes et on voit que c'est extrêmement marginal. Donc, avec la CASA et avec toute l'équipe, notre objectif est d'augmenter la fréquence des bus.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Tout à fait. Et on s'aperçoit que la tarification, de temps en temps, on se pose la question, finalement, c'est...

Monsieur le Président. - C'est-à-dire que quand c'est gratuit, il est difficile de faire moins cher.

Monsieur Thierry OCCELLI. - On a déjà une gamme tarifaire des plus avantageuses, donc évidemment, il n'y a pas de commentaire. Mais au-delà de ça, cela veut dire que les gens étaient prêts à payer un peu plus.

Monsieur le Président. - Je ne sais pas si tu vas le montrer, mais quand on pose la question aux gens « Êtes-vous prêts à avoir plus de bus si vous payez 20 € de plus par an ? », ce qui est sans commune mesure avec l'augmentation du nombre de bus, les gens disent « On est prêt à payer 20 € de plus ». Donc, cela veut dire qu'effectivement, les moyens financiers ne sont pas, et on s'en réjouit, un obstacle à prendre le bus sur le territoire de la CASA.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Tout à fait. Sur ce slide, on s'aperçoit également que les demandes sont identiques sur « plus de bus en heures de pointe » et pareil dans la journée. Il est donc difficile de trancher entre les deux. On s'aperçoit que les deux demandes reflètent un besoin aussi bien matin et soir qu'en heures creuses.

Monsieur le Président. - Ce n'est pas le même usage, mais on voit bien que la demande est équivalente. On le pensait initialement. Avec Thierry OCCELLI, on s'était dit « Si on veut plus de bus, on va en mettre plus aux heures de pointe, ce qui va satisfaire ainsi la demande ». Malheureusement, la demande est équivalente entre toute la journée et les heures de pointe. Cela veut donc dire qu'il faut augmenter les bus, mais il faut le faire globalement sur l'ensemble de l'offre.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Si l'on fait des petites analyses de ces réponses, les objectifs sont donc les suivants :

- ne pas trop limiter la circulation des bus en journée, puisqu'il y a des demandes à 30 % ;
- augmenter les fréquences ;
- garantir la desserte des établissements scolaires ; le mot « garantir » est mot fort, car sur le transport scolaire, je pense que l'on est performant ; le fait de garantir ce service nous engage et montre bien la volonté de la CASA au niveau du transport scolaire ;
- s'autoriser le principe de correspondance, car on a également demandé aux usagers « Serait-il possible sur les lignes structurantes de descendre du bus et de prendre une correspondance pour aller à la destination finale que vous souhaitiez ? »

L'analyse des fréquentations, ce que disait le Président, est déjà faite, puisque l'on a fait des comptages un petit peu partout. On s'engage donc :

- à poursuivre l'expérimentation de mutualisation des lignes à faible fréquentation ;
- à apporter une réponse aux surcharges aux heures de pointe ;
- à éviter les bus vides.

« Éviter les bus vides » est un travail très compliqué, car sur un trajet donné, il peut y avoir des portions où le bus est presque en surcharge, puis quelques centaines de mètres après, il n'y a presque plus personne et cela peut revenir. Cela est donc difficile. Concernant Opio, lorsque l'on parle de ligne 11, on me dit souvent « Arrête de faire circuler des bus à vide », sauf que, matin et soir, ils sont bondés. Par ailleurs, sur des trajets donnés, y compris sur le même horaire, il peut être bondé que les 3 premiers kilomètres, se vider, puis recommencer. C'est l'usage particulier sur les lignes qui en font la nécessité. Donc, « éviter les bus à vide » est facile à dire, mais je pense que l'on n'est pas encore prêt à résoudre cette situation.

Concernant les propositions, avec le Président et les services, on a fait tous ensemble des propositions sur les lignes structurantes :

- la ligne A (des modifications, mais qui viennent se compléter) : directe du PEA, directement à Sophia, avec un cadencement de 10 minutes ;

- la ligne B : vers Sophia, via la RD 35bis, sur une fréquence de 20 minutes, assurant également la desserte entre Antibes et Juan-les-Pins ;
- des correspondances entre la ligne A et la ligne B à Saint-Philippe et au PEA d'Antibes (où l'on peut avoir les correspondances).

Sont également arrivés des avis sur la ligne 6 et la ligne 8. La ligne 6, c'est les Semboules - Palais des Congrès et la ligne 8, c'est Vallauris-La Fontonne. Il y a ici un renforcement en offres, car on manque de places et d'offres aux heures de pointe.

Monsieur le Président. - En accord avec Monsieur le Maire, on peut espérer avoir très prochainement sur la commune de Vallauris une ligne beaucoup plus rapide, car elle passera par la départementale. Elle permettra de rejoindre Les Eucalyptus et la ligne B, et de monter directement sur l'autoroute et Sophia Antipolis.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Le planning de ces modifications est le suivant :

- janvier : finalisation de tout ce travail avec le Comité des partenaires ;
- février : communication (on nous a souvent reproché un manque de communication et d'information au niveau des modifications du réseau et des lignes et l'on s'est donc donné février pour communiquer largement) ;
- printemps : la date du 5 avril est visée pour lancer les renforts sur les lignes 6 et 8, surtout aux heures de pointe ;
- jusqu'au mois d'août : poursuite du travail de la mise en place et communication ;
- 30 août : lancement de la nouvelle configuration des lignes A et B.

Voilà, Monsieur le Président. C'était un peu synthétique, car le document est beaucoup plus épais et important. Je suis allé à l'essentiel.

Monsieur le Président. - Ce travail est remarquable. Je remercie Thierry OCCELLI et toutes ses équipes de l'avoir fait. Il se confronte maintenant à une réalité. Bien sûr, on peut rentrer encore plus finement dans les choses. Ayant un engagement avec notre Comité de partenaires, on leur rendra compte de cet élément et en essayant d'affiner avec eux un certain nombre de choses. Mais d'ores et déjà, il faudrait que ce document (l'ensemble de l'enquête) puisse être disponible pour tous les conseillers municipaux et communautaires.

Monsieur Thierry OCCELLI. - On l'a déjà travaillé avec efficacité avec tous les élus qui font partie de la Commission mobilité. Je les remercie au passage. Ils ont pris connaissance de ce document.

Monsieur le Président. - De plus, une nouvelle législation dit que, non seulement, tous les conseillers communautaires doivent être au courant, mais également tous les conseillers municipaux. Donc, avec l'accord des maires, on va envoyer à tous les conseillers municipaux, via le numérique, l'ensemble de l'enquête qui est intéressante. En effet, vous avez, ligne par ligne, leur fréquentation. Et effectivement, comme l'a dit Thierry OCCELLI, entre les pointes, vous avez des lignes qui sont très creuses, tandis que certaines sont presque constantes, ce qui nous guide dans la stratégie.

On veut poursuivre cette méthodologie. On est donc dans une période compliquée sur le plan de la crise sanitaire. On va faire les propositions que Thierry OCCELLI a présentées pour 2021, mais on espère que les bus vont reprendre une pleine activité. S'ils reprenaient une pleine activité, en 2022, on refera la même démarche et on réajustera le projet en fonction de la demande des usagers, de la demande de nos concitoyens et des comptages effectués. Le comptage dit bien « cette ligne est vide ou non ». La demande de nos concitoyens qui prennent le bus, ce sont quand même « nos clients ». Pardon, ce sont des usagers de service public.

Il faut également demander à la population, car l'objectif est que de plus en plus de gens soient attirés par le bus et qu'ils acceptent de le prendre. Et vous l'avez vu, la première des acceptations

est la garantie que le bus passe toutes les 10 minutes à certains endroits qui sont des endroits de très hautes fréquentations. Effectivement, dans certains endroits, le bus est pris en loisirs, pouvant commencer à 10 heures du matin et passer toutes les demi-heures : on l'attend, on va dans la zone de promenade ou la zone de commerces et on revient. Puis, il y a également l'idée principale suivante : que nos scolaires et nos salariés, dans le transport en commun, qui est au gaz, qui est gratuit sur les lignes structurantes, trouvent l'alternative nécessaire à des véhicules automobiles. Et, en parlant du bruit, vous venez d'entendre le Paris-Nice qui va atterrir dans quelques instants sur l'aéroport Nice-Côte d'Azur.

Merci pour ce travail, partageons-le, travaillons-le ensemble. Je pense que c'est une première étape décisive. Thierry OCCELLI, conclusion.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Si vous le permettez, une petite intervention. Je pense que toute l'équipe qui a travaillé et tout le service et réseau Envibus peuvent être fiers. En effet, nous avons la certification ISO 9001 sur le TAD.

Concernant le TAD PMR, on a fait une extension sur l'handi-mobilité, qui est la convention que nous avons avec les autres agglos, Cannes et Grasse, pour les personnes en grande difficulté de mobilité et également le transport scolaire. Comme je le disais tout à l'heure, on veut tous garantir le transport scolaire, mais c'est aussi une fierté de proposer ce service au niveau où il est aujourd'hui. On était certifié ISO 9001 et cela va nous donner l'obligation d'être encore meilleurs, d'aller plus finement sur les améliorations, sur tous les sujets que peut comporter le transport scolaire. Merci à toute l'équipe d'Envibus pour avoir tenu.

Monsieur le Président. - Je ne dis pas « le combat continue », sinon, cela fera référence à autre chose. Nous passons à la gestion des déchets. Il s'agit des déchetteries et je passe la parole à Éric MELE.

GESTION DES DÉCHETS

53. Modalités de perception des recettes CASA UNIVALOM

Monsieur Éric MELE. - Merci, Monsieur le Président. C'est une bonne nouvelle. En fin de compte, le coût de fonctionnement de nos déchetteries est largement compensé par les recettes de nos entreprises qui occupent ces déchetteries. D'ailleurs, c'est un vrai service public. Vous avez des déchetteries rentables et d'autres non rentables. Cela est lié au travail de prépaiement que nous avons fait il y a quelques années. Il y a donc beaucoup moins d'impayés, un meilleur suivi, une meilleure coordination avec le SMED et UNIVALOM qui travaillent de concert pour pouvoir surveiller ces entreprises ou d'éventuels tricheurs. Cela fait qu'aujourd'hui, on se retrouve avec une recette qui est supérieure aux dépenses de ces déchetteries. Nous avons donc demandé, avant le mois de mars 2021, qu'UNIVALOM nous rétrocède le trop-perçu.

Monsieur le Président. - Très bien. C'est un équilibre financier qui montre que tout en étant très attractive dans ses tarifs, la bonne gestion de l'ensemble de la mutualisation des déchetteries aboutit à une meilleure rentabilité. Sur ces modalités, personne n'est contre ? Pas d'abstention ? On passe à habitat logement avec SAH.

HABITAT / LOGEMENT

54. Sophia Antipolis Habitat - Mise en œuvre de la loi ELAN - Cession des participations détenues par les collectivités locales et pacte engageant pour le logement social - Approbation du choix de l'offre et autorisation de signature

Monsieur le Président. - Il s'agit de la mise en œuvre de la loi ELAN. Je résume les situations. La loi ELAN oblige, avant le 31 décembre, les organismes de gestion des logements sociaux qui n'ont pas 12 000 logements à s'adosser à un organisme et à un bailleur social plus important. Dans ces conditions, la SAH - dont je rappelle qu'elle a trois partenaires, la ville d'Antibes, la ville de Vallauris et la Communauté d'Agglomération - se trouvait dans la situation avec 1 700 logements, probablement 2 000 à la fin de l'échéance 2022, mais ce qui était très inférieur aux chiffres énoncés par le gouvernement. Il fallait donc trouver une solution. Dans cette solution, on a travaillé avec l'ensemble des trois organismes et avec Madame NASICA, pour dire « Quels sont nos objectifs ? ».

Le premier objectif est que l'on ne souhaitait pas - cela peut paraître anecdotique, mais cela ne l'est pas - que les agents qui ont travaillé à Sophia Antipolis Habitat, et qui ont fait pendant des années un travail remarquable de production de logements de qualité, se trouvent dans une situation de précarité et qu'ils n'aient pas les garanties nécessaires de la qualité du travail pérenne qu'ils avaient effectué. Cet objectif a été le premier des objectifs et dans les Conventions collectives, les agents bénéficient à la fois des avantages antérieurs et des avantages qu'ils auraient avec le nouveau partenaire.

Le deuxième objectif, qui est le principal, était d'avoir la garantie que la production de logements sociaux se ferait dans la même qualité que celle qui a été produite par SAH. La qualité est une marque de fabrique de SAH. Si vous regardez les logements qui ont été faits, ils sont neufs puisqu'ils ont été faits dans les quinze dernières années. Ils ont été faits principalement sur la ville d'Antibes, mais on est passé à moins de 4 % à presque 12 % de logements sociaux, ce qui signifie bien que la plupart des logements sociaux ont été construits dans les quinze dernières années. Ils sont donc neufs. Et non seulement ils sont neufs, mais ils sont de bonne qualité, avec des prestations qui sont à peu près équivalentes à celles que l'on trouve dans le privé. Pourquoi est-ce ainsi ? Car à un moment donné, on a une mixité sur l'ensemble du territoire, en évitant - avec Madame BLAZY que je salue pour le travail qui a été accompli pendant ces années - de faire des zones dans lesquelles il y avait du logement social et des zones dans lesquelles il n'y en avait pas. Donc, cette répartition fait que lorsque l'on passe devant un logement social à Antibes, on ne dit pas « C'est un logement social », on a l'impression que c'est un logement normal. Et d'ailleurs, le logement social, à mes yeux, est un logement normal.

Cette mixité étant opérée et cette qualité étant utilisée, on s'est lancé dans un plan de rénovation avec la CASA. Ce plan de rénovation a concerné une partie de l'habitat qui était très ancien et une partie de l'habitat qui n'était pas aux normes de l'environnement actuel et qui nécessitait une reprise dans ce domaine. Dans ce domaine-là, on voulait aussi avoir une garantie d'exigence pour l'avenir et faire en sorte que le nouveau partenaire avec lequel nous nous adosserions nous garantirait la qualité, la rénovation énergétique, la rénovation tout court et l'entretien du parc.

Bien sûr, nous avons aussi garanti la modération des loyers et des charges. En effet, il ne s'agissait pas, parce qu'un secteur n'était pas directement sous la tutelle des collectivités territoriales, de devoir passer à des situations qui auraient mis en difficulté des gens aux revenus modestes.

Le troisième objectif était le suivant.

Même si tous les gens pensent que le maire peut décider de qui va dans le logement social et qui n'y va pas, même si des règles extrêmement complexes n'autorisent pas le maire à décider d'autorité qui y va et qui n'y va pas, ce qui est une bonne chose, il y a quand même une Commission des collectivités territoriales. Et dans cette Commission, nous souhaitons garder la présidence et garder la majorité.

Enfin, tout cet argent - pardon de le dire comme cela - que l'on a investi dans le patrimoine pendant des années sur la CASA, sur la ville d'Antibes et sur la ville de Vallauris, on pensait que cela avait une valeur et que cette valeur devait être indemnisée.

Sur le premier point, nous avons eu satisfaction.

Sur le deuxième point, le pacte d'engagement des actionnaires est un pacte qui montre le haut niveau de qualité et de production, puisque la société choisie, Erilia, s'est engagée à faire la moitié du PLH tel que nous l'avions voté et prévu.

Sur le troisième point, nous avons la présidence de la CALEOL et la majorité de la CALEOL avec l'ensemble des maires concernés.

Enfin, et ce n'est pas un petit élément anecdotique, l'indemnisation sur les parts est de 109 323 423,55 €. Cela nous permet, pour la CASA, d'avoir un engagement solidaire sur la durée du mandat, sur le logement social, en toute tranquillité, car l'engagement n° 2 est lié à l'engagement n° 4. L'engagement n° 2 dit « Vous allez rénover », mais ils savent très bien que dans cette rénovation, on a pris l'engagement de continuer à les aider dans la rénovation, à les aider dans les subventions et à les aider dans les garanties d'emprunt. Donc, les communes et la CASA se sont engagées à faire en sorte que ces moyens financiers soient aussi des éléments de garants pour permettre un logement social de qualité qui, à notre avis, est le gage de la tranquillité publique et de l'épanouissement des individus dans les logements concernés.

Voilà donc les éléments que je voulais préciser avant de laisser Madame NASICA expliquer la procédure que nous avons utilisée, puisque c'est une procédure à la fois transparente et concurrentielle. Je rappelle que la loi avait peut-être laissé un espace de liberté. Après tout, quand la loi laisse un espace de liberté, ce n'est peut-être pas plus mal. Mais en tout cas, on pouvait choisir, sans mettre en compétition les uns et les autres, un organisme et s'y adosser avant le 31 décembre. Ce n'est pas le choix que nous avons fait. On a fait un choix plus exigeant et c'est Madame NASICA qui vous le présente.

Madame Sophie NASICA. - Merci, Monsieur le Président. Vous avez été déjà extrêmement précis. Je me permettrai juste de vous dire que c'est l'aboutissement d'une belle procédure que j'ai pu mener à vos côtés, ainsi qu'aux côtés de Kevin LUCIANO.

Cette procédure de consultation, transparente et concurrentielle, s'est déroulée avec un phasage le 29 octobre, la remise de la première offre des 6 candidats aux trois collectivités, l'organisation du premier entretien avec les candidats par visioconférence le 12 novembre, la remise de la deuxième offre des candidats aux collectivités le 19 novembre, l'organisation du deuxième entretien avec les candidats en présentiel en mairie d'Antibes le 23 novembre et la remise de l'offre finale des candidats aux collectivités le 26 novembre.

Et effectivement, comme vous l'avez précisé, c'est bien la proposition formulée par la société Erilia qui est apparue la meilleure sur l'ensemble des critères imposés. Nous signons donc demain cette offre finalisée.

C'est bien l'ensemble de ces engagements qui est formalisé au sein d'un pacte engageant, ayant vocation à traduire ces différents engagements contractuels des parties pour une durée de 10 ans. Et afin d'assurer le suivi et le contrôle des engagements d'Erilia, un Comité stratégique sera constitué.

Il est donc demandé au Conseil communautaire de retenir la société Erilia comme lauréate de la procédure de consultation organisée par les trois collectivités cédantes, d'approuver le pacte engageant pour la solidarité urbaine et le logement social, de donner son agrément au projet de cession à la société Erilia de l'ensemble des actions de Sophia Antipolis Habitat et de vous autoriser, Monsieur le Président, à signer l'ensemble des actes liés à la réalisation de cette opération.

Monsieur le Président. - Merci, Madame NASICA. Je passe à Monsieur LUCIANO qui est aussi actionnaire avec la ville d'Antibes et la Communauté d'Agglomération de la SAH.

Monsieur Kevin LUCIANO. - Monsieur le Président, mes chers collègues, chère Sophie, je pense que nous avons vraiment une décision historique aujourd'hui. Car souvent en politique, vous le savez - pour certains, mieux que moi, parce que votre expérience est plus longue -, il est fréquent que nous prenions des décisions qui sont contraintes et dans lesquelles on arbitre entre deux solutions qui ne sont pas idéales.

Là, certes, c'est une décision qui est en partie contrainte, puisque, comme l'a dit le Président, c'est la loi ELAN qui nous imposait de nous adosser à un bailleur qui comportait plus de

12 000 logements dans son patrimoine. Mais je pense que le résultat est proprement historique, car c'est véritablement une solution gagnant-gagnant. C'est une solution qui nous permet, comme l'a très bien dit notre Président, de concilier avec beaucoup de succès quatre objectifs :

- le sort des salariés qui était prépondérant et qui est plus que garanti dans l'engagement qui a été pris par Erilia ;
- continuer à produire et à rénover du logement social de qualité ;
- maintenir, pour les locataires, les mêmes avantages, donc des loyers modérés et un confort de vie dans les installations et les résidences en question ;
- enfin, pour les collectivités (c'est fondamental, surtout à une époque où l'État nous torture un peu et fait que nous avons de moins en moins de ressources), ne boudons pas notre plaisir : des ressources qui seront importantes pour nos deux communes respectives, mais aussi pour la CASA, et je pense que nous en tirerons chacune et chacun d'entre nous, pour nos communes, des avantages qui sont incontestables.

Je ne serai pas plus précis, puisque le Président a déjà tout dit. Madame NASICA a donné le détail technique. Mais je crois que l'on a vraiment une décision plus que satisfaisante pour Erilia - qui est bien sûr un bailleur connu et dont on sait les qualités, notamment à Vallauris où il y a de nombreuses résidences de logements sociaux qui sont gérées avec beaucoup d'efficacité -, mais aussi pour nous, collectivités. En effet, nous savons que demain et après-demain seront un peu plus faciles avec l'argent qui nous sera versé. De plus, on aura des objectifs qui seront mieux remplis que ce que l'on aurait pu remplir nous-mêmes, puisque l'on a quand même un bailleur qui a une surface financière et technique extrêmement importante, Erilia étant l'un des premiers bailleurs institutionnels de France. Et je pense que sa compétence et ses moyens seront très importants pour pouvoir assurer la rénovation énergétique, la construction de logements de grande qualité au service de ceux qui en ont besoin et, plus largement, au service de l'intérêt général.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Maire. Je rappelle qu'Erilia a son siège sur Antibes et qu'il y a aujourd'hui 40 agents qui y travaillent. Il connaît donc le tissu territorial de la CASA, d'Antibes et de Vallauris, mais aussi de l'ensemble de la Communauté d'Agglomération, puisqu'il s'est investi dans d'autres communes.

Je rappelle aussi que la Communauté d'Agglomération investit entre 5 M€ et 7 M€ par an dans le logement social et que les communes d'Antibes et de Vallauris - en dehors des pénalités de carence, dont je tairai la situation - versent 3 M€ pour le logement social chaque année. Cela veut dire que cet engagement doit continuer à exister sur le plan financier. Effectivement, on a gagné sur la qualité, on a gagné sur la quantité et on a gagné sur l'engagement pour les dix prochaines années. Je pense qu'il y aura probablement d'autres lois et d'autres lois ELAN qui modifieront peut-être encore la stratégie en termes de logement social. En tout cas, on s'est garanti d'avoir des logements de qualité en production suffisante et de faire en sorte que le pacte d'engagement, pour lequel je vais vous demander de désigner Madame Sophie NASICA, puisqu'il y a un Comité de pilotage... On va avoir une surveillance. On est actionnaire minoritaire, mais on est actionnaire quand même. On a donc un contrôle conjoint de l'engagement que prend Erilia vis-à-vis de nous et réciproquement. Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Je n'avais pas demandé, mais la manière dont vous formulez les choses m'oblige à intervenir. Vous dites « On a gagné ».

Monsieur le Président. - Non, tout le monde a gagné.

Madame Michèle MURATORE. - Je trouve cela un peu, j'allais dire « péjoratif » par rapport à la SAH. On a choisi le meilleur, oui, mais on ne peut pas dire que l'on a gagné par rapport à Sophia Antipolis Habitat. Vous savez que l'on s'était battu pour avoir un bailleur social au niveau de la CASA,

car cela nous paraissait important. Là, on est coincé par la loi, donc, je vais voter. Mais, votre présentation m'a un peu, j'allais dire « chauffée ». Merci.

Monsieur le Président. - Je me suis mal exprimé. On est gagnant, car le locataire est gagnant dans la mesure où il aura une rénovation avec des moyens financiers supplémentaires par rapport à ce que l'on avait prévu. Le parc qui va se créer est gagnant, car on a la garantie que la qualité qui va être faite va être gagnante. On est gagnant, car Erilia n'est pas le dernier venu dans le paysage et on sait qu'il fait des choses de qualité et qu'il prend un engagement écrit pour les faire. Et on est gagnant, car l'engagement que l'on prend, nous, collectivités, pour faire du logement social se traduit par un juste équilibre financier qui fait que l'argent que l'on va mettre dans le logement social va quand même être - pardon du terme s'il vous choque - en partie récupéré dans cette opération.

Madame MURATORE, si l'on n'avait pas eu la loi ELAN, on serait toujours en SAH. Vous vous souvenez de ce que j'ai dit sur la SAH, sur la façon remarquable dont cela a été géré pendant des années par Madame BLAZY. Et vous vous souvenez aussi que l'on s'était fixé comme objectif de dépasser 1 000 logements, puis 1 500, puis d'augmenter pour avoir la masse critique et être compétitif. Ce n'est pas moi qui ai fait la loi ELAN et ce n'est pas moi non plus qui l'ai votée. Et je pense que Monsieur le Député ne l'a pas votée non plus. Donc, à un moment donné, la loi de la République s'impose. Mais plutôt que de dire « Je vais prendre au hasard un bailleur social sans compensation », on a eu un cahier des charges avec des exigences et on a pris le meilleur.

Ce n'est donc pas Erilia qui a gagné, ce n'est pas la ville de Vallauris ou la ville d'Antibes. Ce n'est pas la CASA qui a gagné. C'est l'engagement pour le logement social qui a gagné. Parce que le n° 2 dans toute cette démarche, c'est l'engagement, le pacte d'actionnaires sur l'engagement. C'est d'ailleurs pour cela que l'on va désigner Madame NASICA, qui va contrôler. Tout au long de la procédure pendant 10 ans et plus, ce que je lui souhaite, elle vérifiera que les engagements pris, qualitativement et quantitativement, sont respectés.

Madame Sophie NASICA. - Monsieur le Président, si je peux me permettre juste de rajouter : Madame MURATORE, le point très important, vous le savez, puisque l'on en a parlé en Commission Habitat Logement, est que tous des salariés de Sophia Antipolis Habitat sont préservés dans leur poste et dans leur cadre d'emploi. Je vous remercie.

Monsieur le Président. - Oui, car en réalité, ils créent une agence locale. Il n'y a donc pas de raison que les mêmes personnes dévouées au service du logement social sur le territoire deviennent moins dévouées dans un organisme qui préserve leur autonomie. Monsieur le Maire.

Monsieur Kevin LUCIANO. - Merci, Monsieur le Président. Juste une précision supplémentaire, mais qui a quand même son importance. Dans les documents, vous avez peut-être constaté que la CASA conserve une part, que la ville de Vallauris conserve cinq parts et que la ville d'Antibes conserve cinq parts. Si nous avons décidé de cette répartition, cela n'est pas anodin. C'est simplement parce qu'au terme des opérations, grâce à ces 11 parts que nous continuerons à détenir dans l'entité Erilia, nous allons pouvoir peser de 33 % dans les droits de vote.

Un tiers des droits de vote reviendront donc à Antibes, à la CASA et à Vallauris, ce qui va nous permettre d'avoir ce qui est convenu d'appeler « une minorité de blocages » et qui nous permettra, évidemment de contrôler... Outre les représentants au sein de cet organisme que vous désignez aujourd'hui - Madame NASICA, mais également, la commune d'Antibes a désigné son maire, Jean LEONETTI et la commune de Vallauris m'a fait l'honneur de me désigner -, nous allons continuer à avoir un contrôle qui fait que nous aurons toujours un suivi de la bonne mise en œuvre du pacte engageant et des mesures qui sont le cadre même, ou en tout cas, inscrites dans le cadre de cette opération. Cela fait que, finalement, on ne perd rien, on ne perd aucune maîtrise, on ne perd aucun pouvoir, on ne perd aucune prérogative. Tout simplement, on va pouvoir ensemble, avec Erilia, nos communes et la CASA, faire beaucoup mieux que ce que l'on pouvait actuellement faire.

Il n'est donc pas question de dire que l'on perd des compétences ou des prérogatives, comme certains de mes conseillers municipaux (d'opposition) ont pu le dire au dernier Conseil municipal. Absolument pas. On a les mêmes prérogatives, les mêmes compétences et tout simplement, on va pouvoir faire mieux, avec des moyens supplémentaires et avec des engagements qui vont profiter en premier lieu - le Président l'a dit et répété - à nos villes, à notre communauté, mais surtout, aux bénéficiaires du logement social eux-mêmes. Merci.

Monsieur le Président. - Au passage, je dirai tout le bien que je pense d'Erilia demain, puisque l'on signe demain tous les trois avec la société Erilia. Et effectivement, le climat dans lequel s'est déroulé l'ensemble du pacte engageant dont nous parlons s'est fait avec une réponse quasiment positive à toutes nos propositions et à toutes nos exigences. Sur ce plan-là aussi, je ne dirais pas que l'on est gagnant, mais que l'on est satisfait du protocole que nous mettons en place, Madame MURATORE.

On passe au vote. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? Je vous remercie de cette unanimité qui nous donne encore plus de force pour faire en sorte que la politique du logement social de qualité que l'on a mise en place à la CASA continue à être dans le même sens.

Désignation de Madame NASICA au Comité stratégique patrimonial et au Comité de pilotage du pacte actionnaire du contrôle conjoint dont on a parlé. C'est la double vigilance. D'ailleurs, à un moment donné, l'organisme et les élus siégeront au sein d'Erilia Nationale, ce qui est normal puisque - comme l'a très bien expliqué Monsieur le Maire LUCIANO - on sera actionnaire minoritaire, mais avec un tiers des votes.

On passe à Sophie NASICA.

Personne d'autre n'est candidat ?

Vous acceptez le vote à main levée ?

Personne n'est contre ni s'abstient ?

Madame NASICA est désignée.

Madame Sophie NASICA. - Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Et on la félicite de son court passage à la présidence de la SAH et de son long - je l'espère pour elle et pour nous - passage à la société nouvelle organisée et dans laquelle nous serons extrêmement vigilants et plus dynamiques encore qu'avant, puisque l'on aura plus de moyens. Nous passons maintenant à la 55.

55.SAEM Sophia Antipolis Habitat - Rapport annuel 2019 des administrateurs à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Monsieur le Président. - On a déjà présenté cela à la ville d'Antibes.

Madame Sophie NASICA. - Effectivement, au Conseil municipal de vendredi. Quelques éléments clés pour les élus de ce Conseil communautaire. Sophia Antipolis Habitat est donc : un patrimoine de 1 723 logements pour l'année 2019, la livraison en 2020 de 88 logements à Antibes, Villeneuve-Loubet, Vallauris et La Colle-Sur-Loup, plus de 300 chantiers en cours d'étude sur la CASA, 14 opérations en cours à Antibes, Vallauris, Biot et Tourrettes-Sur-Loup, des travaux concernant l'entretien courant et le gros entretien sur le patrimoine existant pour un montant total de 1 658 183 € et un résultat net bénéficiaire s'élevant à 926 800,99 €.

Monsieur le Président. - Je ne vais pas revenir sur l'ensemble de rapport annuel. Je loue une fois de plus la gestion de Sophia Antipolis Habitat et remercie à la fois Madame BLAZY et Madame NASICA de la gestion qu'elles ont eue jusqu'à présent et qui va se transformer dans une autre organisation.

Là, trois personnes ne participent pas au vote. Il s'agit de Monsieur FONCK, Madame MUSSO et Monsieur DUPLAY. Ils ne participent pas au vote, car l'administrateur ne participe pas au vote du rapport annuel des administrateurs. Ces trois personnes ne prenant pas part au vote, je sou mets le rapport annuel au vote.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe à la 56.

56.Délégation des aides à la pierre - Bilan 2015-2020 - Accord de principe sur le renouvellement de la délégation pour la période 2021-2026

Madame Sophie NASICA. - Effectivement, Monsieur le Président, dans le cadre des aides à la pierre, il s'agit d'approuver le bilan 2015-2020 et le principe de renouvellement de cette délégation de compétence pour 2021-2026, à savoir : la production (construction et acquisition de logements), la réhabilitation de ces logements sociaux, la création de places d'hébergement et l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Monsieur le Président. - Très bien. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée. On passe maintenant à la délibération de Monsieur HUGUES, Monsieur le Vice-Président chargé du patrimoine immobilier et de la Commission intercommunale pour l'accessibilité avec une modification de la composition, et surtout le rapport annuel 2019 que nous allons écouter maintenant.

GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

57.Commission intercommunale pour l'accessibilité - Modification de la composition - Rapport annuel 2019

Monsieur Gilbert HUGUES. - Merci, Monsieur le Président. La Commission intercommunale pour l'accessibilité a été créée en 2015. Il est important de souligner que les communes de plus de 5 000 habitants disposent également d'une Commission d'accessibilité. Cette Commission s'est réunie en novembre avec la présence de nombreux maires et de nombreuses associations.

En page 4, ces associations ont salué les efforts et les réalisations de la CASA et des différentes communes qui la composent. C'est quelque chose qu'il faut donc saluer. En page 4, vous avez les principales réalisations qui ont été menées. Il faut saluer l'achèvement de toutes les préconisations qui avaient été communiquées par la préfecture. Tout a été réalisé, ce qui est important.

En matière de transport, 115 000 sont totalement accessibles. Les associations ont également salué l'outil digital PADAM qui avait été présenté par le maire d'Opio, Thierry, et également, par le système de transport à la demande d'« Handi-Mobilité Cap d'Azur », dont la particularité est de s'appliquer aux trois agglomérations du pôle méditerranéen.

En page 8, vous avez les principales réalisations au niveau de chaque commune, Antibes, Biot, Caussols, Capières, La Colle, Châteauneuf et Villeneuve. Il s'agit donc de nombreuses petites actions, mais qui, en s'additionnant, sont extrêmement importantes et facilitent le déplacement des personnes à mobilité réduite.

Pour conclure, le souhait des différents membres est que, dans le cadre des opérations budgétaires, toutes les communes soient sensibilisées et essaient de planifier au mieux les différentes actions sur le mandat.

La délibération acte donc la présentation de ce rapport. Elle approuve également l'ajout de l'association « Accéder Côte d'Azur ». C'était une erreur de plume lors des précédentes réunions, elle avait été oubliée. Il est donc important de le signaler et de le rajouter, notamment parce qu'elle participe beaucoup à ces commissions et à ces travaux. On autorise donc Monsieur HUGUES à signer tous les documents pour exécuter cette délibération.

Monsieur le Président. - Est-ce qu'il y a des commentaires sur l'accessibilité ? Je crois que malgré la difficulté que l'on rencontre à l'heure actuelle, il faut avoir bien en tête que « l'accessibilité », c'est une « ville accessible à tous », et « accessible à tous » n'est pas uniquement le fait de penser aux fauteuils roulants ou aux personnes qui ont des difficultés de mobilité. Quand on rend une ville accessible à tous, on rend une ville plus agréable à tous, y compris à ceux qui ont la capacité de se déplacer. Je sais que quelquefois c'est difficile.

Il faut donc que la CASA s'engage aussi aux côtés des communes pour faciliter l'ensemble de ces dispositifs qui sont faciles quand on construit quelque chose de neuf. Bien sûr, à ANTHEA, il n'y a pas de problème d'accessibilité aux personnes handicapées. Cela a été fait il y a 6 ou 7 ans, il est donc normal que l'on soit aux normes. Par contre, quand on prend un édifice ancien et que l'on veut le mettre en accessibilité, on est quelquefois dans des casse-têtes avec des conflits entre l'architecte des Bâtiments de France qui dit « Vous ne touchez pas à la façade » et l'accessibilité qui dit « Il faut me faire une rampe de 3 % sur 50 mètres ». C'est donc la beauté et la difficulté de nos mandats et de nos engagements. Et bien sûr, on est engagé à aller plus loin et plus fort dans ce domaine, aux côtés de Monsieur Gilbert HUGUES.

Je vous propose de valider ce rapport annuel. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée. On passe maintenant au complexe aquatique Nautipolis, dont vous savez, malheureusement, que c'est un des rares, pour ne pas dire le seul, complexes aquatiques gérés en délégation de service public qui ne bénéficie pas de subventions de la part des collectivités territoriales. Je pense que le maire de Vallauris, comme le maire d'Antibes, comme le maire de la Colle-Sur-Loup, savent qu'une piscine coûte cher en fonctionnement et pas tellement en construction.

On avait donc réussi à faire en sorte que la CASA avait construit Nautipolis et l'avait donné en exploitation qui trouvait le petit équilibre, puisqu'il y avait d'une part de la restauration, de l'activité de loisirs, et d'autre part, de l'activité nautique, en particulier pour nos scolaires.

Et la crise du COVID a complètement déstabilisé. Tout d'abord, il y a eu un incendie sur le complexe aquatique qui a considérablement gêné l'utilisation. Ensuite est arrivé le COVID avec des fermetures obligatoires de ce type d'activité. Nous nous trouvons donc devant une gestion du complexe aquatique avec un avenant n° 2, dont je vais laisser Gilbert HUGUES tracer les grandes lignes.

58. Gestion du complexe aquatique Nautipolis - Concession de service public - Avenant n° 2

Monsieur Gilbert HUGUES. - Merci, Monsieur le Président. Effectivement, on tient à se rappeler des conditions extrêmement favorables, pour la CASA, lors de la signature du contrat de concession qui a été signé en 2017.

Nautipolis a été particulièrement frappé par la crise sanitaire et l'intégralité de ses difficultés financières est due à la fermeture de ce centre qui a été décidé par différents arrêtés préfectoraux.

Les différentes négociations ont eu lieu, puisque l'objectif de la CASA était de maintenir cette activité, cela étant essentiel pour animer le parc dans le cadre de sa politique de soutien aux activités sportives. Des négociations ont donc eu lieu, mais l'objectif était de s'assurer du maintien de la société SAS Action Développement qui avait été choisie sur le long terme.

L'avenant n° 2 prévoit donc :

- la prorogation de la durée de la concession afin de permettre de rétablir l'équilibre économique du contrat ;
- le versement sur 5 ans d'une indemnité selon le compte d'exploitation, puisque leur compte d'exploitation présente une perte qu'il est nécessaire d'amender ;
- de modifier les dispositions relatives à l'article 28 correspondant à la tarification ; il est important de signaler que les tarifs scolaires ne seront pas modifiés jusqu'à la fin de la DSP qui a été prolongée ;
- une modification de l'article 7 et de l'article 29 est intervenue concernant la redevance d'occupation publique qui sera décalée.

Monsieur le Président. - Merci. Vous l'avez compris, ce petit équilibre a été complètement rompu par le COVID, avec un déficit, pour l'entreprise, de 735 millions. La stratégie que nous avons développée est d'abord, dans le cadre de la loi, la possibilité de compenser ces pertes financières. Mais, nous l'avons voulu avec deux éléments de sécurité.

Le premier élément de sécurité est de faire en sorte que les tarifs scolaires ne changent pas et soient gelés jusqu'à la fin de la délégation de service public.

Le deuxième élément est que l'aide que nous apportons est étalée dans le temps pour ne pas se retrouver dans la situation suivante : apporter une aide et voir une société se mettre en liquidation, ou en difficulté, et fermer son activité dont dépendent beaucoup de villes autour de la ville de Valbonne.

Ces deux éléments ont bien sûr été acceptés. Il s'agit donc de l'étalement sur 5 ans de l'aide, associée à un gel des tarifs scolaires jusqu'en 2028, ce qui permettra à nos enfants de continuer à avoir une activité nautique sur l'ensemble. Cela aboutira effectivement, contrairement à ce que l'on avait réussi jusqu'à présent, à faire vivre une société, une délégation de service public sans subvention. Mais, à partir du moment où, dans 4 ans, des subventions tomberont, nous avons, à notre demande, prolongé l'activité encore plusieurs années pour faire en sorte que cet amortissement puisse s'effectuer et que l'on retrouve le petit équilibre ainsi que la possibilité de faire en sorte que l'investissement obtenu par Communauté d'Agglomération ne soit pas pénalisé par un financement d'une subvention d'équilibre.

Voilà donc la proposition que nous faisons avec Monsieur HUGUES.

(Intervention inaudible, hors micro)

Monsieur Gilbert HUGUES. - 2028, jusqu'à la fin de la DSP. Elle a été modifiée.

Monsieur le Président. - Pardon. On a modifié... Nous avons exigé, avec Gilbert HUGUES, que le gel des tarifications aille jusqu'au bout de la délégation de service public, soit 2028, puisqu'il y a une prolongation de 1 an de la délégation de service public. Il y a une modification de la délibération sur table. Vous avez parfaitement raison.

Madame Marie ANASSE. - Merci, excusez-moi. Je me posais la même question que le Vice-Président qui se tient à ma droite, car je lisais « le 31 décembre 2024 » et vous annonciez « 2028 ». Donc, je ne comprenais plus trop, en fin de compte...

Monsieur le Président. - Jusqu'à la fin de délégation de service public qui est 2028.

Monsieur Gilbert HUGUES. - Ce sera donc modifié.

Monsieur le Président. - Après 2028, c'est janvier 2028, vous avez noté qu'entre décembre 2027 et janvier 2028, il n'y a pas une grosse différence, si ce n'est que cela passe de l'un à l'autre. Donc, jusqu'à la fin de délégation de service public, les tarifs scolaires sont gelés. Je vous demande de le rectifier et bien sûr, à l'Administration, de le rectifier sur la délibération qui amène aussi la prolongation de la délégation de service public.

Ces éléments étant rectifiés, merci de l'avoir signalé, on passe au vote. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? On passe à Michel ROSSI qui soutient, comme l'ont fait le Président du Conseil départemental et le département des Alpes-Maritimes, la candidature de la ville d'Antibes au label « Capitale française de la culture ».

ACTION CULTURELLE

59.MOTION - Soutien à la candidature de la ville d'Antibes au label « Capitale française de la culture »

Monsieur Michel ROSSI - Merci, Monsieur le Président. Je vous propose que nous prenions une motion de soutien à la candidature de la ville d'Antibes au label « Capitale française de la culture ». La commune d'Antibes s'est effectivement portée candidate à ce label et elle entend répondre à ses attentes. La ville d'Antibes a beaucoup d'atouts. Nous la connaissons : elle a ses équipements, son patrimoine historique remarquable, les événements qu'elle crée à longueur d'année, qui sont également remarquables, sa capacité à innover, elle s'adresse à tous les publics, elle s'adresse également aux milieux associatifs et elle fait une part assez large à la création artistique. Elle a donc beaucoup d'atouts.

Quand on regarde également la CASA, on se rend compte que la CASA est complémentaire de ces atouts. Je vous rappellerai, mais vous le connaissez aussi bien que moi, le réseau des médiathèques de la CASA qui est remarquable et innovant à de multiples raisons. Vous connaissez également ANTHEA qui est un des premiers théâtres français et vous connaissez les projets culturels forts que nous portons ensemble.

Vous savez également que certaines communes, et non des moindres, sont aussi remarquables par leur patrimoine et que nous avons de nombreux musées de qualité qui se retrouvent sur notre territoire.

Tout ceci nous laisse penser qu'une motion de soutien à cette candidature serait la bienvenue parce que nous travaillons tous ensemble et que ce label participera certainement au développement économique et touristique de tout notre territoire et de nos communes, comme de la CASA. Je vous engage donc vivement à voter pour cela.

Monsieur le Président. - Merci, Michel, merci à vous tous.

Monsieur Michel ROSSI - Nous finissons en feu d'artifice culturel, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - J'ai l'habitude de dire, avec Simone TORRES, que si on gagne, on gagne, et si on perd, on gagne. Mandela disait « Soit je gagne, soit j'apprends ». Je pense qu'effectivement, dans le foisonnement culturel qui existe dans nos territoires, on a toujours intérêt à essayer de voir comment décroiser, comment faire en sorte que tous ces éléments participent à une vision culturelle qui est très transversale. C'est un peu comme le développement durable. La culture est aussi extrêmement transversale. On l'a donc mis autour de quatre sujets :

Premièrement, protéger notre patrimoine, voir combien nos concitoyens ont besoin de protection et sont de plus en plus attentifs à ce que l'on ne détruise pas, même des choses qui peuvent nous paraître banales, comme un aqueduc romain à tel endroit, ou un pont ancien à tel autre.

Ensuite, innover, mais Sophia Antipolis est là pour nous y aider.

Puis, partager - l'opuscule que vous avez sur la table est assez significatif de la façon dont on peut partager des couleurs et de la joie - et finalement, cela est fait par des hommes et des femmes qui sont très jeunes et qui ont fait adhérer des personnes qui ont des cheveux un peu plus blancs ou un peu plus rares. Il s'agit donc aussi de partager et surtout de transmettre, car une culture qui ne se transmet pas est une culture qui est morte. Il faut donc aussi que nous soyons capables de lutter contre cette immédiateté sur l'urgence de la réaction qui souvent supplante la réflexion et l'idée durable d'une culture à partager. Si l'on n'arrive pas à partager notre culture qui fait partie de notre civilisation, on n'arrivera jamais à faire en sorte que l'ensemble des gens qui arrivent sur ce territoire aiment la France et aiment sa culture.

C'est donc bien sûr un partenariat avec l'Éducation nationale, car on ne peut pas imaginer cela sans s'adresser plus particulièrement aux enfants et faire en sorte que, comme le disait tout à l'heure Monsieur LUCA, l'on continue à penser que cultiver son jardin fait partie de Voltaire, fait partie de la liberté d'expression, fait partie de « Candide ». Le mot a aujourd'hui une signification qui est un peu détériorée par rapport à l'époque voltairienne, Candide qui, malgré tous les malheurs qu'il subissait, finissait quand même par dire « Tout est bien dans le meilleur des mondes possibles ». Donc, essayons de vivre dans le meilleur des mondes possibles.

Je vous propose donc cette dernière délibération avant de vous souhaiter un joyeux Noël à tous, si l'on n'a pas l'occasion de se voir, à six, assis. Et surtout, restez prudents tout en étant lucides et raisonnables. C'est ce que nous essayons de faire sur le territoire de la CASA et avec l'ensemble des maires. Joyeux Noël à tous et merci.

La séance est levée à 18h55.

La secrétaire de séance
Alexia MISSANA

A handwritten signature in dark ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a series of loops and a final flourish.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 22/02/2021
Numéro : CC_2021_001
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-verbaux des séances du 16 novembre et du 21 décembre 2020 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 3UY5BHI

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/03/2021
Identifiant : 006-240600585-20210222-CC_2021_001-DE

Acte reçu

Date : 22/02/2021
Numéro interne : CC_2021_001
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-verbaux des séances du 16 novembre et du 21 décembre 2020 - Approbation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210222-CC_2021_001-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_001-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_001-DE-1-1_3.PDF

N